

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES MOUVEMENTS
DU SALAIRE ET DU PROFIT
CHEZ
ADAM SMITH

THÈSE POUR LE DOCTORAT
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS
Le lundi 27 mai 1935, à 14 heures

PAR

Pierre PORTOLANO

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. G. PIROU

Suffragants : { MM. TRUCHY } professeurs.
AFTALION }

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}, ÉDITEURS
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1935

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES MOUVEMENTS
DU SALAIRE ET DU PROFIT
CHEZ
ADAM SMITH

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le lundi 27 mai 1935, à 14 heures

PAR

Pierre PORTOLANO

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. G. PIROU

Suffragants : { MM. TRUCHY } *professeurs.*
 { AFTALION }



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}, ÉDITEURS
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1935



A ÉLIE HALÉVY

Professeur à l'Ecole libre des Sciences Politiques.

A LOUIS MILLIOT

Professeur à la Faculté de Droit d'Alger,
Directeur des affaires indigènes et des territoires
du Sud au Gouvernement général de l'Algérie.

*En hommage de l'étudiant,
En souvenir de l'ami,*

Je dédie cette thèse.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES MOUVEMENTS DU SALAIRE ET DU PROFIT CHEZ ADAM SMITH

INTRODUCTION

Il peut paraître surprenant qu'il y ait encore chez Smith une matière suffisamment inconnue pour justifier une étude nouvelle. Celui en qui l'on a accoutumé de voir l'un des fondateurs de l'Economie politique a eu, depuis un siècle et demi, assez de commentateurs pour qu'aujourd'hui le travail de la doctrine semble avoir pris la même immutabilité que l'œuvre elle-même. Nous en étions nous-mêmes persuadés avant d'être entrés dans le détail de son œuvre. Nous avons étudié celle-ci avec l'esprit d'un homme du vingtième siècle qui se soucie de chercher dans le passé l'origine d'une science qui lui plaît. C'est ainsi que nous avons lu les Physiocrates et Adam Smith : sans méconnaître l'intérêt historique de leurs œuvres respectives, c'est surtout en Smith que nous nous sommes plu à retrouver les indications et les remarques qui nous ont conduits à nos plus récentes con-

clusions en Economie politique et à établir, entre ces conclusions et l'œuvre éminente de Smith, le lien de filiation le plus direct que plus d'un siècle ait pu laisser subsister.

Ce lien de filiation, c'est en parvenant aux questions de répartition, dont la place a décuplé dans les ouvrages d'Economie politique, que nous l'avons le plus vivement senti. Et, du même coup, nous nous sommes étonnés que les développements consacrés par Smith à la répartition aient été les seuls à être à peu près négligés par plusieurs générations d'économistes pourtant empressés à célébrer sa gloire !

Nous sommes arrivés ainsi à la double conviction :

1^o Que Smith, dont pourtant tous les économistes, à quelque bord qu'ils appartiennent, ont chanté les louanges, n'a pas été placé parmi les fondateurs de l'Economie politique à la place éminente qui est la sienne.

2^o Que, particulièrement en ce qui concerne la répartition, l'on n'a pas reconnu assez qu'il en avait fait la première œuvre d'ensemble, œuvre qui rend dans un problème, où pourtant les progrès de l'Economie politique ont été rapides depuis 1776, un son étonnamment moderne.

C'est donc en essayant de démontrer ces deux axiomes que nous allons expliquer ce qui nous a attirés dans Smith, et pourquoi nous avons choisi les « Mouvements du salaire et du profit ». Pour cela nous allons tenter d'abord, dans un premier

paragraphe, par un rapide parallèle entre les conclusions auxquelles sont respectivement parvenus Smith et les Physiocrates, de montrer que de ces deux prétendants c'est bien le premier qui a droit au titre de « Fondateur », et cela pour des raisons qui rendent son étude tout à fait actuelle et profitable pour nous. Dans un deuxième paragraphe, nous expliquerons le choix de notre sujet, la façon dont nous comptons le traiter et le plan que nous adoptons.

*
* *

I

Smith est le véritable fondateur de l'Economie politique.

Il peut paraître paradoxal de vouloir découvrir des qualités nouvelles dans une œuvre qui, du consentement unanime, a été placée au pinacle de l'Economie politique. Aussi n'avons-nous pas l'intention de répéter les louanges dont on l'a accablée. Ce que nous voulons montrer, c'est que, lorsqu'on est plus favorisé avec les économistes modernes qu'avec ceux du XVIII^e siècle, et lorsqu'on passe à l'étude de ces derniers, on est frappé par le caractère moderne du livre de Smith. Moderne dans sa présentation et son plan qui sont, à peu de chose près, ceux de nos traités actuels ; moderne encore

dans certains de ses développements et conclusions ; moderne enfin dans la méthode qui le conduit à ces conclusions.

Bien que l'on semble ainsi énoncer un truisme, il faut donc rappeler que Smith a fait le premier traité moderne d'Economie politique.

L'on ne saurait, en effet, donner ce nom à l'œuvre des Physiocrates. Celle-ci, qui a le mérite d'être la première en date à avoir cherché à donner une explication d'ensemble des phénomènes économiques, ne peut constituer un véritable traité d'Economie politique. Leur réussite même les condamne à être incomplets. Ils ont en effet trouvé, dans l'existence d'un ordre naturel d'essence divine, une explication de la vie économique qui a le mérite et le défaut de la généralité, d'une trop grande généralité. Au fur et à mesure que l'on s'enfonce dans leurs œuvres, l'on s'aperçoit que si elles gagnent ainsi en unité, en logique même, l'axiome de l'ordre naturel est réellement trop poussé à l'extrême et vaut souvent plus par sa commodité que par la clarté qu'il répand sur l'Economie politique. C'est du moins la conclusion à laquelle nous conduit l'examen des trois points principaux qui se dégagent de l'œuvre des Physiocrates et qui ont été très utiles à l'Economie politique, mais auxquels, trop fiers de leur découverte, les Physiocrates n'ont pas su donner de limitation. Nous allons très brièvement les envisager en marquant la position correspondante de Smith.

1^o *L'existence d'un ordre naturel.* — C'est là l'explication générale qui est à la base de l'œuvre des Physiocrates. D'ailleurs le sentiment que les phénomènes économiques, comme ceux de la nature, sont soumis à des lois qu'on ne peut pas toujours enfreindre sans qu'il en résulte un dommage quelconque pour la société et que parfois même toutes les oukases des gouvernants sont impuissantes à paralyser, est le postulat même de toute économie politique libérale. Mais en lui donnant une origine métaphysique et en en faisant « l'ordre voulu par Dieu pour le bonheur des hommes », ils lui ont attribué un caractère à la fois sacré et rigide qui explique mal la souplesse des phénomènes économiques et les conséquences inhumaines qu'ils ont parfois.

Smith, au contraire, bien qu'ayant lui aussi fait, outre ses ouvrages économiques, œuvre de philosophe et de moraliste, et bien qu'étant persuadé également de la bienfaisance des lois économiques, ne s'est guère inquiété des rapports de la divinité et de l'Economie politique. L'ordre naturel est devenu plus simplement chez lui « Les lois naturelles ». Smith a montré ainsi, à un triple point de vue, une plus grande aisance dans l'examen de ces lois :

a) Connaissant les limitations qu'elles comportent dans la réalité et, parmi elles, celles auxquelles il est sage de se résigner, au moins provisoirement, il a expliqué bien mieux leur rôle dans l'Economie politique pratique.

b) Pour formuler ces lois elles-mêmes, au lieu de recourir encore à leur caractère divin, rigide et absolu, et de déduire ainsi l'Economie politique pratique, c'est au contraire par l'observation des faits qu'il est arrivé à la perception des lois et, par là, comme nous le montrerons plus loin, il a fait réellement œuvre scientifique.

c) Enfin et surtout, Smith a su se garder de la rigidité des Physiocrates. Ceux-ci, en donnant à leur ordre naturel une origine divine jusque dans ses détails, devaient nécessairement borner leurs vœux à souhaiter que les hommes aient l'intelligence de percevoir cet ordre pour que de son application découle le bonheur universel et perpétuel. Cette perception elle-même doit avoir lieu spontanément par l'évidence, qui est pour eux une sœur de la révélation mystique.

Smith, au contraire, a eu tout d'abord, comme nous venons de le voir, conscience des limitations de fait que devait comporter, suivant les époques et les lieux, tout système « naturel ». Bien plus, cette considération des circonstances de temps et de lieu l'a conduit à étudier « la richesse » de l'Angleterre comparée à celle des autres pays, et comparée à elle-même, à son état au cours des diverses époques par lui envisagées. Smith ne s'est donc pas borné à l'étude de la situation économique de son pays à un moment donné. Il a cherché à savoir comment il était parvenu à cette situation, les chances qu'il avait d'y rester ou même de pros-

pérer davantage, et il a illustré ses recherches par la comparaison avec la situation économique de certains pays étrangers.

C'est ce « mouvement » qui est le centre de ses travaux et, pour employer des expressions à la mode, il a ajouté à l'étude purement statique des Physiocrates une œuvre véritablement dynamique. Actuellement, l'évolution économique s'est singulièrement accélérée, et l'on s'aperçoit que rien d'essentiel n'a vieilli chez lui et qu'il a très bien vu la possibilité de cette évolution.

2^o *Le produit net.* — La notion de produit net, dégagée par les Physiocrates et réservée par eux à l'agriculture, a été à la fois leur plus grande originalité et le point sur lequel, non sans exagération et sans incompréhension du temps où ils ont construit leur système, ils ont été le plus critiqués.

Sur ce point aussi, Smith a été plus prudent et plus perspicace bien qu'accordant lui aussi beaucoup plus d'importance à l'agriculture qu'à l'industrie. Plus fin que les Physiocrates, il n'a pas donné à l'agriculture le monopole de la productivité ; mais les développements ingénieux auxquels les Physiocrates avaient dû se livrer pour appuyer leur thèse lui ont tout de même fourni des aperçus extrêmement utiles sur la production agricole qu'il n'a pas été sans utiliser dans ses études sur la Rente.

C'est là un sujet que nous n'étudierons pas, mais

l'on se rend déjà aisément compte combien la position étroite à laquelle la notion de produit net restreignait les Physiocrates les empêchait de faire une étude d'ensemble de la répartition, puisque les classes autres que celles des agriculteurs et des propriétaires, même non exploitants, ne pouvaient être pour eux que les salariées de celles-ci.

3^o *Le tableau économique.* — C'est justement dans cette partie de la Physiocratie (partie dont ils ont été les plus fiers) que nous voyons se dessiner quelque chose qui peut ressembler à un tableau de la répartition. Les Physiocrates ont eu l'idée, géniale en elle-même, de démontrer que, conséquence de l'ordre naturel, la circulation des richesses se faisait d'elle-même entre les diverses classes de la société et allait et venait dans un circuit bien déterminé. Mais la description détaillée qu'ils ont donnée de ce circuit milite plus en faveur de leur esprit de logique que du soin qu'ils ont mis à vérifier leurs hypothèses. Il n'y a là qu'une suite de déductions basées sur leurs premiers principes auxquels ils ont ajouté pour les besoins de la cause des hypothèses également gratuites. Là encore ils ont été les premiers à entreprendre une étude synthétique et à tenter de faire un exposé logique, mais le résultat de leur œuvre qui a tellement servi par ses erreurs mêmes à ceux qui les ont immédiatement suivis, ne nous est plus aujourd'hui que d'une bien médiocre utilité.

Le tableau économique envisage trois classes entre lesquelles se fait la répartition : la classe productive, la classe propriétaire et la classe stérile. Combien cette division et cette terminologie même semblent loin de nous lorsque nous lisons Smith ensuite et que nous le voyons examiner les revenus des ouvriers, des entrepreneurs, des capitalistes et des propriétaires fonciers et leurs rapports respectifs ; toutes sortes de questions qui forment autant de chapitres dans les plus modernes de nos traités d'Economie politique. Lorsque nous le voyons, sur ces problèmes qui sont encore loin d'être résolus, donner après le plus impartial examen les solutions qui forment encore l'essentiel de ces mêmes traités, nous avons l'impression d'étudier un grand et récent économiste. Lorsqu'enfin le vocabulaire nous rappelle son époque, nous ne pouvons plus lui marchander le titre de fondateur de l'Economie politique.

*
* *

Ce rapide parallèle entre Smith et les Physiocrates nous a conduits aux questions de répartition. Il peut sembler partial à l'égard de la Physiocratie, et nous avons été plusieurs fois amenés, pour mieux nous faire comprendre, à outrer notre position à l'encontre de cette dernière. Nous ne voulons pas éterniser ce débat, mais nous n'oublions certes pas l'immense mérite qu'ont eu les

Physiocrates à faire les premiers une œuvre économique logique et synthétique. Il est très naturel que devant cette œuvre, abusés à la fois par l'orgueil de la paternité et par la beauté nouvelle de leur rejeton, ils aient manqué de sens critique à son égard et y aient vu un véritable messie. Il faut louer d'autant plus Smith d'avoir su réagir là contre. L'œuvre des Physiocrates a été pour lui, comme pour bien d'autres, une base de travail incomparable, et certes, leur étude et les rapports qu'il a entretenus avec eux (notamment à partir de son deuxième voyage en France) n'ont pas peu contribué à faire de la *Richesse des Nations* le chef-d'œuvre qu'elle est. Mais il a su s'assimiler ce qu'il y avait de neuf et de riche en eux et, en ce faisant et en les dépassant, il les a rejetés dans l'ombre. Nous avons voulu souligner dans cette supériorité quelques éléments qui donnent à son œuvre un caractère moderne et scientifique, qu'à notre sens l'on n'a pas assez remarqué :

La modération dans l'application des lois naturelles,

La préoccupation des mouvements économiques.

La méthode objective employée par lui.

C'est pourquoi, si nous voulons donner aux Physiocrates le premier rang parmi les précurseurs de l'Economie politique, il faut réserver à Smith celui de fondateur.

II

Comment Smith aborde l'étude de la répartition. Plan de notre thèse.

Le parallèle que nous avons fait entre l'œuvre de Smith et celle des Physiocrates nous a conduits aux questions de Répartition. Nous avons indiqué que, là aussi, Smith concevait déjà ce sujet comme les auteurs modernes et que la division qu'il fait des classes entre lesquelles se répartissent les revenus d'une nation est encore à peu près intacte aujourd'hui.

1^o Il faut pourtant constater, et c'est ce qui nous a conduits à cette étude, que les chapitres consacrés par Smith à la répartition ne tiennent presque aucune place dans les commentaires que son œuvre a suscités. Ces questions n'ont soulevé, en général, qu'un intérêt médiocre chez les fervents ou les adversaires de Smith. Les classiques se sont préoccupés tout naturellement de ses pages sur la production, où il fait triompher, avec un éclat particulier, les propositions qui devinrent celles de l'Economie politique libérale. A ce moment la répartition semblait d'une étude moins urgente : ceux qui auraient eu intérêt à poser le problème n'avaient guère d'influence, et les économistes avaient plus de connaissances des besoins de la bourgeoisie industrielle et commerçante (dont ils étaient presque tous issus) que de ceux des ouvriers

et des paysans. Lorsqu'on l'étudia d'une façon plus approfondie, on innova plutôt que l'on n'eut souci d'utiliser l'apport de Smith, tant dans son œuvre on avait coutume de mettre l'accent sur les questions de production. De leur côté, les anticlassiques, dont les socialistes, sans complètement négliger ce qui dans l'analyse smithienne pouvait leur être favorable, préférèrent exploiter l'équivoque que laissaient subsister ses développements sur la valeur.

2° C'est ce quasi-silence, et des doctrinaires et des commentateurs, joint à l'intérêt que nous primes à la lecture des pages de Smith sur la répartition et aux magistrales explications qu'en donnait M. Auguste Deschamps dans son Cours de la Faculté de Droit de Paris, qui nous a décidés à choisir notre sujet au sein de la répartition.

Forcés de nous limiter pour ne pas risquer de nous diluer, nous avons laissé de côté la rente qui a donné lieu à toute une littérature particulière que nous ne pouvons songer à aborder. Nous l'avons fait d'autant plus volontiers que nous nous sommes aperçu que ce que nous trouvions de particulièrement neuf et d'instructif dans Smith (sa préoccupation de ne bâtir que sur des faits et, d'autre part, son souci d'analyser l'état économique d'une société dans son mouvement, dans son rapport avec le progrès ou le déclin de la richesse nationale) s'affirmait surtout dans ses développements sur le salaire et le profit.

En effet, dès qu'il amorce son étude de la répartition, à la fin du chapitre VII de son livre I^{er}, — celui traitant du prix des marchandises, — Smith fait part de son intention « d'expliquer quelles sont les circonstances qui déterminent naturellement le taux des salaires et des profits et de quelles manières peuvent influencer sur ces circonstances l'état de richesse et de pauvreté de la société, sa marche progressive, stationnaire ou rétrograde ». Ce programme est scrupuleusement observé pendant les chapitres qui suivent, où la préoccupation de Smith est constante de percevoir les salaires et les profits dans leur mouvement et par rapport à celui de la richesse nationale. Les conséquences et les enseignements qu'il en tire, ainsi que les comparaisons qu'il est amené à faire entre le salaire et le profit, l'étude des rapports des ouvriers et des patrons, le poids que peuvent avoir ces derniers sur la conduite des affaires de l'Etat, abondent en vues fines et ingénieuses dont la simplicité, le bon sens et la profondeur pourraient être rappelés avec fruit à plusieurs de nos chefs d'entreprises et même de nos hommes d'Etat. Aussi bien il n'est pas utile d'insister davantage ; après tout ce que nous avons dit de l'intérêt de son œuvre sur la répartition et pour achever cette introduction, il n'est plus que d'indiquer le plan général que nous entendons suivre.

*
* * *

Dans son introduction et plan, Smith se propose d'étudier le travail annuel d'une nation, c'est-à-dire le fond primitif « qui fournit à la consommation annuelle toutes choses nécessaires et commodés à la vie, et cela en rapport avec le nombre des habitants, la proportion de ceux qui sont employés à un travail utile, leur habileté, etc. ». Ainsi son livre I^{er} a pour objet les causes qui perfectionnent le pouvoir productif du travail et *l'ordre suivant lequel ses produits se distribuent naturellement dans les différentes classes du peuple*. Cela semble bien annoncer une étude d'ensemble sur la distribution, cependant Smith paraît perdre ce projet de vue quand il examine dans des chapitres successifs :

La division du travail,

La monnaie qui permet l'échange des produits du travail,

Le prix des marchandises qui fixe les conditions de cet échange.

De même, c'est comme partie constituante du prix qu'il aborde l'étude du salaire, du profit, du fermage et de la rente. Mais dès le début du chapitre VIII sur le salaire, on s'aperçoit que c'est en lui-même que Smith l'examine, et par l'ampleur et la profondeur des développements qu'il y consacre, et parce qu'il y est bien peu question du prix. A mesure que dans le chapitre IX il traite le profit

en lui-même, puis en relation avec le salaire, puis dans le chapitre X, le salaire et le profit dans les divers emplois du travail et du capital, on voit se construire des théories de ces deux éléments de répartition, théories d'abord séparées, puis mises en rapport l'une de l'autre par l'intermédiaire des mouvements de la richesse nationale, puis complètement mêlées. Enfin, lorsqu'on a terminé, on est forcé de se rendre compte que l'on vient de lire (avec le chapitre sur la rente qui suit) — malgré la modestie avec laquelle il a été abordé, la prudence avec laquelle il a été mené, les digressions dont il est émaillé — un véritable traité de la répartition.

Il est permis de croire qu'en effet, au début, Smith a voulu traiter le salaire, le profit et la rente, essentiellement comme entrant dans la fixation du prix des denrées, mais l'importance du sujet l'a conduit à élargir son travail, et il avait trop de bon sens pour ne pas comprendre que cela correspondait à la véritable place que tiennent dans la vie économique les questions de répartition.

*
* * *

Les développements qui précèdent nous ont permis d'examiner comment Smith avait entrepris l'étude de la répartition et le plan qu'il avait adopté. Ce plan, malgré les digressions qu'il contient, nous achemine rigoureusement vers les conclusions les plus importantes de Smith. Nous

aurions donc pu l'adopter purement et simplement, mais il nous a semblé que ces conclusions pouvaient être rendues encore plus intelligibles et être mises mieux en valeur en prenant comme point central ce qui a été la préoccupation principale de notre auteur : le salaire et le profit dans leurs mouvements :

Mouvements par rapport à la richesse nationale, tout d'abord, dans les chapitres VIII et IX.

Mouvements dans les divers emplois du travail et du capital, dans le chapitre X.

C'est pourquoi nous avons adopté le plan suivant :

PREMIÈRE PARTIE

Fixation respective des salaires et des profits et variations particulières de chacun de ces éléments de la répartition par rapport à la richesse nationale.

Ces questions seront examinées isolément pour le salaire et pour le profit, dans deux chapitres correspondant à peu près aux chapitres VIII et IX de Smith :

Chapitre I : Le salaire.

Chapitre II : Le profit.

DEUXIÈME PARTIE

Les variations du salaire et du profit envisagées dans leur ensemble, en fonction les unes des autres.

Un chapitre I^{er} correspondra au chapitre X de

Smith dans lequel ce dernier fait un tableau décrivant dans leur ensemble les variations du salaire et du profit, qui sont provoquées par les différences existant entre les divers emplois du travail et du capital.

Dans un chapitre II, intitulé « Variations respectives des salaires et des profits par rapport à la richesse nationale », nous grouperons ce qui, dans les chapitres VIII et IX de Smith, se rapporte, non plus aux variations du salaire ou du profit envisagées isolément, — et qui auront été étudiées par nous dans notre première partie, — mais aux variations d'ensemble de ces deux éléments de la répartition, aux rapports respectifs qu'ils ont avec le mouvement de la richesse nationale.

*
* *

Enfin, comme la façon dont nous conduirons nos développements dans ces deux parties pourra peut-être sembler décousue, il n'est pas mauvais d'indiquer plus exactement ce que nous voulons faire :

Dans une première partie, suivre Smith pas à pas dans ses développements sur la fixation des salaires et des profits ; étudier la façon dont il est conduit à poser les principes de leur fixation et même de leur variation ; enregistrer ses principales conclusions et à ce propos faire, au fur et à

mesure de leur étude, les remarques et critiques qui nous semblent utiles ; enfin, marquer les différences qui peuvent séparer Smith des principaux auteurs libéraux.

Dans une deuxième partie, nous consacrer entièrement à ce que nous considérons comme la question la plus importante de la répartition chez Smith : les variations respectives du salaire et du profit, plus particulièrement dans le chapitre II où ces variations sont envisagées dans leur rapport avec la richesse nationale. Ici, étant donné l'importance de la question, aussi bien chez Smith que plus généralement dans toute l'école classique, étudier dans deux sections distinctes, mais se suivant immédiatement, la position de Smith puis celle des auteurs que nous considérons comme les plus représentatifs de l'école libérale dans les deux premiers tiers du XIX^e siècle.

PREMIÈRE PARTIE

FIXATION RESPECTIVE DES SALAIRES ET
DES PROFITS ET VARIATIONS PARTICU-
LIÈRES DE CHACUN DE CES ÉLÉMENTS
DE LA RÉPARTITION PAR RAPPORT A
LA RICHESSE NATIONALE.

CHAPITRE PREMIER

LE SALAIRE

SECTION I

Estime particulière de Smith à l'égard des salaires. Comment il envisage le débat pour la fixation du salaire.

PARAGRAPHE I

Le patron prélève une part sur le produit du travail de l'ouvrier et ce prélèvement est la conséquence de l'appropriation des biens.

Smith remarque, dès sa première phrase, que la récompense naturelle de l'ouvrier est le produit de son travail et que ce produit devrait lui appartenir tout entier. Mais il montre aussitôt que dans la société moderne, caractérisée par l'appropriation des terres et l'accumulation des capitaux, l'ouvrier subit toujours quelque prélèvement sur le produit de son travail :

L'appropriation des terres oblige beaucoup de travailleurs à s'employer chez des propriétaires qui profitent naturellement de cette obligation pour prélever une part de ce que produit l'ouvrier.

L'accumulation des capitaux dans les mains de quelques-uns oblige d'autre part les ouvriers indus-

triels à se ranger sous les ordres d'un maître qui avance la matière du travail (qui prête l'outillage aussi, pourrait-on dire aujourd'hui), le salaire et la subsistance avant que le produit ne soit terminé et ne trouve acquéreur. Naturellement, ces maîtres diminuent d'autant le salaire qu'ils attribuent aux ouvriers.

Ce double phénomène caractéristique de l'Economie moderne s'est déjà manifesté bien avant que la division du travail ne soit arrivée à l'état perfectionné où on la trouve au XVIII^e siècle. Aussi le salarié ne profite pas de toute l'augmentation de productivité qu'a donnée cette division, sauf toutefois s'il possède assez de capitaux pour pouvoir s'acheter matières premières et outils et attendre la vente de son produit. C'est ce que nous appelons aujourd'hui un artisan, et dans son salaire entre à la fois le salaire *stricto sensu* et l'intérêt des avances ainsi faites par lui.

Smith ne s'attarde pas à ces constatations qui lui semblent évidentes et qu'il ne mentionne que comme une sorte d'introduction à l'étude de la fixation du salaire.

Il est bon, néanmoins, de remarquer qu'il envisage que le salarié est soumis à l'un ou à l'autre de ces prélèvements, suivant qu'il est ouvrier agricole ou industriel. Il semble bien au contraire que tout salarié se heurte à la fois à l'appropriation des terres et à l'accumulation des capitaux.

En effet, le propriétaire foncier, qui fournit ses

terres, ses semences, ses outils, fait en grande partie œuvre de maître, fournisseur de matières premières et de subsistances, et le prélèvement qu'il fait en retour sur le salaire de l'ouvrier, il le fait non seulement en vertu de l'appropriation des terres (génératrice de rente), mais en vertu aussi de l'accumulation des capitaux (génératrice d'intérêt), même si par accumulation de capitaux on entend seulement, comme Smith veut bien le faire ici, accumulation de capitaux-monnaie, fonds de roulement industriels. Inversement, le maître d'industrie qui utilise une propriété comprend dans son prélèvement ce qu'il doit payer comme locataire, de même que quand il fait marcher son industrie avec des capitaux empruntés, il faut bien qu'il compte dans son prélèvement et l'intérêt à servir au capitaliste et l'amortissement nécessaire au remboursement. Même s'il est son propre propriétaire, il y a aussi, en dehors de son prélèvement à titre d'intérêt de ses capitaux, un autre prélèvement fait à titre de propriétaire et qui lui est nécessaire comme tel (par exemple pour amortir le terrain occupé par son exploitation).

Aussi peut-on dire que l'évolution économique condamne le salarié à subir le double prélèvement de la rente et de l'intérêt, l'emprise du propriétaire et du capitaliste.

L'on voit immédiatement que cette double servitude provient au fond d'un fait unique. C'est que certains, par chance, mérite ou épargne, sont

arrivés à s'approprier d'une façon très supérieure aux autres les biens de la nature (terres), ou ceux produits par l'activité des hommes (capitaux).

En effet, même en ce qui concerne ces derniers, pour lesquels Smith ne parle que d'accumulation, il est bien certain que celle-ci ne peut produire ses effets et conduire à un prélèvement sur le salaire que si elle est assez forte chez certains et assez faible chez les autres, pour que ces derniers ne puissent se passer de ceux qui ont su en faire une appropriation presque exclusive. Ainsi le prélèvement fait au nom de cette appropriation s'analyse juridiquement comme une location des choses appropriées que l'évolution économique a rendue inévitable.

PARAGRAPHE II

Fixation léonine de ce prélèvement.

Victime de l'évolution économique, le salarié l'est aussi du jeu de la loi de l'offre et de la demande. Ses intérêts se heurtent, dans le débat pour la fixation du salaire, à ceux des maîtres et il n'est pas besoin de dire que presque toujours ces derniers l'emportent, et ceci pour deux raisons principales :

1^o Puisque par définition ils ont accumulé des capitaux, ils peuvent attendre que l'ouvrier, qui a besoin du salaire pour vivre au jour le jour, se range à leurs conditions. Toutefois, avec le développement de la grande industrie, cette faculté

d'attente s'amointrit considérablement, car la cherté, la complication de l'outillage moderne et la façon rapide avec laquelle il se démode provoquent, lorsqu'il cesse, même pour quelques jours, son rendement, de si lourdes pertes aux industriels qu'ils hésitent à fermer leurs portes. D'autre part, les ouvriers du ^{xx}^e siècle peuvent attendre plus longtemps que leurs ancêtres car, corporativement et parfois même politiquement, ils sont puissamment organisés.

2^o Ce dernier fait rend également la deuxième raison que donne Smith de la position privilégiée du maître beaucoup moins valable aujourd'hui. Elle repose, en effet, sur la constatation que les maîtres sont beaucoup mieux organisés que les ouvriers. Cela nous semble évident, mais il faut croire que, même au ^{xviii}^e siècle, l'on ne s'en rendait pas complètement compte puisque Smith est conduit à souligner l'efficacité des coalitions de maîtres, efficacité bien supérieure à celle des coalitions ouvrières, bien que, remarque-t-il, on parle bien plus souvent de celles-ci que de celles-là. Il explique cette opposition entre l'apparence et la réalité par le fait que la coalition des maîtres est dans « l'état naturel des choses », et par conséquent plus facile à réaliser, car les patrons sont relativement peu nombreux et plus instruits de leurs intérêts ; elle découle, même s'il n'y a pas entente expresse, d'un accord tacite sur les salaires. Les ouvriers, au contraire, n'agissent que poussés

par le besoin et lorsqu'ils ont atteint le degré de folie nécessaire pour enfreindre les lois sévères (dictées aux gouvernants par les patrons) qui réprirent au XVIII^e siècle toute tentative de leur part ; ils agissent alors, dit Smith, « avec l'extravagance et la fureur des gens au désespoir ». C'est ce qui fait remarquer cette action et la rend souvent suspecte aux yeux des honnêtes gens.

Nous avons déjà remarqué combien, au cours du XIX^e siècle, cette inégalité s'est amoindrie. De plus, Smith ne pouvait prévoir le caractère politique que devaient prendre certaines coalitions ouvrières (dont l'Angleterre eut peut-être la primeur avec le mouvement chartiste), parfois même en dehors et à l'encontre des véritables intérêts corporatifs. Il n'en reste pas moins que ses quelques phrases sur les façons différentes dont se font les ententes entre ouvriers et entre patrons constituent encore aujourd'hui, particulièrement quant au caractère presque occulte des ententes patronales, des observations qu'il est précieux de ne pas perdre de vue.

PARAGRAPHE III

Fécondité des principes posés par Smith.

Les développements qui précèdent ne tiennent que trois pages dans le chapitre de Smith, mais il pose ainsi tout le problème de l'antagonisme entre ouvriers et patrons. Ce que nous avons voulu mon-

trer surtout, comme nous ne cesserons de le faire au cours de cette étude, c'est, étant donné les conclusions auxquelles il arrive, combien il restait peu à faire, sans quitter la ligne même de ces conclusions, pour arriver aux solutions les plus modernes et qui sont les plus éloignées de celles de l'économie politique libérale.

En effet, dès qu'il aborde l'étude du salaire, Smith fait éclater sa sympathie pour l'ouvrier, et il montre :

1^o *Que l'antagonisme avec le patron dérive des lois naturelles*, et par conséquent souligne à l'avance le caractère utopique de la collaboration dont les libéraux modernes parlent tant et à l'aide de laquelle certains cherchent à endormir une classe qu'ils trouvent trop agitée.

2^o *Que cet antagonisme se résout forcément en faveur des maîtres*, par suite, tant de la puissance déjà acquise par eux que de l'évolution économique elle-même.

De cet avantage que prennent les maîtres, il résulte notamment, fait remarquer très clairement Smith :

a) Que l'ouvrier ne touche pas tout le produit de son travail ;

b) Que le prélèvement fait par le maître sur ce produit ne peut se justifier entièrement par une location de terres, matières premières ou outils (déjà appropriés souvent sans aucun mérite), mais qu'il y a autre chose qui ne peut s'expliquer que

par l'abus de sa force à laquelle, aidé par la loi de l'offre et de la demande et par les lois politiques, se laisse aller le maître.

On avouera que pour arriver à cette constatation, il n'a fallu à aucun moment forcer Smith, mais le préciser et appliquer son raisonnement aux aspects de notre société moderne. Pourtant, si l'on combine cette constatation avec la théorie de la valeur-travail que Smith a également dégagée, il ne reste plus qu'à réaliser une certaine coordination pour arriver à la théorie de la plus-value de Marx, et c'est ce qu'a fait ce dernier, nourri, plus qu'aucun autre, de culture classique et de l'œuvre de Smith. Certes, Smith ne voyait dans ses déductions qu'une fidèle description du jeu des lois économiques contre lequel on ne pouvait rien, mais il les présente de telle façon qu'un économiste, nourri de lui et instruit de l'expérience économique du XIX^e siècle, peut très bien se demander :

a) Si l'évolution économique ne pourrait pas, de même qu'elle a fondé la prépondérance naturelle des maîtres, ruiner celle-ci ; ou bien, cet espoir étant reconnu chimérique, si l'évolution économique continuant son mouvement favorable aux patrons n'acculerait pas les ouvriers à une telle infériorité qu'ils seraient conduits à une solution de force.

b) Ou bien encore, ce qui est certainement plus loin de Smith, puisque ce dernier ne croit pas à la possibilité de régénérer l'économie politique par

des lois humaines, si les circonstances qui ont fait la force des maîtres ne pourraient être détruites par cette force même et notamment si les ouvriers ne pourraient pas, en s'unissant, dicter leurs lois aux gouvernants comme l'ont fait longtemps les maîtres.

Smith parle plus loin de cette pression des maîtres. Dans les pages que nous commentons, il n'en souffle mot, et il avait certes encore moins idée des réflexions auxquelles nous nous sommes livrés. Mais qu'il le veuille ou non, tout cela est contenu dans son œuvre. Il pose la question et définit le mal avec une telle précision, qu'avec la conscience et l'expérience de ce mal que nous a données l'histoire économique, particulièrement fertile, du XIX^e siècle, on ne pouvait pas ensuite ne pas envisager de tels remèdes. Et cela se fit tout naturellement lorsque l'émerveillement des découvertes économiques fut émoussé. Lorsqu'on comprit que ces lois n'étaient pas plus providentielles que les lois physiques, et que de même que la loi de la pesanteur pouvait faire se rompre le cou à un honnête homme, ou bien, disciplinée par cet homme même, actionner des machines utiles, de même les lois économiques pouvaient aboutir à des conséquences injustes et néfastes et, en même temps, être, dans une certaine mesure, susceptibles, de la part de l'homme, d'un aménagement qui rende leur jeu plus utile et plus humain.

SECTION II

Le salaire nécessaire. — Comment Smith pose à son propos le principe des variations du salaire par rapport à celles de la richesse nationale.

PARAGRAPHE I

Le principe du salaire nécessaire.

Après avoir constaté la position privilégiée occupée par les maîtres dans le débat pour la fixation du salaire, Smith s'inquiète de savoir si cette supériorité ne trouve aucune limitation et s'il n'existe pas un taux des salaires au-dessous duquel il est impossible de descendre. Il semble d'abord qu'il la trouve dans la notion du salaire nécessaire. Il pose comme principe que le salaire étant le revenu du pauvre, il doit suffire au moins à la conservation la plus modeste des travailleurs. Il doit même, écrit Smith, dans la plupart des cas, comprendre quelque chose de plus afin que le travailleur puisse élever une famille ; mais il hésite à fixer le montant de ce surplus, contrairement à Cantillon qui, dans son *Essai sur la nature du Commerce*, se livre à des estimations très précises. Il sent très bien, en effet, la fragilité de cette notion et le peu d'utilité qu'elle a dans un système comme le sien, bâti surtout sur le jeu des lois naturelles et fixant les salaires essentiellement d'après la loi de l'offre et de la demande. Smith reconnaît, en effet, que le jeu de la loi de l'offre et de la demande

peut abaisser le salaire à un tel point que la mortalité raréfie la main-d'œuvre et fait par conséquent remonter le salaire. Il est vrai qu'il soutient que cette mortalité étant surtout infantile, elle n'a guère d'effet sur le nombre actuel des travailleurs et ne diminue la demande d'emploi que longtemps après, lorsque la génération des ouvriers nés pendant une période de bas salaires aura l'âge de travailler. Mais comme Smith admet que le salaire nécessaire doit contenir, outre les sommes nécessaires à l'entretien le plus strict de l'ouvrier, un supplément qui lui permette d'élever quelques enfants, le seul fait que parfois le salaire n'assure pas ce supplément prouve bien que la loi de l'offre et de la demande qui fixe en fait les salaires (au XVIII^e siècle du moins) ne trouve dans la notion de salaire nécessaire aucun obstacle sérieux. Il faut même aller plus loin et constater, comme Smith le fait, sans oser trop insister, qu'il n'est pas sans exemple que le salaire soit tombé en deçà de ce qui est nécessaire à l'entretien décent d'un ouvrier.

A quoi sert donc cette notion, digne de papier laborieusement érigée par les économistes et que la loi de l'offre et de la demande, dans ses crues, n'a aucune peine à renverser ?

Il y a là une insuffisance que Smith a reconnue lui-même. En effet, lorsqu'il étudie la situation des salaires en Angleterre, il remarque qu'ils sont plus élevés, en général, en été qu'en hiver, alors que durant cette dernière saison, les besoins des ou-

vriers sont plus grands, en raison de la nécessité du chauffage et, par suite, le salaire nécessaire plus élevé ; il a même assez de bonne foi pour ne point expliquer cela en disant que durant l'été les salariés n'ont qu'à économiser de quoi se chauffer l'hiver et il critique ceux qui tournent ainsi la difficulté. Il remarque en outre que les salaires dans les différentes provinces de l'Angleterre varient d'une façon tout à fait étrangère à la variation du prix des denrées. Ainsi les constatations de faits très minutieuses qu'il fait à ce propos pour l'Angleterre vont complètement à l'encontre de ses conclusions théoriques sur le salaire nécessaire.

Smith n'a donc pas pu ne pas sentir l'anémie générale de son principe et s'il le conserve néanmoins c'est parce que :

1^o Malgré sa croyance aux lois naturelles et à la bonté de ces lois, en général, son humanité n'a pas pu se résigner aux conséquences cruelles que sa bonne foi lui faisait entrevoir. Toute son œuvre, comme nous l'avons déjà vu, tend, suivant l'expression de Auguste Blanqui, « à rendre au travail les prérogatives éternelles qui lui appartiennent dans l'intérêt des sociétés » (1).

2^o Smith a eu surtout, comme tous les classiques, un défaut d'unité scientifique dans ses développe-

(1) Notice en tête de l'édition de la *Richesse des Nations* de 1881, page XXXI.

ments sur la fixation des prix, salaires, etc. D'une part, il laisse croire que cette fixation est entièrement livrée aux fluctuations de l'offre et de la demande et par conséquent n'a aucune limite théorique, et, d'autre part, il souhaite et croit trouver un taux naturel auquel devrait normalement se tenir à peu près le salaire. Il ne nous appartient pas ici de fouiller cette contradiction, mais nous nous devons de l'indiquer car elle explique en grande partie l'insuffisance doctrinale de Smith sur le point qui nous occupe : la fixation du salaire. La note de Buchanan, qui est reproduite à l'édition de 1881 de la *Richesse des Nations* porte bien la marque de cette inaptitude à choisir : il y est question d'un prix courant du travail, celui qu'impose la loi de l'offre et de la demande, et d'un prix naturel du travail qui est « celui qui fournit aux ouvriers, en général, les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution », ce qui est le salaire nécessaire de Smith un peu plus précisé (1). Sans même aller jusqu'à Buchanan, nous retrouvons chez tous les grands écrivains libéraux du XIX^e siècle la distinction entre salaire nécessaire et salaire courant. Jean-Baptiste Say, lorsqu'il examine ce qu'il nomme « Les Profits de la classe ouvrière », constate qu'il leur est difficile de s'élever d'une façon durable au-dessus du nécessaire. Ricardo distingue

(1) *Richesse des Nations*, t. I, p. 94.

aussi le salaire naturel du salaire courant. De même, enfin, Stuart Mill, d'après lequel il existe un salaire nécessaire ou naturel sur lequel le salaire courant, dans ses oscillations, tend toujours à se régler. Cela est très intéressant, car nous nous rendons ainsi compte qu'au début de l'économie politique, les plus grands esprits n'ont pas pu faire entièrement le choix d'une méthode et s'y tenir, car ce choix est certainement ce qu'il y a de plus difficile dans l'élaboration d'une science et même dans la confection d'un traité.

Abandonner la fixation des prix et salaires à la loi de l'offre et de la demande, c'est, au fond, envisager les choses d'une manière qu'on se plaît à nommer aujourd'hui subjective, surtout si l'on admet que l'offre et la demande varient suivant les désirs et les appréciations des hommes. Préendre, au contraire, que cette fixation a certaines limites déterminées, parce que l'intérêt de certaines classes l'exige, c'est l'envisager d'une manière objective. C'est ce choix que Smith n'a pas su faire. Pour illustrer cette confusion des méthodes, il suffit de rappeler ses développements sur la valeur, où lui, qui a dégagé mieux que personne l'importance et l'intérêt des fluctuations de l'offre et de la demande, s'obstine à vouloir, en dehors de ces fluctuations, chercher un étalon fixe, objectif des valeurs (travail, puis coût de production en général). C'est peut-être d'ailleurs en rapprochant cette notion de salaire nécessaire des grands

auteurs libéraux de leur conception de la valeur, que l'on a le plus de chance d'en donner une explication logique. En effet, ces auteurs, du moins ceux de l'école anglaise (car sur ce point J.-B. Say fait exception), expliquent bien les fluctuations de la valeur par les variations de la loi de l'offre et de la demande, mais estiment qu'il est un étalon dont ces variations ne sauraient éloigner beaucoup la valeur. Cet étalon est pour Smith, nous l'avons vu, le coût de production du produit dont on cherche à apprécier la valeur. Ricardo, plus que lui peut-être encore, considère le travail comme l'élément prépondérant de celle-ci. De même pour Stuart Mill, et ce dernier, plus systématique et plus complet, semble bien nous donner la clé du problème : il estime que les variations de la valeur sont déterminées par le jeu de la loi de l'offre et de la demande, mais que la valeur elle-même trouve une cause plus profonde dans le coût de production autour duquel oscillent ses variations. Rien de plus simple que d'expliquer par cette analyse la notion du salaire nécessaire, et l'on peut écrire, par analogie avec les développements des auteurs libéraux anglais sur la valeur : les variations du salaire, le salaire courant, oscillent suivant les fluctuations de la loi de l'offre et de la demande ; mais le taux du salaire naturel trouve une explication plus profonde dans ce qui est nécessaire à la subsistance des travailleurs et de leur famille, en d'autres termes, au coût de production de ces

travailleurs. Là encore le taux courant ne s'éloigne guère du naturel. Smith n'envisage d'abord le salaire nécessaire que comme un minimum, mais il reconnaît bien vite qu'il est exceptionnel (en raison surtout du développement de la population) que le salaire courant se maintienne d'une façon durable fort au-dessus de ce minimum. C'est aussi l'avis de Stuart Mill, et nous sommes certains de ne pas le trahir en étendant aux salaires la métaphore dont il usa à propos de la valeur et en écrivant que les variations du salaire courant ne l'éloignent guère du nécessaire, tout comme « l'océan qui tend à prendre partout son niveau mais ne le garde jamais exactement ».

La notion du salaire nécessaire n'est donc pas, au moins chez les auteurs que nous venons de citer, la conséquence d'un simple souci d'humanité, mais également l'effet d'une certaine conception de la valeur. Il n'en reste pas moins qu'on peut lui faire, ainsi d'ailleurs qu'à leur théorie de la valeur, et comme nous l'avons remarqué plus haut, le reproche d'un manque certain d'unité. Elle est loin d'être indispensable à une conception véritablement libérale de l'Economie politique. Elle a pourtant connu, chez les économistes libéraux, la fortune que nous savons.

Cette fortune fut naturellement de plus en plus florissante au fur et à mesure que la pure doctrine libérale fut abandonnée et qu'on tendit à considérer le salaire, non plus comme la résultante du

jeu de certaines lois économiques, mais comme le revenu du pauvre. Cela n'a point empêché, au ^{xx}^e siècle, le salaire en période de crise de tomber parfois au-dessous du nécessaire ou du moins de ce que nos habitudes nous faisaient considérer comme nécessaire, ce qui, Smith l'a constaté, revient à peu près au même. Cette chute va parfois fort loin et si la mortalité consécutive à la misère est encore l'exception, c'est parce que les préoccupations humaines ont poussé les gouvernements à prendre à leur charge au moins une part de l'entretien des sans-travail, et, au fond, on peut considérer cette assistance comme l'aboutissement, un peu extrême certes, de la notion du salaire revenu du pauvre, revenu dont, après avoir constaté la légitimité, on a été amené de plus en plus, aidé par l'évolution politique, à essayer de lui garantir l'existence.

PARAGRAPHE II

Principe des variations du salaire par rapport à la richesse nationale.

Les développements sur le salaire nécessaire, s'ils n'ont pas permis à Smith d'en dégager une notion claire, l'ont du moins amené à poser le principe le plus original de son œuvre sur la répartition : celui des variations du salaire par rapport à la richesse nationale. Il constate en effet que dans certains pays le salaire se maintient excep-

tionnellement fort au-dessus du nécessaire et il explique cela par la rapidité avec laquelle s'accroît la richesse nationale. Il est ainsi conduit à envisager d'une façon plus générale les rapports du salaire et de la richesse nationale.

1^o Explication du maintien durable, dans certains pays, du salaire fort au-dessus du nécessaire.

A) *La théorie de Smith.* — En terminant avec le salaire nécessaire, il constate en effet qu'il arrive assez exceptionnellement que ce salaire se maintienne longtemps au delà. Dans certains pays, la demande de main-d'œuvre augmentant continuellement, le salaire reste très élevé et l'augmentation de population, qui est la conséquence de ces hauts salaires, ne suffit pas à compenser l'augmentation de cette demande et, en dépassant celle-ci, à ramener le salaire vers le taux nécessaire. Smith constate que ce phénomène se produit dans les pays neufs où il existe de grandes richesses naturelles à exploiter, des communications et des commerces à assurer, et où le besoin même dans lequel on se trouve de ces travaux leur assure une rémunération d'autant plus forte qu'on s'y plaint continuellement du manque d'hommes.

Comme d'autre part dans ces pays toutes les entreprises auxquelles s'adonnent les hommes leur laissent beaucoup de fonds disponibles, Smith pose le principe suivant : la demande de main-d'œuvre

(et en conséquence le salaire) s'accroît forcément avec les fonds disponibles pour les payer et ne s'accroît qu'avec eux.

Mais Smith veut prouver cela avec plus de précision. L'origine des deniers nécessaires pour payer ces salaires l'inquiète et il affirme que la demande de main-d'œuvre ne peut s'accroître qu'à proportion de l'accroissement des fonds disponibles à payer ces salaires. Cela peut paraître une lapalissade, mais il donne à cet accroissement de fonds une double origine : d'une part, excédent du revenu sur les besoins ; d'autre part, excédent du capital nécessaire pour tenir occupés les maîtres.

Comme Smith admet que cet excédent de revenu et de capital forme la richesse nationale et que celle-ci ne comprend rien d'autre, il en conclut sans difficulté que l'augmentation de la demande de main-d'œuvre ne peut résulter que de l'accroissement de ces excédents et par conséquent de la richesse nationale.

Cela lui semble évident, et pourtant il restait à prouver que tout accroissement de ces excédents serait employé à payer des salaires supplémentaires. Smith croit l'avoir démontré en disant :

a) Qu'un propriétaire rentier ou capitaliste, une fois qu'il a pourvu à son entretien, emploie le surplus à augmenter le nombre de ses domestiques. C'est là une vue un peu étroite et Ricardo a été plus prudent en définissant le capital, la partie de la richesse qui est employée à la production. D'ail-

leurs Smith pouvait, à l'appui même de sa conception de la hausse des salaires, montrer que des désirs extrêmement variés naissent et s'accroissent à mesure que s'augmente la possibilité de les satisfaire, ce qui pousse souvent par exemple des capitalistes à acheter des objets de luxe plutôt que d'employer les capitaux qu'ils ont en excédent à accroître leur propre production ou à augmenter le nombre de leurs domestiques. C'est ce qu'a fort bien vu Say lorsqu'il écrit, envisageant un cas un peu extrême, que la multiplicité des capitaux peut faire baisser l'intérêt au point que le besoin de les accroître par des économies se fait de moins en moins sentir et que l'on préfère, plutôt que de les placer ou de les faire produire soi-même, les consommer même d'une façon luxueuse. C'est ce qui explique, poursuit-il, l'accroissement du luxe dans les pays où les capitaux sont très nombreux et l'intérêt très bas, comme la Hollande au XVIII^e siècle. Les pays riches n'échappent à cet état que s'ils sont assez laborieux et ambitieux pour conquérir à tout prix des débouchés extérieurs qui permettent à leurs industries d'employer productivement une plus grande partie du capital national.

b) Qu'un ouvrier, et à plus forte raison un maître, qui a des employés sous ses ordres les augmentera si son revenu augmente. Sans vouloir discuter combien le machinisme a pu restreindre ce point de vue, il faut signaler, comme l'a fait Mal-

thus, la rapidité avec laquelle les prix (par suite précisément de la loi de l'offre et de la demande) peuvent monter en corrélation des excédents de revenus et de capitaux et, par conséquent, restreindre ou annuler, pour les ouvriers, l'effet de l'accroissement des salaires.

Nous pouvons donc répondre au double point de vue envisagé par Smith, que :

a) L'accroissement des excédents des capitaux et revenus n'entraîne pas forcément accroissement de la demande de main-d'œuvre.

b) Inversement, il n'est pas tout à fait exact qu'il ne peut y avoir, en fait, d'accroissement de salaire, venant d'une autre cause que de l'accroissement des fonds destinés à l'industrie.

*
* * *

B) *Conséquences extrêmes que certains économistes libéraux ont tirées de cette théorie.* — Le point de vue de Smith est pourtant adopté par l'ensemble des économistes libéraux admettant, comme il a voulu le montrer, que cet accroissement est la condition nécessaire de toute variation de l'offre de main-d'œuvre.

1^o Certains s'en servent surtout pour mieux combattre tous les autres moyens de fixation de salaire où ils ne voient qu'artifice. Ce combat contre la fixation artificielle du salaire a été mené

avec une vigueur particulière par Buchanan dans sa note de l'édition de 1881 (1). Il soutient, lui aussi, quel'on ne peut remédier à une rareté du travail que par l'accroissement des fonds destinés à l'industrie.

En conséquence :

a) Tout travail créé artificiellement (Buchanan prend comme exemple le travail des indigents dans les workhouses) ne fait que déplacer les fonds industriels, les enlever à des entrepreneurs habiles et rompus à leur usage, pour les placer entre les mains de surveillants moins soigneux. Les calamités auxquelles sont exposées les classes laborieuses, écrit-il, naissent des causes que la législation ne peut atteindre, et c'est pourquoi nul homme d'Etat, connaissant les limites de son pouvoir, n'apportera des projets tendant à fournir aux travailleurs de l'ouvrage ou à régler leurs salaires ; et ce sont des projets de ce genre qu'il reproche aux législateurs des siècles précédents.

b) Aussi condamne-t-il les lois des pauvres qui donnaient aux juges de paix plein pouvoir pour les soulager suivant les prix des subsistances et, au besoin, en levant des impôts. Le seul effet de ce pouvoir consiste, quand les salaires sont bas, à les hausser violemment, ou quand les subsistances sont chères, à leur fixer un maximum.

En conclusion la loi ne peut rien, car le mal paupvreté vient d'un déséquilibre entre les popu-

(1) *Richesse des Nations*, t. I, p. 89.

lations et les subsistances, et alors ce n'est pas de l'argent mais de la nourriture qu'il faut.

Le caractère extrême que vient de prendre chez Buchanan le principe posé par Smith nous fait mieux sentir sa rigueur et son insuffisance. En effet :

a) Il affirme que dans la détresse on ne peut porter secours à une classe, sans que ce soit aux dépens de l'autre. Certes, mais n'est-il pas concevable qu'en raison de cette détresse même, on porte secours à une classe, même aux dépens d'une autre, si cela doit empêcher la famine dans l'une et n'enlever à l'autre qu'une partie de son superflu ? Buchanan répondrait non, sans doute, en se cantonnant dans le domaine économique, car cela serait enlever les fonds à des gens capables de les mettre en valeur au profit des salariés eux-mêmes en créant, grâce à ces fonds, une demande de travail au lieu d'en faire d'éphémères objets de consommation.

b) Le remède que Buchanan voit dans le surcroît d'approvisionnement n'a pas l'efficacité qu'il croit, puisque la révolution industrielle l'a apporté et que le mal pauvreté persiste toujours quoique à un moindre degré. Et si justement il existe à un moindre degré, c'est en partie grâce à ces lois en faveur des salariés qu'il décrie tant.

2^o Stuart Mill fait du capital que l'on veut employer en salaire, du wage fund, le principe même de la fixation effective du salaire. Celui-ci

se règle, en effet, sur le rapport qui existe entre le montant de ce capital, élément déterminant de la demande de main-d'œuvre, et l'état de la population, élément déterminant de l'offre de cette main-d'œuvre.

En conséquence, pour maintenir les salaires d'une façon durable, il faut obligatoirement agir sur l'un de ces deux éléments : augmenter le capital par l'épargne ou restreindre la population par l'abstinence. Les salariés se trouvent donc pris dans un redoutable dilemme et la rigueur avec laquelle Stuart Mill l'a analysé lui fait bien mériter le nom de loi d'airain que Lassalle devait plus tard lui donner ; cette rigueur devait effrayer son auteur lui-même qui, sur la fin de sa vie, devait essayer de l'amoindrir notablement. Il est en effet pénible d'admettre que les salaires soient ramenés vers la baisse par une loi inexorable, en fait à peu près indépendante de l'action des ouvriers, de leur ardeur ou de leur paresse. Smith n'a pas eu dans ses développements la rigueur de Stuart Mill, et pourtant il rendait celle-ci inévitable dès qu'il admettait, ainsi que nous l'avons vu au début de ce paragraphe, que le salaire s'accroît forcément à mesure de l'accroissement des fonds disponibles pour les payer, et ne s'accroît qu'avec lui.

2^o Principe des variations du salaire par rapport
à la Richesse Nationale.

Fort heureusement, Smith passe, tout de suite

après, à une constatation plus réjouissante et montre que lorsque la richesse d'un pays s'accroît, ce sont les salaires qui profitent le plus de cet accroissement.

La constatation qu'il a faite sur la hausse des salaires dans les pays neufs où la richesse nationale est en croissance, l'amène à poser ensuite le principe même de la variation du salaire : Pour qu'il y ait lieu à une hausse durable des salaires dans un pays, il faut que dans celui-ci la richesse nationale soit en progrès continu. Smith montre, en s'appuyant sur le taux moyen des salaires en Angleterre et en Amérique du Nord, que ce n'est pas l'état d'opulence d'un pays à un moment donné qui importe, mais le progrès continu de cette opulence pendant une certaine période. Au cas contraire, si les progrès de la richesse nationale marquaient quelque ralentissement, l'augmentation de la population aurait tôt fait, en accroissant l'offre de main-d'œuvre, de réduire le salaire au nécessaire.

Smith a déjà fait allusion, en posant la question du salaire nécessaire, au mouvement de la population comme conséquence des variations du salaire et comme tendant toujours à ramener le salaire au nécessaire. Il revient ici avec plus de précision à cette idée, en notant que la marque la plus décisive de la prospérité d'un pays est l'augmentation du nombre des habitants. Ainsi, après avoir montré dans le mouvement de la population l'élément qui

tend à ramener le salaire au nécessaire, Smith remarque que son augmentation est l'indice le plus sûr du progrès de la richesse nationale. En effet, pour que cette richesse entretienne une hausse durable des salaires, il faut que son progrès soit plus rapide encore que l'accroissement de la population, et Smith réserve à peu près exclusivement ce bénéfice aux pays neufs.

Inversement, il montre que, même dans un pays très riche, les salaires sont très peu élevés si la richesse s'y trouve stationnaire depuis un assez long temps, mais l'exemple qu'il choisit n'est pas extrêmement probant. C'est celui de la Chine au XVIII^e siècle. Smith note que dans ce pays :

a) La richesse, après avoir beaucoup augmenté, reste stationnaire depuis un assez long temps et qu'en conséquence les basses classes de la société sont dans une très grande pauvreté.

b) Que pourtant cette richesse ne diminue pas puisqu'on ne voit pas diminuer le nombre de ses habitants.

Sans vouloir critiquer Smith sur l'assurance qu'il met dans ses affirmations sur la population de l'immense Chine, dont les mouvements si variables sont encore aujourd'hui à peu près impossibles à mesurer, on peut faire observer :

a) Qu'il sous-estime le rôle nivélateur de la famine (bien qu'il le reconnaisse expressément) ou plutôt que, par humanité, il n'ose pas lui donner la place à laquelle il a droit.

b) Qu'il ne semble pas se douter que si la population n'augmente ni ne diminue, en Chine, ce n'est pas par suite de son adaptation automatique aux conditions économiques. Les tendances prolifiques des Chinois la porteraient certes bien haut si la pauvreté que Smith lui-même constate dans les basses classes ne se chargeait, particulièrement par la mortalité infantile, de la réduire.

On se rend compte ainsi de la fausseté complète du principe qui fait de l'état de la population l'indice et la mesure de la richesse d'un pays. Pourtant, c'est une vue générale aux économistes libéraux du début du XIX^e siècle, que de penser que les travailleurs prolifèrent dans la mesure où ils se sentent capables d'élever les enfants qu'ils mettent au monde, c'est-à-dire dans la mesure de leur salaire. Ceux qui ne vont pas jusque-là pensent que la mortalité infantile a tôt fait de châtier les parents qui engendrent plus qu'ils ne peuvent nourrir. En vérité, chaque race a une tendance plus ou moins grande à proliférer et une conscience plus ou moins forte des conséquences de cette prolifération. De même la vie est souvent tenace aux corps les plus mal nourris, et il est des pays déshérités où les naissances sont nombreuses et où la population s'accroît, les uns vivant dans la misère, les autres cherchant leur subsistance dans d'autres régions. Il est même étonnant que Smith qui, parmi les libéraux, a toujours eu le plus grand

souci de l'histoire, n'ait pas constaté que les plus grands conflits des temps modernes ont été provoqués par des nations qui mettaient au monde plus d'hommes qu'elles n'en pouvaient nourrir, et que ces hommes se trouvaient contraints, un jour ou l'autre, à se jeter sur les champs voisins.

L'on ne peut pas non plus poser en principe, comme l'ont fait à peu près tous les libéraux, que ces mouvements sont réprimés et accordés à la richesse du pays, à la masse des subsistances disponibles. Au contraire, suivant les pays, une population se contente d'une portion très minime, en deçà même de ce qu'elle a l'habitude d'estimer comme nécessaire, ou bien fait pression sur le gouvernement pour se faire entretenir, ou encore émigre (exemple de l'Angleterre et de l'Italie jusqu'à ces derniers temps). L'on a vu ainsi Basques et Italiens quitter leur patrie et apporter dans d'autres pays la concurrence de leurs bras, redoutable non seulement en raison de l'accroissement qu'elle apportait au nombre des travailleurs, mais aussi en raison de la modestie de leurs besoins. C'est cette modestie qui fait souvent croire à une richesse nationale plus grande dans un pays qu'elle ne le serait ailleurs : au Japon, par exemple, la frugalité des ouvriers laisse aux patrons un excédent à employer plus fort que n'aurait, dans des circonstances analogues, un industriel employant des Européens. Inversement, on a vu l'Australie, bien que possédant une richesse nationale qui, après un immense

essor, était devenue stationnaire, maintenir, sous la pression toute puissante des syndicats ouvriers, des salaires très élevés. Il en a été, jusqu'à la crise de 1929, exactement de même en Amérique du Nord, cette fois-ci sur l'initiative patronale qui espérait, par de hauts salaires, procurer des clients à l'industrie, et par conséquent, à l'inverse de ce que croyait Smith, provoquer la richesse nationale par des salaires élevés.

Toutes ces considérations et ces exemples montrent que, de même que nous n'avons pas pu trouver de contenu fixe, ni de véritable utilité au salaire nécessaire, il est vain, comme l'ont fait Smith et tous les grands libéraux, de faire de la population une fidèle suivante de la richesse nationale. Pour clore ces critiques, il nous suffira de rappeler que, au cours du XIX^e siècle, qui a passé à juste titre pour avoir vu s'accroître la richesse de la plupart des Etats, le nombre des naissances a diminué à peu près partout. Pour s'en tenir aux statistiques dont nous disposons en France, le nombre annuel moyen des naissances, qui était de 950.000 pour la période allant de 1801 à 1831, est tombé à 943.000 entre 1861 et 1891, à 833.518 entre 1891 et 1920, et à 748.911 entre 1920 et 1930. Certes, la population continue à augmenter dans la plupart des Etats, mais, d'une part, dans certains pays comme la France, cette augmentation est en grande partie due à la diminution de la mortalité et à l'immigration, d'autre

part et surtout, cet accroissement a vu son rythme se ralentir considérablement. Or, en cette matière comme pour la richesse nationale, c'est moins le progrès lui-même qui importe que la vitesse plus ou moins grande qu'il emprunte. A ce point de vue, le mouvement de la richesse nationale et celui de la population accusent une contrariété que Smith n'avait pas prévue. Il faut bien admettre que cette chute du nombre des naissances est la conséquence d'un désir plus vif de jouir soi-même de la vie, du progrès de l'hygiène qui a montré aux yeux du plus grand nombre la possibilité de ne pas s'abandonner sur ce point à la fatalité, autant de facteurs qui ont tendu à dissocier encore le progrès de la richesse nationale et l'augmentation de la population.

SECTION III

Smith applique ses principes du salaire nécessaire et de la population à la Grande-Bretagne. — Les constatations qu'il fait l'amènent à souhaiter des salaires relativement élevés. — Taux des salaires et prix de la vie.

PARAGRAPHE I

L'état du salaire en Angleterre. — Considérations de fait sur salaires et prix.

Après avoir montré que le mouvement naturel du salaire tend à le ramener au nécessaire, Smith se plaît à constater qu'en Angleterre les salaires

du travail ne sont en aucun lieu réduits à ce taux. Les observations qu'il fait à ce sujet prouvent à quel point il était scrupuleux des faits et combien il avait soin de les examiner, même si ceux-ci semblaient en désaccord avec les théories qu'il avait exposées auparavant. Il groupe lui-même ces observations sous quatre rubriques :

1^o Les salaires d'été sont plus élevés, en raison de la plus grande demande de main-d'œuvre qui se produit pendant cette saison, que ceux d'hiver, bien qu'en hiver les besoins des salariés, par suite de la nécessité du chauffage, soient plus grands.

2^o Alors que le prix des denrées varie beaucoup et rapidement dans le temps, le taux des salaires est beaucoup plus lent à se modifier.

3^o Inversement, le prix des denrées est à peu près le même dans tout le Royaume-Uni, alors que les salaires varient assez fortement d'un lieu à un autre en raison de la répugnance des hommes à se déplacer.

4^o Les variations dans le prix du travail ne correspondent pas à celles des prix des denrées et ont même souvent lieu dans des directions opposées.

Ces quatre propositions reposent sur de très fortes considérations de fait. A notre avis, on peut en tirer deux séries de distinctions extrêmement intéressantes.

I. — La première, la seule que Smith ait expressément formulée, est qu'en Grande-Bretagne, au XVIII^e siècle, le salaire s'est maintenu au-dessus

de ce qui était strictement nécessaire aux besoins de la vie. Pour cela Smith s'appuie particulièrement sur les deuxième et troisième propositions : il pose comme principe évident (et s'est attardé à essayer de le démontrer) que dans les temps où les denrées sont les plus chères, et dans les localités où les salaires sont les plus bas, l'ouvrier jouit tout de même du nécessaire ; en conséquence, si les denrées baissent de prix, ou si l'on envisage les localités où les salaires sont un peu plus élevés, l'on voit les salariés disposer de quelque excédent. Démonstration qui nous paraît aujourd'hui assez simpliste, mais qui, si l'on admet le point de vue de Smith sur la population, s'y rattache avec une certaine logique.

II. — Il est cependant d'autres déductions qui s'imposent à la lecture de ces pages et que Smith n'a pas toutes effectuées. Il revient ici, sans d'ailleurs nous l'annoncer expressément, à la préoccupation qu'il a eue en abordant l'étude de la répartition : l'observation du salaire comme partie constituante du prix des marchandises. Mais le principe qu'il entreprend d'établir avec le plus de force est la façon totalement indépendante dont se fixent respectivement les taux des salaires et les prix des denrées ; aussi ne faut-il pas avoir trop d'imagination pour arriver aux deux conséquences suivantes :

1^o Du moment que l'on admet le principe que le taux des denrées ne fixe pas le salaire, il devient dès lors difficile d'admettre, ce que pourtant Smith

continue à faire et ce qui l'a justement poussé à étudier le salaire, que le taux des salaires est l'élément essentiel qui fixe celui des marchandises.

2^o Surtout nous avons là une preuve nouvelle, et cette fois-ci nous osons dire intrinsèque (puisqu'elle est puisée dans Smith lui-même) du peu d'utilité de la notion de salaire nécessaire que Smith a posée en tête de son chapitre comme un principe directeur et qu'une grande partie de ses développements ultérieurs tend pourtant à détruire. Nous avons déjà étudié cette question et nous n'y revenons que pour conclure que l'équivoque provient en grande partie de la place trop en vue que Smith lui a donnée, car de l'aveu même de ce dernier, ce n'est « qu'une limite en deçà de laquelle l'humanité ne devrait pas permettre de laisser tomber les salaires, limite en deçà de laquelle les pauvres sont obligés (comme l'a écrit le Lord chief de justice Hales, dont Smith cite les travaux sur le montant du salaire nécessaire) de compléter leurs salaires par la mendicité ou par le vol ». La notion du salaire nécessaire a donc une valeur morale, une valeur d'enseignement, mais aucune valeur de constatation économique.

PARAGRAPHE II

Défense des hauts salaires.

Les observations auxquelles Smith s'est livré, et desquelles il déduit l'indépendance du prix des

denrées et des salaires, lui ont fait également constater qu'au cours des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, le prix du blé avait baissé en France et en Angleterre alors que les salaires s'étaient élevés. Il se demande alors si c'est un bien et il répond tout de suite : oui ; puisque les salariés forment la majorité de la société, il n'y a qu'à se louer d'un événement qui améliore le sort du plus grand nombre. Cela lui semble comme à nous évident et s'il s'y attarde c'est que beaucoup de ses contemporains attachent déjà à la hausse du salaire des effets néfastes pour la société.

I. — Smith revient, d'abord, pour affirmer le caractère heureux des salaires élevés, sur les rapports des salaires et de la population, et en quelques lignes il précise, avec beaucoup de bonheur, son point de vue, jusque-là encore assez vague. Il fait remarquer, comme nous l'avons déjà fait nous-même, que la pauvreté la plus extrême n'empêche pas, bien au contraire, les salariés d'être prolifiques, mais que l'accord entre les salaires et la population se fait par la mortalité infantile qui est d'autant plus grande que le salarié dispose de moins de ressources. Par conséquent : « la récompense libérale du travail, qui est l'effet de l'accroissement de la richesse nationale, devient donc aussi la cause d'accroissement de la population. Se plaindre de la libéralité de cette récompense, c'est se plaindre de ce qui est à la fois l'effet et la cause de la plus grande prospérité publique ».

II. — Après avoir posé ce principe, Smith revient au détail des conséquences malheureuses que certains attachent à l'élévation des salaires et s'emploie à démontrer leur erreur.

1^o Les salaires élevés, dit-on, incitent l'ouvrier à ne pas poursuivre son effort et souvent celui qui gagne en quatre jours de quoi subsister pendant la semaine entière se repose les trois autres jours. Smith fait rapidement justice de ce paradoxe, valable seulement pour quelques paresseux, et n'a pas de peine à montrer que l'industrie de l'homme, comme toutes ses autres qualités, se perfectionne en proportion de l'encouragement qu'elle reçoit et, qu'en fait, les ouvriers bien payés montrent plus de zèle que les autres (surtout s'ils sont aux pièces).

Cet argument spécieux montre bien la mauvaise foi de certains patrons et le peu de rigueur des observations pseudo-économiques qu'ils inspirent. Comme Smith l'a remarqué, le travail aux pièces fait naître parmi les bons ouvriers une saine émulation provoquée justement par le légitime désir d'améliorer leurs salaires. Or, soucieux d'endiguer cette augmentation, les patrons ont de plus en plus apporté des limitations à l'amélioration du salaire que les ouvriers pouvaient obtenir ainsi. Ceci nous montre qu'ils n'hésitent pas à aller contre les beaux sentiments de productivité et de moralité qu'ils ont d'abord invoqués. Une seule chose les intéresse, c'est obtenir le travail des ouvriers au plus bas prix possible.

2^o Ceci éclate encore aux yeux quand on les voit reprocher aux ouvriers d'être plus laborieux durant les années où les denrées sont chères et où, par conséquent, ils éprouvent plus de difficulté à subsister. Il y a là une certaine part de vérité d'expérience, mais elle ne permet pas de conclure, comme on l'a fait, sans crainte du ridicule : « qu'une subsistance abondante énerve leur activité et qu'une subsistance chétive les anime au travail ». Smith explique ce phénomène d'une façon beaucoup plus plausible, en constatant que dans les années de cherté, l'existence de l'ouvrier est plus précaire et qu'il est très empressé à sa tâche de peur de perdre sa place. Pourtant celle-ci est alors peu enviable, car le haut prix des vivres, en diminuant les fonds destinés à entretenir des salariés, dispose les maîtres à réduire plutôt qu'à augmenter le nombre de ceux qu'ils emploient. Dans les années d'abondance, au contraire, il est tenté, surtout s'il a pu constituer quelques économies, de s'installer à son compte, auquel cas il sera certainement plus laborieux encore. Mais si le travail accompli par lui est alors encore plus important, comme il est, beaucoup moins que dans les années de cherté, fait pour le compte d'un patron, il ne paraît point sur les registres des manufactures sur lesquels, écrit Smith, « nos marchands et nos manufacturiers prétendent souvent, assez mal à propos, calculer la prospérité ou la décadence des empires ».

C'est ce phénomène qu'ont constaté les patrons et qui leur fait préférer les années de cherté et ceci d'autant plus que pendant cette époque, les profits et les rentes, qui dépendent beaucoup du prix des denrées, sont en hausse. Cette affirmation semble en contradiction avec celle qui précède et par laquelle Smith montre que, en période de cherté, les patrons voient diminuer les fonds destinés au salaire : peut-être faut-il en déduire que la hausse des profits est balancée par celle des subsistances, mais, de toutes façons, il faut avouer que ces développements ne sont pas très clairs.

Aujourd'hui, contrairement à ce que constate Smith, l'on a coutume de confondre années de cherté et années de prospérité générale, constatant qu'en chaque homme le producteur a pris le pas sur le consommateur ; et de fait, dans le boom des prix et de l'essor économique qui a suivi la guerre de 1914-1918, n'avons-nous pas vu nombre d'ouvriers et d'employés se mettre à leur compte et chacun se lancer dans des affaires desquelles il espérait bien tirer de grands profits.

Quoi qu'il en soit, ce qu'il faut retenir des pages de Smith sur cette question, pages dont on retrouve l'écho affaibli mais réel chez la plupart des économistes du début du XIX^e siècle, c'est que, contrairement à bon nombre d'économistes postérieurs, il ne s'est pas laissé impressionner par les arguments des patrons fictivement basés sur l'intérêt de la production, dont pourtant nul autre que lui

n'était plus averti. Il cite à la fin de cette discussion les travaux de M. Messance, receveur des tailles de Saint-Etienne, qui, dans son ouvrage intitulé : *Recherches sur la population de Lyon* (1), essaie de démontrer que les pauvres travaillent plus dans les années de bas prix que dans celles de cherté. En comparant les constatations de cet auteur sur les ouvriers textiles du Lyonnais à celles qu'il a été à même de faire sur les manufactures textiles d'Angleterre, Smith aborde un problème spécial : le rapport du taux des salaires et du prix de la vie.

PARAGRAPHE III

Taux des salaires et prix de la vie.

Smith traite la question d'une façon éparse dans les dernières pages de son chapitre VIII, mais de toutes ses explications, l'on peut, tout en restant fidèle à sa pensée, faire les deux déductions suivantes.

1^o *En ce qui concerne l'influence des salaires sur les prix*, Smith concède aux ennemis des hauts salaires que ceux-ci provoquent une hausse dans les produits qui sont manufacturés par des ouvriers bien payés. Ainsi il reste dans la ligne qu'il s'est tracée : étudier les salaires comme partie constituante du prix. Il ne remarque pas combien les

(1) Paru en 1768.

maîtres qui se réjouissent des périodes de cherté de la vie en général sont peu fondés à accuser le salaire de faire monter le prix de certains articles. Mais, estime Smith, cette hausse est compensée par une augmentation de la productivité, produite par la même cause qui fait hausser les salaires, c'est-à-dire l'accroissement des capitaux. En effet, celle-ci permet aux patrons de payer plus cher les ouvriers ; elle leur permet aussi d'en employer plus et par conséquent de pratiquer entre eux une plus grande division du travail, ce à quoi Smith attache le plus grand prix. Il y a par suite plus d'intelligence appliquée à inventer des perfectionnements et Smith conclut : « Il y a donc une infinité de marchandises qui, en conséquence de tous ces perfectionnements, sont obtenues par un travail tellement inférieur à celui qu'elles coûtaient auparavant, que l'augmentation dans le prix de ce travail se trouve plus que compensée par la diminution dans la quantité de ce travail. » Ainsi le prix de revient de l'industriel ne se trouve guère élevé de façon durable.

*
* *

2° *En ce qui concerne l'influence du prix de la vie sur les salaires*, Smith commence à dire que « le prix pécuniaire » du travail, et il faut entendre par là sa rémunération en argent, dépend de deux éléments : la demande du travail et le prix des

choses propres aux besoins et commodités de la vie. Voici enfin, envisagés côte à côte, les deux éléments de fixation du salaire auxquels Smith a donné, au cours de son étude, la place prépondérante. Il envisage ensuite, dans une page pleine d'aperçus ingénieux, et qui gagnerait à cause de cela à être moins succincte, le rôle respectif de la demande du travail et du prix de la vie. Il montre que s'il arrive que le prix pécuniaire du travail ne suive pas les fluctuations du coût de la vie, c'est que la demande du travail agit en sens contraire.

Même en ne considérant que le prix de la vie, on s'aperçoit que celui-ci a une influence extrême sur la demande du travail et que, par conséquent, le rapport prix de la vie-taux des salaires est un rapport complexe dont l'étude nous conduit aux deux séries d'observations suivantes :

a) *Le prix des denrées exerce sur le taux des salaires deux actions opposées* : En effet, si la cherté des vivres tend à faire augmenter, avec les besoins des ouvriers, les salaires de leur travail, elle réduit d'autre part la demande de main-d'œuvre en réduisant les sommes que les maîtres peuvent employer en salaires et par là tend à faire baisser ceux-ci. Inversement, si le bon marché des vivres rend moins grands les besoins des ouvriers, il permet d'autre part aux maîtres d'en employer plus et augmente la demande de main-d'œuvre. Smith en conclut que dans les variations ordinaires des prix des

vivres, ces deux causes opposées semblent se contrebalancer l'une l'autre, et il explique ainsi le fait que les salaires sont beaucoup plus fixes et constants que les prix des vivres.

b) Mais il s'empresse d'observer que dans les variations soudaines et extraordinaires, ce balancement n'a pas le temps de se faire et que, bien au contraire, demande de travail et prix de la vie tendent à entraîner dans le même sens, à la fois, prix réel et prix pécuniaire du travail. Dans les années d'abondance et de bas prix des denrées, les maîtres ont pu, comme consommateurs, épargner plus d'argent à mettre dans la production et la demande de main-d'œuvre, mais, comme la population n'a pas encore augmenté en proportion — et que les ouvriers désirent plutôt s'installer à leur compte — l'offre de travail diminue et l'on voit augmenter, non seulement le prix pécuniaire du travail, comme dans les années de variation ordinaires, mais aussi le prix réel.

Inversement, dans les années de brusque renchérissement, les maîtres diminuent leur demande et les ouvriers ayant davantage besoin de subsistances augmentent leur offre.

*
* * *

Smith se livre ainsi en deux pages à deux analyses à peu près contradictoires. Son tort consiste, dans la première, à s'attacher encore à la notion

de salaire nécessaire et à chercher à voir comment les besoins croissants ou décroissants des ouvriers agissent pour contrebalancer l'effet de la loi de l'offre et de la demande. Dans la deuxième analyse, il ne s'occupe plus que du jeu de celle-ci, sans que ce souci unique puisse se justifier entièrement par la distinction assez pénible entre variations ordinaires et variations brusques, et il arrive ainsi à des conclusions beaucoup plus explicatives de l'alternance hauts salaires et bas salaires. Pour lui, au fond, ceux-ci sont régis par une cause unique, la quantité des subsistances produites en une année : c'est, à ses yeux, la somme dont disposent les maîtres, une fois qu'ils ont pourvu à leur propre entretien, qui détermine leur demande de main-d'œuvre. Si les subsistances sont chères, la demande en sera plus faible ; même si on fait entrer en ligne de compte les besoins des ouvriers, c'est par rapport à cette quantité de subsistances qu'elle pourra contribuer à fixer un prix.

Cette conception est claire, mais elle nous semble actuellement un peu étroite dans la complexité de la vie économique moderne. Elle a été peu ou prou celle des grands économistes classiques, mais Malthus s'étonnait déjà que Smith n'ait pas vu que l'accroissement des revenus pouvait être employé de telle façon qu'il n'augmente pas la masse annuelle des subsistances : si, par exemple, il n'était investi que dans l'industrie, l'extension de celle-ci développerait bien la demande de main-

d'œuvre et par conséquent le salaire, mais la masse des denrées ne croissant pas, leur prix s'élèverait également et la hausse des salaires deviendrait purement nominale. Smith aurait certainement répondu à cela que la production agricole réserverait alors de tels bénéfices que les capitaux s'y porteraient en foule, détruisant ainsi l'hypothèse de Malthus. Il n'en reste pas moins que ce dernier a tout de même signalé la faiblesse de ce principe.

Aujourd'hui, d'ailleurs, cet élément central des théories de Smith a perdu beaucoup de son importance. Le régime économique instauré par la révolution industrielle, dont Smith a salué l'aurore, a montré que : 1^o Grâce aux progrès de la production, la quantité absolue des subsistances produites dans une année supprimait toute crainte de disette due à l'insuffisance numérique de ces subsistances.

2^o Malgré les progrès des conditions de la vie de la majorité des hommes, l'augmentation de ces subsistances n'est pas le signe certain de la prospérité générale, bien au contraire parfois, comme le montre le rythme prospérité et dépression qui s'est attaché peu à peu à notre régime économique.

3^o La solution du problème dépend de la relation entre l'offre de produits, faite par les entrepreneurs envisagés comme producteurs et, par conséquent, intéressés aux hauts prix en général (car il y a

très peu d'évolution isolée des prix), et la demande de la consommation. Comme actuellement chaque homme se préoccupe plus de ce qu'il peut gagner comme producteur (puisque c'est la condition même de son existence) que de ce qu'il dépense comme consommateur, la hausse des prix signifie au contraire prospérité. L'ouvrier, lui-même, devenu malgré lui solidaire de la production, est intéressé à cette hausse. La baisse signifiant restriction des débouchés, il ne viendrait plus à aucun l'idée de choisir ce moment pour s'installer à son compte ; c'est, au contraire, le moment où il s'incruste chez son patron. D'ailleurs la baisse des prix de gros qui met en difficulté la production, en raison de la multiplicité des intermédiaires et du protectionnisme auquel on recourt trop vite, ne s'étend pas assez aux prix de détail pour que la baisse des choses indispensables à la vie compense suffisamment pour l'ouvrier la baisse des salaires à laquelle sont obligés de recourir les entrepreneurs. Seuls les objets superflus ressentent fortement cette baisse dans les prix de détail parce que producteurs et intermédiaires savent bien alors que la demande est dans ce cas susceptible, non seulement de diminuer, mais de s'effondrer complètement.

4^o Enfin, ce qui nous confirme que le problème dépend du rapport que nous venons d'exposer et non du capital disponible pour les producteurs, c'est qu'en 1934, année de dépression où l'équi-

libre s'est rompu, les établissements de crédit constatent tous qu'il y a en France et ailleurs énormément de capitaux disponibles qui dorment dans les coffres et dans les bas de laine, faute de trouver un emploi rémunérateur dans une production assurée de débouchés suffisants.

CHAPITRE II

LE PROFIT

Ce chapitre fait, dans Smith, immédiatement suite à celui sur le salaire ; mais alors que dans ce dernier Smith traite longuement du salaire lui-même, indépendamment des considérations accessoires et notamment du profit, dans le chapitre IX, au contraire, il compare, dès le début, le profit au salaire.

Il note en effet, immédiatement, que l'accroissement des capitaux qui fait hausser les salaires tend à abaisser les profits. Le reste de ses développements, d'ailleurs bien plus courts ici que pour le salaire, semble bien venir comme démonstration de cet axiome. Mais, comme dans cette première partie nous nous sommes assigné pour tâche d'étudier autant que possible les mouvements du salaire et du profit en eux-mêmes, nous ferons abstraction de ces comparaisons le plus que nous pourrons, les réservant pour des développements spéciaux et ultérieurs.

PARAGRAPHE I

Définition du profit.

C'est devenu une banalité de faire remarquer que Smith, par le mot profit, désigne deux choses en réalité très différentes : à la fois le profit des entrepreneurs proprement dit et l'intérêt des capitaux investis dans l'entreprise. Ce n'est pas qu'il ait été sans idée de cette distinction. Il dira plus loin, dans le chapitre X, que : « La différence apparente dans les profits des capitaux, suivant les diverses professions, est en général une erreur provenant de ce que nous ne distinguons pas toujours ce qui doit être regardé comme salaires de travail de ce qui doit passer pour profits des capitaux. » Pourtant, Smith englobe sous le nom de profit tout ce que l'entrepreneur tire de l'entreprise : salaire de son travail et intérêt des capitaux qu'il y engage, et la confusion se marque dès le titre fort équivoque du chapitre IX : « Profits des capitaux ». J.-B. Say lui reproche à la fois cette confusion et cette dénomination à laquelle il propose de substituer celle plus claire de profits de l'industrie, qui exclut ce qui dans les profits n'est qu'intérêt du capital. Stuart Mill est plus précis encore, lorsqu'il décompose les profits en trois éléments : intérêts du capital engagé, salaires de direction, assurances contre les risques de l'entreprise. Il est remarquable, d'ailleurs, que le progrès de la science économique a eu pour effet de fragmenter et de pré-

ciser de plus en plus la notion de profit. On en est arrivé, non seulement à la distinction qui est en cause, mais encore, une fois mis à part l'intérêt du capital investi par l'entrepreneur ou par tout autre capitaliste dans l'entreprise, à trouver, dans le profit, quelque chose qui ne peut être entièrement compris sous la dénomination « salaire de l'entrepreneur ». Cette dernière partie du profit, celle qui ne peut s'analyser ni en intérêt, ni en salaire, Joseph Garnier semble l'avoir aperçue, lorsque dans sa note de l'édition de 1881, précédant celle de J.-B. Say citée ci-dessus, il invoque le bénéfice et le salaire de l'entrepreneur (1). Voit-il dans ce bénéfice autre chose que ce salaire ? Il est permis d'en douter puisqu'il constate sans protester que J.-B. Say les englobe sous le nom de profit de l'industrie ou salaire du travail.

Quoi qu'il en soit, cette décomposition est maintenant chose faite, quelque justification qu'on en donne. Bien plus, nos économistes modernes, qui ne répugnent pas à la recherche de la difficulté, voient dans ce dernier élément du profit, le seul qui soit vraiment intéressant, l'essence et l'originalité véritables du profit, puisque le seul qui ne soit pas résoluble en une catégorie de la répartition étrangère à lui-même. C'est cette originalité et cette difficulté de justification (dont Charles Gide a laissé l'exposé le plus succinct et sans doute

(1) *Richesse des Nations*, p. 111, note 1.

aussi le mieux fait dans son cours d'Economie politique) (1) qui ont à la fois attiré l'attention des économistes et inspiré quelque méfiance à l'égard de ceux qui vivent de profit. C'est cette même méfiance que nous retrouvons déjà dans Smith dès le début de son chapitre sur le profit, au contraire de la faveur pour les salaires que nous avons constatée tout au long du chapitre précédent. Aussi, bien qu'il n'ait eu aucune idée véritable de cette distinction raffinée, il n'en est pas moins vrai que son animosité contre les entrepreneurs s'explique en partie par l'obscur sentiment de ce que leur rémunération a non seulement d'excessif, mais encore d'injustifiable.

Au demeurant, le complexe que Smith envisage sous la dénomination de profit ne l'empêche pas, comme nous le constaterons, de l'étudier pertinemment comme élément de la répartition. Cette façon de voir rend même assez bien compte de ce qui se produit lorsque l'entrepreneur est à lui-même son propre capitaliste : alors réellement, comme semble le croire Smith, est profit tout ce qui excède les frais de l'entreprise. C'est de cet excédent que dépendent les profits et non certes du taux de l'intérêt extérieur ou du salaire qu'on donne par exemple à des directeurs salariés pour faire le même travail qu'un entrepreneur. Nous voyons tous les jours que si

(1) *Cours d'Economie politique*, Librairie du Recueil Sirey, 8^e édition, t. II, p. 419 et suiv.

cet excédent est minime, l'entrepreneur se contente d'un intérêt et d'un salaire moindres qui peuvent très bien ne pas être en accord avec le taux ordinaire de l'intérêt ou des appointements dans la profession. Inversement, suivant la fortune de l'entreprise, il lui arrivera de percevoir un excédent très supérieur à ce qui reviendrait à un capitaliste prêteur ou à un directeur appointé. Il n'en reste pas moins que, fort compréhensible à ce point de vue, la définition du profit par Smith n'est pas suffisamment précise. On peut même dire qu'il n'a pas l'excuse d'avoir considéré surtout le cas de l'entrepreneur capitaliste, comme on pourrait le croire, puisque, dès qu'il entre dans le vif du sujet, il mesure le taux des profits par celui de l'intérêt, c'est-à-dire par la plus ou moins grande demande de capitaux que les entrepreneurs font aux capitalistes.

PARAGRAPHE II

La mesure des profits.

Pour apprécier les mouvements du profit et le sens dans lequel ils se produisent, il faut en posséder une mesure suffisamment précise, et Smith reconnaît que celle-ci est impossible à faire directement en raison de l'extrême variabilité des profits. Il estime pourtant qu'il est possible de suivre leur évolution en observant celle du taux de l'intérêt. Smith soutient, en effet, avec raison, qu'en

période de hausse des profits, nombreux sont ceux qui veulent, soit fonder une entreprise, soit étendre celle qu'ils exploitent déjà. Ainsi se produit une demande accrue de capitaux nécessaires à la marche des entreprises et une hausse du taux de l'intérêt. Tout cela est fort logique et l'on peut seulement y faire une petite critique de détail mais qui, étant donné que Smith insiste lui-même sur l'incessante variabilité des profits, trouve sa place ici ; en effet, les entrepreneurs, ou ceux qui désirent le devenir, font appel aux capitaux parce qu'ils ont remarqué le taux élevé des profits ; mais pendant le temps qu'ils mettent à obtenir ces capitaux, et qu'ils contribuent par leur demande à faire monter le taux de l'intérêt, celui des profits a pu se modifier. Il serait, par conséquent, plus exact de dire que le taux de l'intérêt, à un moment donné, permet de se rendre compte de celui des profits à un moment très légèrement antérieur. Pour la commodité du raisonnement, il est plus facile de ne point tenir compte de cette approximation, mais il n'est pas mauvais de la remarquer.

Cette réserve faite, il faut ajouter aussi qu'en pratique cette mesure des profits par le taux de l'intérêt n'est ni aussi sûre, ni aussi précise que Smith a pu le croire. Ricardo montre qu'elle est, en grande partie, faussée par la fixation légale du taux de l'intérêt : en effet, les historiens, n'osant pas établir au grand jour l'illégalité des pratiques

commerciales, n'ont pas l'audace de raisonner sur le véritable taux courant de l'intérêt, et ainsi les renseignements qu'ils donnent ne sont guère utilisables. Pour Smith, ces renseignements sont tout de même extrêmement intéressants, car il est persuadé que le taux légal ne fait que suivre les variations du taux courant : lorsqu'il envisage les limitations dont l'intérêt a fait l'objet sous les divers souverains anglais, il affirme que « ces différents règlements paraissent avoir été faits avec beaucoup d'égard aux circonstances ; ils semblent avoir suivi et non précédé le taux de l'intérêt de la place, ou le taux auquel empruntaient habituellement les gens qui avaient bon crédit ». Ricardo est persuadé, au contraire, que pour des raisons morales ou autres, l'on fixe un maximum légal du taux de l'intérêt sans faire grand cas des considérations purement économiques. Il croit enfin que le taux de l'intérêt peut subir des variations, au moins temporaires, ayant d'autres causes que la demande plus grande de capitaux que font des entrepreneurs encouragés par de gros profits, variations qui peuvent résulter, par exemple, de fluctuations dans la quantité de métal précieux produit et dans sa valeur. Ce dernier point de vue n'a pas perdu de son importance puisque l'on peut voir de nos jours des économistes comme M. Raymond Patenôtre expliquer, un peu légèrement, les crises économiques et les perturbations dans le profit et l'intérêt qui en résultent, par une pré-

tendue insuffisance de métal précieux (1). Il faut admettre pourtant, au moins en théorie, que la méthode de Smith est extrêmement solide. Le fait qu'il attire notre attention sur ce que le taux de l'intérêt et le taux des profits varient dans le même sens pourrait nous faire croire qu'il voit très bien, même au point de vue du profit, la distinction qu'il faut faire entre eux, puisque l'assimilation ne va pas de soi et qu'il faut la faire remarquer. Mais il n'en est rien : Smith sait évidemment la différence qu'il y a entre l'intérêt du capital et ce que nous appelons aujourd'hui profit des entrepreneurs. Il n'en reste pas moins que dans le chapitre qu'il consacre aux profits, envisagés comme formant une catégorie de la répartition, il englobe sous la dénomination de « Profits du capital », elle-même assez ambiguë, salaire de l'entrepreneur et intérêt du capital investi dans l'entreprise. Bien mieux, la rapidité avec laquelle il montre que taux des profits et taux de l'intérêt ont les mêmes variations est peut-être un nouvel indice et en quelque sorte une explication de cette confusion.

PARAGRAPHE III

Fixation du profit.

Smith ne consacre aucun paragraphe spécial à la fixation du profit, à l'inverse de ce qu'il a fait

(1) *La crise et le drame monétaire*, Librairie Gallimard, 1932. — *Voulons-nous sortir de la crise*, Librairie Plon, 1934.

pour le salaire dès le début du chapitre VIII. Il nous a montré, en effet, d'une part, que le profit a un caractère résiduel (c'est ce qui reste une fois payés les salaires et éventuellement l'intérêt des capitaux) ; et, d'autre part, que la mesure de ce résidu se fait par l'intermédiaire du taux de l'intérêt. Il convient simplement de souligner que si l'entrepreneur est sans action directe sur le taux de l'intérêt, il fait tous ses efforts pour peser sur les salaires et les réduire le plus possible afin d'augmenter sa part. Il suffira de se reporter au chapitre I^{er}, section I, paragraphe 1, pour se rendre compte avec Smith de la position privilégiée du patron sur ce point. Les grands économistes libéraux qui ont écrit après Smith insistent moins que lui sur l'action que peuvent avoir les maîtres sur les salaires, mais par contre ils s'étendent davantage sur son caractère résiduel. Pour Ricardo, comme nous le verrons dans la deuxième partie, la répartition de la valeur des produits se fait entre deux seuls éléments : le salaire des ouvriers, les profits du capital. Stuart Mill est encore plus catégorique puisqu'il estime que les deux seuls éléments dont dépend le profit sont, d'une part, la puissance productive du travail employé dans une entreprise déterminée, l'importance du produit ainsi obtenu, et d'autre part, la proportion que les ouvriers eux-mêmes prennent dans ce produit. Le profit réalisé se révèle, par une simple soustraction, lorsque de la valeur

totale du produit on a ôté la rémunération du travail. Stuart Mill est plus pointilleux que Ricardo sur ce que comprend cette rémunération. Il tient à l'expression coût du travail. Pour Ricardo, salaire et coût du travail sont des termes synonymes. Stuart Mill fouille au contraire cette dernière notion et remarque qu'il faut appeler plus proprement salaire ce que le travail rapporte à l'ouvrier, et coût du travail ce que, comme ces mots mêmes l'indiquent, il coûte au capitaliste. Ceci posé, il lui est aisé de constater que parfois le travail coûte cher bien que les salaires soient bas, et il en donne deux exemples : *a*) le travail bon marché est souvent peu productif et peut revenir en définitive fort cher à l'entrepreneur (nous voyons la confirmation de cette hypothèse dans nos colonies) ; *b*) si les denrées sont chères, les salaires, bien qu'élevés pécuniairement et constituant une lourde charge pour l'entrepreneur, sont, au point de vue de leur pouvoir d'achat, relativement bas pour l'ouvrier (on pourrait tirer les mêmes conclusions des remarques de Smith sur les salaires pécuniaires et les salaires réels).

On peut donc conclure que Smith et les auteurs classiques estiment, avec plus ou moins de précision, que le profit se fixe tout simplement à ce qu'il reste une fois les salaires payés.

En conséquence, plus la part de ces derniers est grande, plus les profits sont modestes, et nous voyons comment Smith est arrivé à la conviction

que, dans la majorité des cas, profits et salaires varient en sens inverse. De plus, nous avons vu que la part attribuée aux ouvriers, les mouvements généraux des salaires, leur tendance vers la hausse ou la baisse tout au moins, sont l'effet de causes précises que nous avons étudiées, causes dont l'action s'étend ainsi également aux profits. Parmi ces causes, celle à laquelle les économistes que nous étudions donnent le premier rang est certainement la quantité de capitaux disponibles, que Smith assimile à la richesse nationale. Les variations de ces capitaux, de cette richesse ont donc des répercussions profondes sur la fixation et la variation du taux des salaires et des profits, et l'étude de ces variations constitue dans l'œuvre de Smith à la fois ce qui est de plus instructif pour nous et ce qui est de plus original en elle. Smith la mêle, dans les chapitres VIII et IX de son livre I^{er}, à l'examen des autres questions concernant le salaire et le profit qui ont fait l'objet de cette première partie. Nous avons préféré consacrer une deuxième partie aux variations comparées du salaire et du profit dans laquelle un chapitre sera plus particulièrement réservé à leurs variations par rapport à la richesse nationale.

DEUXIÈME PARTIE

**LES VARIATIONS DU SALAIRE ET DU PROFIT
ENVISAGÉES DANS LEUR ENSEMBLE, EN
FONCTION LES UNES DES AUTRES.**

Dans la première partie de cet ouvrage, nous avons suivi dans les chapitres VIII et IX de Smith l'étude qu'il a faite de ces éléments fondamentaux de la répartition, que sont le salaire et le profit. Dans ces chapitres, Smith pose la notion qu'il a de ces éléments, indique comment il envisage leur fixation et leurs variations. Cette étude, il la fait, le plus qu'il le peut, d'une façon séparée pour le salaire auquel il consacre le chapitre VIII et pour le profit qui est l'objet du chapitre IX. Les précisions qu'il apporte sur cette fixation et ces variations sont dégagées dans chaque chapitre, grâce à de longues considérations de fait et à des développements qui peuvent sembler parfois des diversions d'un intérêt secondaire. Pourtant, dans notre première partie, nous avons tenu à le suivre presque pas à pas, parce que la façon dont il mène examen des faits et développements quasi théoriques, et dont il dégage sa doctrine, est à la fois un de ses attraits et le plus sûr moyen de le comprendre. Ce serait en effet le déflorer et donner à son œuvre une rigueur à laquelle elle ne prétend pas et qui serait exposée à de trop faciles critiques, que de se contenter de résumer ses conclusions en quelques sèches formules. Fidèle à notre plan, nous l'avons suivi dans ses explo-

ractions au milieu des faits économiques, nous avons travaillé à la compréhension et à l'ordonnance de ces faits. Au fur et à mesure du travail que nous refaisions avec lui et des conclusions auxquelles il nous faisait parvenir, nous avons opposé simplement, avec le moins de discussions possibles, les conclusions les plus couramment admises aujourd'hui, après un siècle et demi particulièrement fertile en expériences économiques. Nous avons ainsi essayé de distinguer en lui ce qui est impérissable de ce qui était forcément lié aux considérations de son temps. Souvent même, à propos de la méthode et des raisonnements qui le conduisaient à ses conclusions, il nous est arrivé d'indiquer ses lacunes et de montrer comment, à notre sens, avec plus de rigueur, ou en poussant impitoyablement le processus du raisonnement amorcé par Smith, on pouvait arriver à des conclusions qui semblent bien étrangères à lui.

Mais dans tout cela nous avons, le plus qu'il nous a été possible, tenté de réduire au minimum un élément de complication. Nous avons essayé d'envisager salaires et profits en eux-mêmes et de faire abstraction de leurs variations, étude que Smith mêle pourtant à celles qui ont fait l'objet de notre première partie. En effet, après le chapitre IX, Smith ne consacre plus aux salaires et aux profits qu'un dernier chapitre : le dixième, et celui-ci traite des salaires et des profits dans les

divers emplois du travail et du capital. C'est là une question fort importante que nous exposons dans cette deuxième partie, consacrée uniquement aux variations du salaire et du profit, envisagées les unes par rapport aux autres, dans l'étude desquelles Smith a été particulièrement heureux. Mais il nous est apparu que dans son œuvre il y avait bon nombre de développements sur les variations respectives du salaire et du profit qui avaient pris place dans les chapitres précédents. Nous voulons citer les variations des salaires et des profits par rapport à la richesse nationale et au niveau des prix. Il étudie ces variations d'une façon éparsée dans les chapitres VIII et IX, et surtout dans celui consacré au salaire. Ce sont là questions que nous avons évoquées dans les chapitres précédents, car, fidèle à notre méthode, nous n'avons pas voulu omettre de souligner comment Smith les avait rencontrées et leur avait donné leurs principales solutions. Mais comme il s'agit là, encore une fois, des points de vue les plus personnels qu'ait eus Smith sur la répartition, il nous a paru indispensable de tracer dans un chapitre distinct un tableau succinct et le plus clair possible des conclusions d'ensemble auxquelles Smith est arrivé sur ce point. Ainsi, nous étudierons dans cette deuxième partie :

Chapitre I. — Variations respectives et comparées des salaires et des profits par rapport aux divers emplois du travail et du capital.

Chapitre II. — Variations respectives et comparées des salaires et des profits par rapport aux mouvements de la richesse nationale et au niveau des prix.

CHAPITRE PREMIER

DES SALAIRES ET DES PROFITS DANS LES DIVERS EMPLOIS DU TRAVAIL ET DU CAPITAL

Dans les chapitres VIII et IX de son œuvre, Smith envisage à la fois la fixation et les mouvements généraux des salaires et des profits, mouvements qui les entraînent, dans un sens ou dans un autre, vers la baisse ou la hausse. Dans son chapitre X, il précise davantage comment se fixent et varient salaires et profits dans les principales industries et emplois du travail et du capital. Il expose ainsi d'une manière d'ensemble, en s'attachant à être le plus complet possible, les causes qui font qu'en pratique, à un moment donné, dans un pays donné et à un stade déterminé de la richesse nationale, les salaires et les profits varient et souvent très fortement, suivant les emplois du travail ou du capital. Il envisage les causes qui influent à la fois sur les salaires et les profits et celles qui n'ont d'influence que sur l'un ou l'autre de ces éléments. Il est donc amené à les classer et à limiter avec précision leur champ d'action. La première division qu'il en a faite,

division très normale chez lui qui vise avant tout à dégager les lois naturelles régissant la vie économique, consiste à considérer d'une part « les inégalités qui procèdent de la nature même de l'emploi » et d'autre part « les inégalités causées par la police de l'Europe », c'est-à-dire les causes artificiellement créées ou renforcées par les corporations, règlements administratifs, etc., en un mot décelant l'intervention de l'homme dans le jeu de ces lois.

SECTION I

Inégalités qui procèdent de la nature même de l'emploi.

PARAGRAPHE I

Les causes de variations.

A) Causes qui influent à la fois sur le taux des salaires et sur celui des profits.

Ce sont : le degré d'agrément ou de désagrément de l'emploi et la chance de succès qu'il présente.

1^o *Agrément ou désagrément de l'emploi.* — Il est en effet tout naturel que le salaire ou le profit soit plus ou moins élevé, suivant que l'emploi auquel on consacre son activité est aisé ou pénible, propre ou malpropre, honorable ou méprisé. Plus exactement, celui qui se résigne à exercer un emploi pénible, malpropre ou méprisé, demande en retour à être assuré d'une forte rémunération, faute de quoi il abandonnera cette tâche et il ira

porter ailleurs son activité. Smith prend un cas extrême et note très justement que le plus affreux de tous les emplois, celui d'exécuteur public, est, en proportion de la qualité du travail, mieux rétribué que tout autre métier.

2^o *Chances de succès.* — a) Il est beaucoup d'emplois, aussi bien manuels qu'intellectuels, où il y a de fortes chances pour que l'apprenti n'arrive pas de si tôt, et même jamais, à vivre largement de sa profession ; c'est ce qui se passe dans la carrière d'avocat et qui explique le montant élevé des honoraires. Pourtant, Smith remarque à ce propos que beaucoup de jeunes hommes préfèrent végéter dans cette carrière que se diriger vers une autre. C'est, dit-il, d'abord à cause de la considération que la société porte aux juristes et aussi en raison d'une vérité psychologique d'expérience : le fait que chacun se fait toujours beaucoup d'illusions sur son talent et par conséquent sur ses chances de succès. De même, c'est la croyance, sinon en leur intelligence, du moins en leur chance, qui explique en grande partie le nombre des engagements dans l'armée, surtout en période de guerre. Il faut donc admettre que si les diverses chances de succès offertes par les différents emplois forment bien une cause d'inégalité dans la rémunération de ces emplois, l'optimisme avec lequel les hommes envisagent tout naturellement leurs capacités et leur chance les illusionne, les rend moins difficiles sur la rémunération et par conséquent

limite cette inégalité des salaires et des profits. Smith, lui-même, remarque, en en donnant comme exemple l'exercice de la contrebande, que par suite de cet optimisme, le profit ne s'élève pas toujours en proportion du risque et que c'est dans les commerces les plus hasardeux que les banqueroutes sont les plus fréquentes.

Smith va même jusqu'à constater que les profits des assureurs sont extrêmement modérés en raison de cet état d'esprit qui leur fait sous-estimer les risques. Au ^{xx}^e siècle, on a pris, au contraire, l'habitude de constater que les profits des compagnies d'assurances sont assez élevés, mais cela est dû en grande partie aux limitations qu'un calcul des probabilités de plus en plus précis a donné à l'optimisme naturel des assureurs.

b) Pour les profits considérés en tant qu'intérêts d'un capital, la chance de succès consiste en une certitude plus ou moins grande que possède le capitaliste dans le remboursement de son prêt. A cet égard, Smith a donc remarqué que les prêts à l'extérieur des frontières offrant, en plus de l'incertitude normale des affaires, celle d'événements politiques souvent imprévisibles, sont habituellement consentis moyennant un intérêt plus élevé que les prêts faits à l'intérieur d'une nation. Mais ici, on peut faire une remarque contraire à celle que nous avons émise au sujet de la rémunération de l'activité des hommes. Malgré tout ce qu'on a pu dire sur la naïveté des capitalistes, il semble

bien que l'extension des affaires, les difficultés financières de celles-ci et, en ce qui concerne les emprunts extérieurs, l'instabilité croissante de la plupart des gouvernements, les aient rendus à la fois plus perspicaces et plus timides. C'est pourquoi nous avons déjà pu constater que dans les périodes un peu troublées, comme la période actuelle, quantité de capitaux hésitaient à s'employer. Il semble bien que l'homme, encore foncièrement optimiste quand il s'agit du fruit de son activité, devienne de plus en plus circonspect quand il s'agit de placer le fruit de son travail. Si on a pu parfois se plaindre de la légèreté des prêteurs, d'ailleurs avec beaucoup d'exagération, il faut l'attribuer surtout à la publicité financière, à ses mensongères promesses et parfois même aux pressions officielles qui ont pris, depuis un siècle, un développement inouï, et que Smith ne pouvait certainement pas prévoir.

*
* *

Dans l'étude des causes d'inégalité influençant à la fois le taux des salaires et celui des profits, Smith s'occupe surtout des salaires. Il est persuadé, en effet, que ces causes jouent beaucoup moins pour les profits. Pourtant la situation de l'entrepreneur qui se livre à un genre déterminé d'entreprise est un peu la même, au point de vue de l'agrément ou du risque qu'elle comporte, que

celle de l'ouvrier qui y travaille. Dans les développements qui précèdent nous les avons toujours considérés ensemble.

Smith n'en fait pas tout à fait ainsi, car il considère aussi dans le profit, et on pourrait même dire surtout, la part du capitaliste : l'intérêt. A ce point de vue, il est certain que les réactions des capitaux sont moins vives que celles des salaires et l'on peut dire avec Smith que « dans une localité le taux moyen des profits ordinaires dans les divers emplois du capital se rapprochent bien plus de l'égalité que celui des salaires pécuniaires des diverses espèces de travail ». Ce qui influe surtout sur l'intérêt, c'est la certitude plus ou moins grande des remboursements, et c'est pourquoi Smith, en étudiant les chances de succès, a consacré un petit paragraphe à la variété des profits suivant la plus ou moins grande certitude de ce que le traducteur français appelle d'un mot déjà moderne « les rentrées ».

Comme nous l'avons déjà souligné, Smith voit bien ici l'imperfection de sa notion de profit : « La différence apparente qui semble exister, dit-il, entre deux différents genres d'industrie est en général une illusion qui provient de ce que nous ne distinguons pas toujours ce qui doit être regardé comme salaire (entendre rémunération du travail d'un entrepreneur) de ce qui doit être considéré comme profit. »

Smith formule cette constatation pour expliquer

pourquoi il donne moins d'influence aux causes d'inégalité sur le taux des profits que sur celui des salaires. En effet, le peu d'action qu'ont ces causes sur le profit agit sur l'élément salaire de ce profit ; le reste, l'élément intérêt en étant à peu près indépendant. Cela est vrai, mais c'est justement ce défaut de dissociation entre les divers éléments du profit que nous avons déploré chez Smith. Aussi devons-nous dire d'une façon plus large que, pour qu'un entrepreneur s'emploie à une besogne manquant d'agrément ou de certitude de succès, il faut qu'il espère en tirer de gros profits, et le profit contient ici l'élément salaire, plus l'élément *sui generis* et irréductible en salaire ou intérêt que nous avons dégagé dans le chapitre II de notre première partie.

B) Causes d'inégalité particulières aux salaires.

En plus des causes que nous avons examinées, Smith remarque que d'autres éléments font varier les salaires suivant les emplois et ne font varier que les salaires car ils agissent sur la personne même de celui qui travaille.

Ces causes sont au nombre de trois :

1^o *Facilité ou difficulté, bon marché ou cherté de l'apprentissage.* — Cet élément envisage, si l'on peut dire, le coût de production du travailleur, le labeur qu'il a dû effectuer et les dépenses qu'il a dû faire pour apprendre son métier, pour devenir un ouvrier capable de gagner sa vie. Plus ces dépenses ou ce labeur sont élevés, plus l'homme,

une fois pourvu de son métier, est porté à en tirer une rémunération élevée. Cela n'est pas toujours possible et la loi de l'offre et de la demande impose parfois, à ceux qui ont fait un long apprentissage, des gains très modestes. Smith en a fait lui-même la remarque à propos des carrières juridiques. Mais, dans les périodes où le gain laissé par ces professions se trouve être relativement médiocre, les autres carrières donnent le plus souvent un rendement plus faible encore. Si bien que le principe reste vrai en gros et que l'on peut dire que dans un état économique donné, la rémunération est plus forte dans les professions qui exigent un apprentissage plus délicat.

Encore faut-il apprécier largement la notion d'apprentissage. Smith constate que l'on considère à tort les paysans comme des manœuvres qui n'ont besoin d'aucun apprentissage spécial. Cette appréciation est rendue possible par le fait que, contrairement à la plupart des ouvriers, les paysans ne consacrent pas quelques années bien déterminées à apprendre leur métier. Au contraire, élevés chez leurs parents, paysans eux-mêmes, et ne consacrant souvent que fort peu de temps à la fréquentation de l'école, ils s'initient de bonne heure et progressivement aux travaux des champs fort complexes et à la fois rudes et délicats. Ainsi leur apprentissage est-il, malgré les apparences, l'un des plus longs et des plus difficiles qui soient.

2^o *Constance ou incertitude de l'occupation.* — Il est évidemment naturel que les salariés qui sont

assurés de travailler toute l'année se contentent de salaires moindres que ceux qui ne peuvent le faire qu'à certaines époques, quitte le reste du temps à chômer ou à s'employer au petit bonheur. Cela part de la préoccupation exprimée par la maxime populaire : « Que tout métier doit nourrir son homme » que Smith a poussée, nous l'avons vu à propos du salaire nécessaire, au delà même de cette constatation de simple bon sens.

3^o *Confiance plus ou moins grande qu'il faut accorder aux travailleurs.* — Lorsqu'on confie à ces derniers des matières précieuses, des sommes élevées ou même sa vie et sa santé, il faut que la rémunération de l'ouvrier lui assure une situation assez indépendante pour qu'il ne soit pas tenté de faire un mauvais usage des biens qu'on lui confie.

*
* *

A ces circonstances Smith n'accorde aucune action sur les profits. Nous en avons donné la raison : c'est parce qu'elles influent directement sur la personne qui est rémunérée et qu'elles donnent ainsi à ses services un prix plus ou moins élevé. Mais Smith ne l'entend pas tout à fait ainsi et après l'indication de chacune des causes que nous avons exposées, il a ajouté en fin de paragraphe, pour justifier leur non-extension au profit, des explications qui montrent qu'il persiste ici dans la confusion faite par lui dans la notion même de profit. Certes, l'élément

de salaire qui entre dans le profit est soumis à toutes les causes de variation suivant les emplois, mais c'est à propos de l'autre élément vu par Smith et qui est pour lui le plus important (la rémunération des capitaux employés dans les diverses entreprises) que nous allons présenter quelques observations.

a) Smith affirme tout d'abord que : « Les profits des capitaux sont très peu affectés par la facilité ou la difficulté d'apprentissage de la profession dans laquelle ils sont employés. » Cela va de soi, c'est avant tout du rendement de l'entreprise que se soucient ces capitaux. Mais on peut protester lorsqu'il affirme « que les différents emplois dans les grandes villes, à cause de l'étendue des débouchés, paraissent offrir communément chacun la même somme de difficultés et de facilités ». Une branche quelconque de commerce, soit étranger, soit domestique, ne saurait, ajoute-t-il, être beaucoup plus compliquée qu'une autre. La complexité croissante des rapports économiques nous apprend au contraire que certaines branches de commerce sont beaucoup plus compliquées que d'autres et exigent des connaissances beaucoup plus approfondies. C'est donc là un mauvais argument et il vaut mieux certes se contenter de dire que les profits, au sens où les entend Smith, c'est-à-dire surtout l'intérêt des capitaux, ne sont solidaires de la longueur et de la difficulté de l'apprentissage qu'autant que celles-ci influent sur le rendement de l'entreprise et attirent vers elle les capitaux et les

hommes, emportant ainsi, toutes choses égales d'ailleurs, la rémunération de ces derniers vers la baisse.

b) De même, à propos de la confiance qu'il faut accorder à l'ouvrier, il est plus vraisemblable, mais non tout à fait exact, que le crédit qu'acquiert un homme dans le public « ne dépend pas de la nature de son commerce, mais de l'opinion qu'on a de sa fortune, de sa probité et de sa prudence ». Certes, cette opinion compte pour beaucoup, mais l'expérience apprend parfois au public que, dans certaines professions, les tentations ou la rapidité des événements constituent bien l'élément de risque dont Smith reconnaît l'influence sur les profits.

c) Par contre, il semble bien que l'on puisse, à propos de la certitude ou de l'incertitude de l'emploi, dire avec Smith que les profits ne peuvent que très rarement en être affectés et que c'est la faute du commerçant et non celle des affaires, si le capital n'est pas constamment employé : il y a pourtant un certain risque dans les placements qui peuvent faire l'objet d'un remboursement avant terme ou d'une diminution d'intérêt (conversion des rentes sur l'Etat).

PARAGRAPHE II

Effets généraux de ces causes.

A) Principe de l'égalité des sommes totales des avantages et des inconvénients dans chacun des emplois du travail ou du capital.

Les développements que Smith place sous cette

rubrique, pourtant fort alléchante, n'ont pas un très grand intérêt. Il commence, en effet, par constater que les causes qu'il a dégagées précédemment occasionnent bien des inégalités dans les salaires et dans les profits, suivant leurs emplois. Mais il s'empresse d'ajouter que dans chacun de ces emplois, la somme totale des avantages et des inconvénients réels ou imaginaires est la même que dans les autres. Ces circonstances seraient seulement de nature à compenser dans certains cas la modicité du gain pécuniaire et à en balancer la supériorité dans d'autres.

C'est là un principe qui n'ajoute rien à notre étude, sinon une certaine obscurité. Comment apprécier la somme des avantages et des désavantages dans chaque emploi du travail ou du capital et par suite leur égalité ? Comment Smith a même été amené à affirmer ce principe comme étant si naturel et absolu qu'il se dispense de toute preuve ? Il a peut-être été frappé par le fait que, malgré tous les désavantages matériels et moraux qu'offrent certains emplois, ceux-ci trouvent tout de même les bras et les capitaux nécessaires. Mais il suffisait alors de dire que le revenu qu'on en tire se trouve majoré de façon à compenser ce désavantage. Cette notion d'égalité est donc un peu nébuleuse et ne s'imposait pas.

B) Conditions de cette égalité.

Elle est d'autant moins utile aux présents déve-

loppements que Smith reconnaît que pour qu'elle ait lieu, il faut, en supposant même la plus entière liberté, la réunion de trois conditions, ce qui exclut à peu près ce principe du domaine de la pratique. Il étudie ainsi, à propos de ces conditions, des circonstances extrêmement intéressantes, mais qui n'ont qu'un rapport assez lointain avec le principe qu'il a d'abord énoncé.

1^o *Les emplois doivent être également bien connus et exister depuis longtemps dans une localité.* — En effet, toute entreprise nouvelle est une spéculation dont l'auteur se propose d'excellents revenus. Bien souvent, il comble ou croit combler une lacune dans la production, et toujours il est obligé de détourner d'autres destinations les capitaux et les salariés, ce qui fait que pour ceux-ci cet emploi rompt à son profit la somme des avantages.

2^o *Les emplois doivent être dans leur état naturel.* — C'est-à-dire lorsque l'offre et la demande des produits fabriqués dans ces entreprises, et par conséquent celles de bras et de capitaux, sont dans leur état normal.

3^o *Les emplois doivent être la seule ou tout au moins la principale préoccupation de ceux qui les exercent.* — Lorsque le salaire que l'on demande à une tâche est simplement ce que l'on nomme un salaire d'appoint appelé à compléter quelque'autre gain, il est certain que l'on se montre très peu exigeant sur le montant de ce salaire. De même, de nos jours, il est des professions (employés de commerce

par exemple) où les petits retraités, profitant déjà d'une pension qui les rend moins exigeants sur les traitements, font une redoutable concurrence aux candidats plus jeunes. Les métiers qui rendent possible l'utilisation assez large de ces travailleurs voient, aux yeux tout au moins des autres ouvriers, s'accroître la somme de leurs désavantages.

En résumé, la revue rapide de ces éléments permet de montrer que leur action a lieu sur l'offre et la demande de main-d'œuvre ou de capitaux et que, par conséquent, Smith pouvait facilement les englober dans ses développements précédents, sans avoir recours aux principes d'égalité des avantages et des inconvénients dans les différents emplois qui n'éclairent en rien la question.

SECTION II

Inégalités causées par la police de l'Europe.

Dans les développements qui ont fait l'objet de la section précédente, Smith a supposé que la plus entière liberté régnait dans la vie économique. Mais, en fait, cette activité est soumise, dans chaque Etat, à plusieurs systèmes de lois et de règlements que Smith désigne dans leur ensemble sous le nom de police de l'Europe. Cette police est une nouvelle source d'inégalité entre les salaires et les profits des divers emplois. En effet, d'une part, elle restreint ou augmente la concurrence dans certains d'eux au delà de ce qui serait nécessaire ;

d'autre part, elle empêche l'équilibre ainsi rompu de se rétablir, en gênant la libre circulation du travail et du capital qui ne peuvent pas se porter librement vers les emplois où la concurrence est moindre et par conséquent la ramener au niveau normal.

I. — *Restriction de la concurrence par les privilèges
des corporations.*

Ces privilèges ont pour but d'empêcher la plupart des apprentis d'arriver à l'état de maître, et par conséquent de limiter le nombre des maîtres, de restreindre autant que possible la concurrence dans tel ou tel métier déterminé. C'est dans ce but, par exemple, que, par l'interprétation la plus étroite du statut d'Elisabeth, l'on fixe un maximum au nombre des apprentis que chaque patron peut posséder et que l'on exige un très long temps d'apprentissage (jusqu'à sept ans) avec toutes sortes d'épreuves. Toutes ces précautions ne sont donc prises qu'en faveur des maîtres eux-mêmes et non en faveur des consommateurs auxquels elles assureraient, a-t-on souvent prétendu, une excellente qualité de produits fabriqués. Quoi qu'on en ait dit, un long apprentissage non rémunéré n'incite pas du tout les débutants au travail, et la plupart des métiers ne sont pas si difficiles qu'ils ne puissent être appris convenablement en beaucoup moins de sept ans par un apprenti dont la rémunération s'accroîtrait au fur et à mesure de

ses progrès. Imposer de si longues périodes d'attente aux jeunes gens, c'est, au contraire, leur ôter leur juvénile ardeur, les dégoûter de leur métier et les pousser à attendre passivement la fin de leur stage. La production d'un ouvrage défectueux n'est pas le plus souvent le fait de l'inhabileté, mais bien celui de la fraude et du « bâclage ». Il s'agit donc de réprimer ces deux fautes et cela est une tout autre affaire que de barrer à un apprenti la route de son métier.

D'autre part, prétendre que les corporations ont le mérite d'assurer par leurs règlements la discipline dans la profession procède d'une vue erronée. La véritable discipline qui agit sur un ouvrier, c'est celle que lui imposent ses pratiques et « c'est la crainte de perdre l'ouvrage qu'elles lui donnent qui prévient ses fraudes et corrige sa négligence ». L'entente qui lie au contraire les membres d'une même corporation met le public en face d'une certaine irréductibilité et l'oblige souvent à accepter des prix et des conditions qui seraient moins rigoureux en cas de libre concurrence. Ces règlements méconnaissent, en outre, le principal moteur de l'activité économique, l'intérêt personnel, ou plutôt ils sacrifient délibérément celui des apprentis et des consommateurs en faveur de celui des maîtres qui redoutent constamment de voir s'augmenter la concurrence, et par conséquent, se restreindre leurs profits. Ils portent enfin entrave à la liberté de l'homme qui est à la fois son droit le plus sacré

et, au point de vue économique, la condition la plus nécessaire au jeu, le plus profitable pour tous, de l'intérêt personnel.

II. — *Augmentation artificielle de la concurrence dans certains emplois.*

Smith remarque que certaines professions ont paru à l'Etat et à certaines collectivités si importantes, qu'ils ont craint de ne pas voir assez de jeunes gens s'y destiner : c'est ainsi qu'on les a poussés vers elles en facilitant démesurément l'apprentissage et que, par exemple, pour la carrière de prêtre ou de professeur, il existe toutes sortes de bourses. De même il ajoute que cette pléthore aurait lieu aussi pour le droit et la médecine si la charité s'y mettait également et c'est là une éventualité qui est en train de se réaliser de nos jours. Smith aurait pu ajouter que ce que l'on nomme aujourd'hui « course aux professions libérales », « prolétariat intellectuel », etc., a été favorisé également par les causes qu'il a étudiées : l'agrément et surtout le prestige de certaines de ces professions, l'illusion que se fait chacun sur les chances qu'il a d'y parvenir. Avec le développement de l'instruction qui s'est produit au XIX^e siècle, ce problème est devenu un des plus actuels et des plus ardues de notre temps et il forme une question spéciale dans la discussion de laquelle il ne nous appartient pas d'entrer. Nous tenons seulement à souligner, une fois de plus, que Smith,

tout en se félicitant surtout du bon marché des services de ces prêtres, professeurs, etc., avait déjà vu le problème et pressenti son acuité future.

III. — *Entrave à la libre circulation du travail ou du capital.*

Dans les deux paragraphes précédents, Smith a envisagé comment les lois et règlements, en agissant sur la concurrence, créaient un état économique assez factice et une sorte de déséquilibre entre l'offre et la demande. Il montre ensuite comment les mêmes lois empêchent le capital et le travail de rétablir cet équilibre en se portant dans les emplois où leur utilité se fait le plus sentir.

1^o C'est surtout pour le travail que ces obstacles sont importants. Indépendamment de la répugnance qu'a souvent l'homme à se déplacer, nous avons déjà vu que les statuts d'apprentissage gênent la libre circulation d'un emploi à un autre, même dans un même lieu, et que les privilèges exclusifs des corporations la gênent d'un lieu à un autre, même dans le même emploi. Smith ajoute que la loi sur les pauvres, sous le régime de laquelle vivait l'Angleterre d'alors, aggravait encore ses inconvénients. Dans un but fort louable de charité, elle obligeait chaque paroisse à pourvoir à la subsistance de ses pauvres ; aussi les différentes paroisses répugnaient-elles à accueillir les ouvriers venant du dehors et à les voir se domicilier dans le pays, de crainte d'avoir un jour à les entretenir. On essaya vainement de remédier à cette crainte

par le système des certificats, dans lesquels la paroisse du dernier domicile légal garantissait les autres contre leurs frais éventuels. Malheureusement, l'officier de paroisse avait pouvoir discrétionnaire pour octroyer ou refuser ce certificat et s'en servait souvent pour des préoccupations de basse police. A la difficulté de déplacement de la main-d'œuvre venait donc s'ajouter, comme l'a dit le Dr Burn — un contemporain de Smith qui écrit sur cette question — l'odieux « du pouvoir de tenir ainsi un homme pour toute sa vie dans une espèce de prison, quelque inconvénient qu'il puisse y avoir pour lui à rester dans l'endroit où il aura eu le malheur de gagner ce qu'on appelle un domicile, ou quelque avantage qu'il puisse trouver à aller vivre ailleurs » (1).

Depuis le XVIII^e siècle, toutes ces entraves ont disparu dans l'intérieur des Etats, mais elles tendent de plus en plus à empêcher les migrations internationales de main-d'œuvre. En effet, la concurrence économique que se font les différentes nations, l'exigence moindre de certaines races (jaunes par exemple), l'organisation des ouvriers dans la plupart des pays, rendent assez difficile l'emploi dans une nation déterminée d'ouvriers étrangers. Certes, à notre époque de surproduction, il n'y a nulle part véritable disette de bras, mais, dans plusieurs Etats, une

(1) Docteur Burn, *Histoire de la législation des pauvres*.

quasi-interdiction d'ouvriers étrangers permet à ceux du pays de conserver des salaires relativement élevés. C'est ainsi que l'Australie, en se fermant complètement à la main-d'œuvre étrangère, a assuré pendant longtemps, malgré une crise industrielle des plus graves, des salaires très hauts. Il est certain que dans un pareil cas, le caractère artificiel de la rémunération ne fait ensuite qu'aggraver l'effondrement général. Toutefois, l'on ne peut se demander sans effroi quel serait le sort de la race blanche si elle était livrée sans défense à la concurrence des masses jaunes très industrielles et habituées, depuis des siècles, à se contenter de salaires infimes.

2^o En ce qui concerne les capitaux, Smith remarque simplement que tout ce qui gêne la libre circulation du travail d'un emploi à un autre, gêne pareillement celle des capitaux, la quantité de fonds qu'on peut verser dans une branche de commerce dépendant de celle du travail qui peut y être employé. Cela est vrai, mais Smith remarque également qu'un riche entrepreneur trouve moins d'obstacles qu'un modeste artisan à s'établir dans une ville, et peut apporter au besoin avec lui les capitaux qui lui sont nécessaires.

Au xx^e siècle, les capitaux sont devenus plus mobiles que jamais, grâce au développement des informations qui répandent, dans le monde entier, les besoins de capitaux que l'on a dans tel pays, et les procédés commodes que l'on possède pour

participer au financement d'une entreprise lointaine (actions, obligations, etc.). Pourtant, en période de crise financière aiguë, certains Etats interdisent parfois l'exportation des capitaux. Il n'est pas d'exemple que cette interdiction ait atteint son but, en raison même de la multiplicité des formes sous lesquelles voyagent les capitaux, formes qui rendent le contrôle de cette évasion à peu près impossible. De plus, elle effraie ceux qui seraient disposés sans cela à pénétrer dans le pays en question. Il semble bien, donc, que le but est chaque fois complètement manqué, et que, contrairement à ce qui se passe pour la main-d'œuvre, il soit à peu près impossible d'empêcher les migrations des capitaux. Tout ce que l'on peut faire, c'est effrayer les capitalistes ou bien, au contraire, par une habile propagande auprès d'eux, essayer de leur faire prendre la direction qu'on leur présente comme la plus profitable.

CHAPITRE II

VARIATIONS RESPECTIVES ET COMPARÉES DU SALAIRE ET DU PROFIT PAR RAPPORT A LA RICHESSSE NATIONALE ET AU COUT DE LA VIE

Dans cette deuxième partie consacrée aux variations respectives des salaires et des profits, nous avons commencé par suivre Smith et par étudier avec lui comment, toutes choses égales d'ailleurs, les profits et les salaires variaient suivant les emplois du travail et du capital. Nous voulons maintenant, pour clore notre exposé sur Smith, y ajouter un chapitre inédit que nous jugeons utile pour les raisons que nous avons indiquées au début de cette deuxième partie. Nous allons donc faire ici ce que nous n'avons pu faire dans notre première partie, trop riche en trop de développements différents, et où nous n'aurions pu donner toute l'importance qu'elle mérite à la question qui va nous occuper. Au risque donc de répéter parfois ce que nous avons énoncé dans notre première partie, nous étudierons dans ce chapitre II, non plus le détail des variations respectives des salaires et des profits d'après les différents emplois (objet du chapitre I^{er}), mais les mouvements généraux de l'ensemble de ces salaires et de ces profits par rapport

aux deux éléments principaux que Smith envisage : richesse nationale, niveau des prix. Ce sera l'objet d'une première section. Dans une deuxième, nous mettrons en regard des conclusions de Smith celles que l'on peut déduire des développements des grands économistes libéraux du début du XIX^e siècle sur les mêmes problèmes, ce qui nous permettra de mesurer l'influence qu'a eue Smith sur eux, et de conclure avec quelque utilité.

SECTION I

Les variations respectives du salaire et des profits
chez Adam Smith.

Dans un paragraphe I, nous dresserons un tableau succinct de ces variations en nous servant des conclusions auxquelles les développements des chapitres VIII et IX de Smith lui ont permis de parvenir. Ce sera l'exposé de la partie théorique de son œuvre sur la répartition. Dans un paragraphe II, nous nous servirons de ces conclusions pour essayer de préciser la façon dont Smith envisageait les rapports entre ouvriers et patrons, en un mot, pour employer une expression moderne : sa doctrine sociale.

PARAGRAPHE I

Exposé théorique de ces variations.

I. — L'accroissement des capitaux et de la richesse nationale entraîne : hausse des salaires, baisse des profits.

1^o *Constatations de fait qui ont conduit Smith à*

ce principe. — En Angleterre, remarque Smith, depuis le règne d'Henri VIII, la richesse nationale s'est accrue, principalement par l'extension du commerce. Les salariés ont vu leur condition s'améliorer, tandis que les profits allaient en diminuant et que le taux de l'intérêt, qui était de 10 % à la 37^e année du règne d'Henri VIII, descendait à moins de 5 % dès le début du XVIII^e siècle. En Ecosse, au contraire, où la richesse progresse plus lentement, les salaires sont plus bas qu'en Angleterre, les profits s'y maintiennent à un taux plus élevé et il faut avoir dans ce pays un crédit excellent pour pouvoir emprunter à 5 %. Le même phénomène se produit en France où la richesse nationale est longue à s'accroître, alors qu'en Hollande, où elle croît rapidement, les salaires sont encore plus élevés qu'en Angleterre et les profits plus bas, les particuliers, jouissant d'un bon crédit, trouvant des capitaux à 3 % et le gouvernement empruntant à 2 %.

Les variations de fait constatées aussi bien dans le temps par l'histoire économique de l'Angleterre que dans l'espace en comparant l'état des salaires et des profits dans différents pays à la même époque, montrent donc bien que les salaires s'accroissent et les profits baissent dans la mesure de l'augmentation de la richesse nationale. Inversement, dans les cas heureusement plus rares où cette richesse est en décadence, l'on voit augmenter les profits et diminuer les salaires ainsi

qu'il arrive aux Indes, au XVIII^e siècle, où les ouvriers ont beaucoup de peine à subsister. Dans ce pays, l'intérêt de l'argent s'élève parfois à plus de 40 % et les entrepreneurs y réalisent d'énormes fortunes. Cette constatation constitue la contre-épreuve des exemples fournis par les pays où la richesse nationale augmente plus ou moins rapidement. Par contre, Smith remarque que salaires et profits varient dans le même sens en des occasions tout à fait exceptionnelles : dans un pays où la richesse est stationnaire, les salaires et les profits sont tous très bas ; dans un pays où la richesse nationale augmente très rapidement, les salaires et les profits sont tous très hauts (exemple de l'Amérique du Nord où les salaires sont très élevés et où l'on emprunte pourtant entre 6 et 8 %).

2^o *Explication rationnelle de ces faits.* — A) A propos de ces études sur le salaire, Smith a posé en principe que tout accroissement de capitaux, et par conséquent de la richesse nationale, entraînait un accroissement correspondant des fonds destinés au salaire et par suite de la demande de main-d'œuvre. Au contraire, les capitaux nouveaux qui sont employés dans un commerce déterminé permettent à de nouveaux commerçants de s'établir, et par là, en augmentant la concurrence, diminuent notablement les profits.

B) Les mêmes raisons expliquent les exceptions que Smith apporte à ce principe :

a) Salaires et profits sont très bas dans un pays à richesse stationnaire. En effet, dans un pays parvenu au dernier degré de richesse qu'il lui est possible d'atteindre en raison de ses ressources naturelles et de l'ingéniosité de ses habitants, et qui en reste là sans avancer ni rétrograder, ces deux éléments de la répartition sont très bas tous les deux. D'une part, ce pays est, par hypothèse, aussi largement peuplé qu'il peut l'être en raison du nombre des hommes que peut nourrir son territoire ou employer son capital ; en sorte que la concurrence, pour y obtenir du travail, y est telle que les salaires sont réduits au minimum. D'autre part, chaque branche particulière d'industrie est saturée de capitaux et ne peut utilement en absorber davantage ; en sorte que la concurrence des capitaux est aussi grande et les profits aussi bas que possible.

b) C'est le phénomène doublement contraire qui se produit dans un pays neuf où la richesse s'accroît très rapidement. Par hypothèse, également, les ressources nationales sont immenses et propres à employer main-d'œuvre et capitaux dont le pays ne dispose pas suffisamment. Aussi, dans ce pays, salariés et capitalistes sont très sollicités et sont assurés de trouver une importante rémunération, jusqu'au jour où leur concurrence ou bien le ralentissement du rythme de l'accroissement de la richesse nationale ramène cette rémunération à un taux de plus en plus modeste.

II. — Action des salaires et des profits sur le coût de la vie.

La solidarité de la richesse nationale et des salaires, et l'opposition des variations de ces deux éléments avec les variations des profits viennent trouver leur corollaire naturel dans la théorie de Smith sur l'influence des salaires et des profits sur le prix des denrées. Smith ne fait pas expressément la liaison entre ces deux séries de considérations, mais on peut soutenir — et ceux-là même l'ont soutenu, contre lesquels Smith a pris la défense des salaires élevés — que les hauts salaires engendrés par l'accroissement des capitaux tendent à atténuer l'effet de cette augmentation, en faisant hausser le prix des denrées et, par conséquent, en limitant le pouvoir d'achat d'une quantité donnée de capitaux.

Sans avoir vu clairement cette objection, Smith y répond en montrant que, même de ce point de vue, les salaires sont liés à la richesse nationale. En effet, il pose le principe que l'élévation des salaires fait moins renchérir le coût de la vie que l'élévation des profits, et il montre, en prenant l'exemple de la fabrication de la toile, que :

a) La hausse des salaires opère sur le prix des marchandises comme l'intérêt simple dans l'accumulation des capitaux : si les salaires des divers ouvriers qui concourent à la fabrication de la toile (seranceurs, fileuses, tisserands, etc.) venaient tous à hausser de deux deniers par jour, il deviendrait

nécessaire d'élever le prix d'une pièce de toile, seulement d'autant de fois deux deniers qu'il y aurait eu d'ouvriers employés à la confectionner, en multipliant le nombre des ouvriers par le nombre des journées pendant lesquelles ils auraient été ainsi employés. En conséquence, dans chacun des différents degrés de main-d'œuvre que supposerait la production d'une marchandise déterminée, cette partie du prix qui correspond au salaire hausserait seulement dans la proportion arithmétique de cette hausse des salaires.

b) La hausse des profits opère comme l'intérêt composé : si tous les profits de tous les différents maîtres qui emploient ces ouvriers venaient à monter de 5 %, cette partie du prix de la marchandise qui représente les profits s'élèverait, dans chacun des différents degrés de la main-d'œuvre, en raison progressive de cette hausse du taux des profits, c'est-à-dire en proportion géométrique. En effet, le maître des seranceurs demanderait en vendant son lin un surcroît de 5 % sur la valeur totale de la matière et des salaires par lui avancés à ses ouvriers ; puis, à l'étape suivante, le maître des fileuses demanderait un profit additionnel de 5 %, tant sur le prix du lin serancé que sur le montant des salaires des fileuses. D'où progression géométrique, puisque portant sur le profit accru de 5 % à chaque étape de la fabrication du produit.

PARAGRAPHE II

*Conclusions sur la situation respective des ouvriers et des patrons.
Position doctrinale de Smith.*

Nous avons pu remarquer, au cours de nos développements, que Smith montre pour les ouvriers une faveur marquée, car il s'attache surtout à défendre la cause des hauts salaires en montrant qu'ils n'ont aucune des conséquences néfastes qu'on leur prête : que, notamment, ils n'entraînent nullement la paresse de l'ouvrier ou la hausse des denrées. Il montre que, surtout à propos du prix des denrées, l'augmentation des profits a des effets plus graves. Enfin, il s'attache, dans les pages les plus heureuses de son livre, à démontrer que l'élévation des salaires est un indice de l'accroissement de la richesse nationale, alors que celui des profits est une marque de décadence. Certes, Smith est bien loin d'envisager ce que nous appelons aujourd'hui la lutte des classes, mais il voit très bien la différence des intérêts qui séparent les ouvriers et les maîtres, et c'est pourquoi, à une époque où, à tort ou à raison, cette divergence est devenue un antagonisme, il est intéressant de rechercher si réellement Smith a pris parti entre eux. En un mot, après avoir exposé sa théorie, c'est-à-dire les conclusions auxquelles un examen des faits l'a conduit, nous allons voir si, en vertu de ces conclusions, il a pris une position doctrinale pour, ou contre ouvriers ou patrons.

I. — Cette position ne ressort pas nettement des développements par lesquels il établit les rapports respectifs des salaires et des profits relativement aux mouvements de la richesse nationale. Il n'en conclut pas qu'il y ait un antagonisme, car pour cela il faudrait qu'entre hausse des salaires et baisse des profits, il y ait plus que concomitance, mais une véritable relation de cause à effet. Or, ce n'est pas le cas. Les salaires ne haussent pas parce que les profits baissent, ou inversement : les salaires haussent et les profits baissent parce que la richesse nationale s'accroît. Ce sont deux effets d'une même cause mais qui n'ont aucune action l'un sur l'autre. « Ainsi, quand les salaires baissent, ce n'est point parce que les profits haussent, mais parce que la quantité des capitaux diminue ou cesse de s'accroître dans le pays, ce qui ne dépend point de la volonté des entrepreneurs. Ainsi, encore, quand les profits baissent, ce n'est point parce que les salaires haussent, mais parce que la quantité des capitaux va croissant dans le pays, ce qui ne dépend pas de la volonté des ouvriers » (1). Tels sont les termes employés par M. Deschamps, qui s'est posé la même question que nous, et il ajoute, à l'appui de ses affirmations, que si, en cas d'accroissement de la richesse nationale, on supprimait par hypothèse l'élévation du salaire

(1) Cours d'Histoire des Doctrines économiques, professé à la Faculté de Droit de Paris, année scolaire 1930-31.

qui en résulte ordinairement, la deuxième conséquence, la baisse des profits, ne s'en produirait pas moins. Réciproquement, nous pouvons poser en principe que ce n'est pas en rognant plus ou moins artificiellement sur les salaires que l'on parviendra à faire hausser les profits, et vice-versa. Certes, pendant la discussion qui s'engage entre les patrons et les ouvriers sur le taux des salaires, les patrons profitent de la situation privilégiée, que Smith a décrite tout au début de ses pages sur la répartition, pour fixer ce taux au plus bas possible. Cela n'empêche pas que c'est l'état croissant, stationnaire, ou décroissant des capitaux qui détermine les mouvements des salaires, les incline vers la hausse ou la baisse. Au sein de ce mouvement même, la discussion entre ouvriers et maîtres fixera avec précision le taux concret du salaire.

En conséquence, la solidarité constatée entre salaire et richesse nationale ne permet pas de conclure que Smith ait envisagé un antagonisme entre salaires et maîtres, dans lequel il souhaiterait la victoire de l'ouvrier. Simplement, il décide qu'il faut se réjouir d'une hausse dans les conditions de vie du plus grand nombre des citoyens, hausse qui est en même temps et surtout l'indice que la richesse du pays va en augmentant.

II. — C'est donc d'un œil froid et, semble-t-il, bien impartial, que Smith considère les rapports entre ouvriers et patrons éclairés à la lumière de ses développements sur les rapports des salaires et

des profits avec la richesse nationale. Pourtant, il est indéniable que l'on rencontre à chaque page de son œuvre, sinon une aveugle sympathie pour l'ouvrier, du moins une clairvoyante méfiance à l'égard des maîtres. C'est qu'il a constaté que ceux-ci défendent très âprement leur gain et notamment n'hésitent pas à livrer aux salariés une lutte fort inégale :

1^o L'action qu'a le patron sur la fixation concrète du salaire est très importante, les développements que lui consacre Smith au début du chapitre VIII le montrent assez. Certes, il ne lui appartient pas de changer le mouvement du salaire, mais, tout en respectant sa direction, il est beaucoup de manières pour un maître avisé de profiter des besoins d'un homme du peuple. Il lui est en effet souvent facile de faire accepter à ce dernier une différence de salaire qui, si minime soit-elle, a, pour cet homme dont la rémunération est déjà modeste, une certaine importance, que M. Deschamps, soucieux de bannir tout antagonisme social, a peut-être sous-estimée.

2^o Surtout, Smith remarque constamment que les maîtres sont mieux organisés que les ouvriers et beaucoup mieux instruits de leurs intérêts. Ils sont aussi plus puissants quand ils travaillent à faire triompher ces intérêts. Ils ont, sur le pouvoir légiférant et les classes moyennes, des arguments propres à montrer que toutes les défaillances de l'industrie nationale sont imputables au taux des salaires, à la trop grande concurrence intérieure ou internationale. Ainsi inspirent-ils aux pouvoirs

publics (en dehors du désir qu'ont ceux-ci de ne pas s'aliéner les chefs d'industrie) une certaine crainte de l'élévation des salaires, et obtiennent-ils d'eux toutes sortes de mesures propres à l'entraver directement ou indirectement : règlement des corporations restreignant la concurrence à l'intérieur d'un pays, protectionnisme empêchant l'entrée des produits étrangers et, par conséquent, restreignant les salaires réels en augmentant le coût de la vie.

III. — Ainsi, on peut rester fidèle à Smith en constatant qu'il estime que, du jeu normal des lois économiques qu'il a contribué à dégager, il ne résulte pas un véritable antagonisme entre les ouvriers et les patrons, mais simplement une situation privilégiée en faveur de ces derniers. Ils ont été tentés d'en abuser et ils y réussissent parfois, car il se trouve, en économie politique comme ailleurs, que la raison du plus fort soit, sinon toujours, du moins trop souvent, la meilleure. C'est donc en permettant aux lois naturelles de l'économie de jouer librement qu'on peut le mieux faire disparaître cette injustice. Le mal vient en effet de ce que les puissants ont eu le pouvoir matériel d'en fausser, si peu que ce soit, le jeu à leur profit. Le véritable espoir de Smith est certainement, là comme ailleurs, encore qu'il ne l'ait pas formulé expressément ici, que les hommes s'éveillant progressivement à leur véritable intérêt, découvriront avec émerveillement qu'ils n'ont pour l'assurer qu'à

cultiver leur jardin de leur mieux et à laisser faire la nature pour le surplus.

Sa déception d'économiste ne serait pas petite de voir que si les ouvriers ont pu de plus en plus combattre les injustices dont ils étaient victimes, ce n'est pas parce que la bonté des lois naturelles a été reconnue, mais bien parce que les salariés se sont organisés et qu'ils ont été aidés, par de nouveaux systèmes politiques, à faire fonctionner en leur faveur les lois et autres éléments artificiels susceptibles de fausser l'économie politique. Ainsi, au lieu d'un apaisement basé sur la liberté, assiste-t-on à un antagonisme croissant provoqué par le fait que chaque classe ayant pris conscience de ses intérêts (mais seulement de ses intérêts étroits et immédiats) agit sur les mêmes pouvoirs pour en obtenir assistance et au besoin servitude ; et ces pouvoirs en sont eux-mêmes tout désarticulés. Certes, chez Smith, l'économiste serait déçu, mais l'historien, l'homme de bon sens n'en serait pas longtemps surpris. Chassé de son espérance, il pourrait murmurer la maxime de Hobbes : « Aussi longtemps la raison sera contre l'homme, aussi longtemps l'homme sera contre la raison ».

SECTION II

Les variations respectives du salaire et du profit chez les représentants les plus éminents de l'école classique.

Ces auteurs ne posent pas d'une façon aussi

nette que Smith le principe de la solidarité des salaires et de la richesse nationale. Ils n'en étudient pas moins la question des variations du salaire et du profit dans les chapitres qu'ils consacrent à la répartition. Ces chapitres nous intéressent à plus d'un titre, aussi bien par les principes sur lesquels ils se basent que par les conclusions pratiques auxquelles ils parviennent.

C'est pourquoi, pour nous rendre compte de la position exacte que Smith occupe dans les théories de l'école classique sur la répartition, nous allons exposer le point de vue des grands écrivains libéraux parmi lesquels nous avons pris ceux qui nous paraissaient les plus importants : Ricardo, J.-B. Say, Stuart Mill. Nous envisagerons très rapidement à propos de ces auteurs, comme nous l'avons fait pour Smith, d'une part, la façon dont ils conçoivent les lois de la répartition ; d'autre part, l'appréciation qu'ils portent sur elles et sur les moyens de les améliorer.

PARAGRAPHE I

Tableau des variations des salaires et des profits par rapport à la richesse nationale.

I. — Ricardo.

Nous avons déjà vu que, pour Ricardo, la répartition de la valeur des produits se faisait forcément entre les salaires des ouvriers et les profits du capital, de telle façon que si la part du salaire

augmente, celle des profits diminue et réciproquement. Il ne considère pas la rente comme un troisième élément, mais comme le principe de toute répartition, de même qu'il montre, dans le reste de son œuvre (et c'est là sa principale différence avec Smith), que c'est le principe de toute production.

La théorie de la rente, telle qu'il l'a construite, lui permet de faire en matière de répartition les mêmes déductions logiques que celles auxquelles il s'est livré en étudiant la production, et ces déductions le conduisent à affirmer, lui aussi, que les salaires augmentent avec la richesse nationale.

En effet, lorsque la richesse nationale est en progrès, la population augmente et l'on est contraint pour la nourrir de cultiver des terres de moins en moins fertiles, de produire plus cher. Le jeu de la rente fait donc renchérir les denrées et augmenter le salaire nécessaire. En effet, soutient Ricardo, si l'on met à part les variations du salaire courant inspirées par les fluctuations de la loi de l'offre et de la demande, qui pour lui ne peuvent être que temporaires, l'on voit, en vertu de ce principe, la rente faire sans cesse renchérir denrées et salaire nécessaire.

La rigueur de ses déductions entraîne Ricardo à une très grande précision, et il estime que : « Quelle que soit la hausse du blé, la nécessité d'employer plus de travail et de capital pour obtenir un surcroît donné de production rend cette hausse tou-

jours égale en valeur à l'augmentation de la rente ou à celle du travail employé. Ainsi, le fermage payé, c'est toujours la même somme qui restera à se partager entre fermiers et ouvriers, et si ceux-ci sont augmentés, c'est le fermier qui en pâtit. »

Il montre ainsi que la hausse du blé, consécutive à l'augmentation de la population, profite au propriétaire foncier dont la rente s'accroît, et aux ouvriers dont le salaire augmente. L'augmentation de la valeur du blé étant tout entière absorbée par la rente, le fermier se trouve donc avoir la même somme à partager entre lui et ses ouvriers, et comme il est obligé, en raison du renchérissement des subsistances, de donner davantage à ces derniers, c'est sa part qui, contrairement à celle des autres, se trouve diminuée. Pour les entreprises autres que la production agricole et celle des matières premières, Ricardo admet, au contraire, que la valeur des produits, en raison de la concurrence et du progrès industriel, tend plutôt à baisser. Mais il n'en reste pas moins que le renchérissement des denrées fait hausser le salaire nécessaire, et la part de l'entrepreneur se trouve réduite d'autant.

En conséquence, et de toutes façons, la richesse nationale en s'accroissant fait diminuer les profits et augmenter la rente et les salaires. Mais l'augmentation de ces derniers n'est, au fond, que nominale, puisqu'elle n'est qu'un effet de la hausse des denrées consommées par les

ouvriers. Et cette hausse-ci compense cette augmentation-là.

Les ouvriers ne peuvent profiter de l'accroissement de leurs salaires que s'ils consentent à se priver d'une partie du nécessaire. En effet, dit Ricardo, le progrès social faisant toujours baisser le prix des articles manufacturés et hausser celui des matières premières, dans les pays riches un ouvrier peut, moyennant sacrifice d'un peu de nourriture, satisfaire amplement tous ses autres besoins.

Il ne semble pas que cela lui soit tout de même assez possible pour qu'il permette de profiter véritablement de ce que Ricardo persiste à nommer « progrès social ». Les véritables bénéficiaires en sont les percepteurs de rente, les propriétaires fonciers, et cette conclusion est tout à fait dans la ligne du principe même de la rente posé par Ricardo au début de son œuvre.

On ne peut donc pas lui reprocher de manquer de logique, mais simplement d'avoir bâti ses chapitres relatifs à la répartition sur deux assises extrêmement exposées au vent de la critique :

a) Son principe de la rente suivant lequel les hommes commencent par cultiver les terres les plus fertiles, puis celles qui le sont de moins en moins, affirmation gratuite contre laquelle Carey a produit des considérations historiques qui l'ont fortement ébranlée (1).

(1) *Principes de la Science sociale*, 1858, t. I.

b) Le principe que le salaire nécessaire détermine en fait les sommes effectivement payées aux ouvriers, que nous avons combattu dans toute notre première partie.

*
* * *

II. — Jean-Baptiste Say.

Jean-Baptiste Say, lorsqu'il aborde la répartition, commence à dire que les diverses catégories de revenus sont, au fond, toutes analogues, puisqu'elles s'analysent toutes en un revenu ou un profit, termes pour lui synonymes (au moins dans leur sens large) qui signifient : prix d'un service productif grâce auquel l'entrepreneur obtient un produit. La seule distinction qui soit donc, d'après lui, véritablement rationnelle, est celle qui est basée sur les différentes sources de ces revenus et en vertu de laquelle on envisage, d'une part, les sommes que l'on attribue à un homme qui apporte à l'entreprise ses facultés industrielles, son travail, d'autre part, ce que l'on donne à quelqu'un pour pouvoir user de sa terre ou de son capital. L'étude de la répartition se divise en conséquence en deux parties : les revenus des industriels au sens large (ouvriers aussi bien qu'entrepreneurs) ; les revenus des capitalistes et des propriétaires fonciers.

En faisant cette division, J.-B.-Say remarque immédiatement que, lorsque la richesse d'un pays

s'accroît, les profits des industriels sont plus élevés que ceux des capitaux en raison de la concurrence plus grande que se font les capitaux rendus plus abondants par la richesse du pays.

C'est là l'explication même qu'en donne Smith. Mais la façon dont Say divise les revenus le conduit à des conclusions en apparence assez éloignées de celles de Smith. En effet, il constate que, en cas de progrès de la richesse nationale, les salaires, s'ils ne s'élèvent pas, du moins ne s'abaissent pas, alors que les revenus des capitalistes diminuent.

Mais les entrepreneurs étant pour lui, au moins dans la partie la plus importante de leur rôle, des industriels au même titre que les ouvriers, bénéficient également de ce taux relativement élevé. Il semble donc bien qu'il affirme, contrairement à Smith, que salaires et profits s'élèvent avec la richesse nationale. Il ne faut pas oublier cependant la décomposition que Say fait lui-même de la notion complexe du profit et du capital. Il y a un salaire pour l'entrepreneur, mais il y a également assurance contre les risques et intérêt des capitaux. Or Say constate que cet intérêt baisse beaucoup plus que la richesse nationale s'accroît, en raison de la concurrence que se font les capitaux.

Il confirme d'ailleurs plus loin ces affirmations. Malgré sa théorie sur l'unité des revenus, il étudie tout de même, séparément, comme tous les économistes, ceux des ouvriers, des entrepreneurs, des capitalistes et des propriétaires fonciers. Il envi-

sage tout d'abord les profits de l'industrie en général, c'est-à-dire de tous ceux qu'il appelle les industriels, et il constate, comme Smith, que tous ces profits sont exceptionnellement élevés dans les colonies et dans les pays neufs. Il étudie ensuite les profits que font les entrepreneurs d'industrie en particulier et s'applique à expliquer l'élévation de leurs revenus par rapport à ceux des ouvriers, par le coût de leur apprentissage, les risques de leur métier et la complexité de leurs fonctions. Il traite enfin des profits que rendent les capitaux à ceux qui les font valoir, notion qui correspond à peu près à ce que nous appelons « profits », et il semble bien admettre que, sauf ce qui se produit dans les pays neufs sur lesquels il s'étend complaisamment, l'importance de ces profits diminue avec le progrès de la richesse nationale.

On peut donc admettre que la position de Say s'apparente d'assez près à celle de Smith, chose absolument normale, puisqu'il admet qu'en cas de progrès de la richesse, la concurrence des capitaux fait baisser l'intérêt ; si les profits ne baissaient pas avec cet intérêt, les entrepreneurs seraient plus hardis et une demande de capitaux plus grande de leur part empêcherait cette baisse d'avoir lieu ou l'entraverait énormément.

Mais Say est plus catégorique que Smith, car les débuts de l'industrie moderne auxquels il a assisté l'ont rendu plus circonspect sur la valeur des affirmations générales en matière de répar-

tition, et il émet des réserves dont les principales peuvent être groupées sous les quatre rubriques suivantes :

1^o Il voit très bien la complexité extrême de la notion de profit et, en conséquence, les influences diverses qui l'atteignent et la difficulté de lui découvrir une loi fixe de variation. « Puisqu'un capital, remarque-t-il, ne peut être mis en valeur que dans une entreprise industrielle, il est fort difficile de séparer la portion de profit que l'entrepreneur doit à son talent de celle qu'il doit à son capital. » Et pourtant, tout le problème est là.

2^o Il ne croit pas, contrairement à Smith, qu'à égalité de talents et de capitaux les profits de tous les entrepreneurs soient égaux, ce qui ferait que toutes les différences dans leur taux seraient compensées par les agréments ou les désagréments de l'emploi. Say qualifie, avec quelque dédain, d'économistes abstraits ceux qui croient à cette égalité et il souligne tous les obstacles (lois, coutumes, etc.) qui empêchent les hommes d'aller d'un emploi à un autre suivant les besoins de l'économie.

3^o Il se méfie, de même que Ricardo, des multiples significations que peut avoir la baisse de l'intérêt. Elle peut très bien, par exemple, ne pas signifier richesse et abondance de capitaux, mais, au contraire, la diminution du besoin d'accroître ces capitaux par des économies et la tendance que l'on a, plutôt que de les faire produire soi-même, à les consommer de n'importe quelle façon.

4^o Enfin, il souligne la véritable impossibilité de comparer entre eux les revenus d'endroits où les prix sont différents et, en conséquence, les revenus de plusieurs nations.

*
* *

III. — Stuart Mill.

Stuart Mill traite longuement des salaires et des profits dans ses *Principes d'Economie politique*. Les développements qu'il y consacre ne forment pas un tout distinct du reste de son livre, mais des chapitres épars, dans son tome II, dont nous allons ici résumer les conclusions.

Il traite d'abord des salaires et dégage ce qu'il appelle la loi des salaires que nous avons déjà exposée. Il apprécie ensuite l'influence des progrès de l'industrie et de la population sur les profits et les salaires, chapitre dans lequel il aborde de plus près la question des variations des salaires et des profits par rapport à la richesse nationale. Il revient ensuite aux salaires pour apprécier les chances qu'ils ont de voir améliorer leur sort. Il étudie enfin les profits et, après avoir montré leur caractère résiduel par rapport aux salaires, il traite de leur tendance à descendre à un minimum.

C'est dans ses développements relatifs à l'influence des progrès de l'industrie et de la population sur les profits et les salaires, et à la tendance

des profits à descendre à un minimum, que nous trouvons véritablement traitée la question des variations des profits et des salaires par rapport aux mouvements de la richesse nationale, et que nous le voyons lui aussi adopter en gros le point de vue de Smith.

1^o *Influence des progrès de l'industrie et de la population sur les profits et les salaires.* — Stuart Mill est plus méthodique que Smith. Il se préoccupe, comme ce dernier, de tous les éléments qui, en même temps que l'abondance des capitaux (celle-ci signifiant pour Smith richesse nationale) peuvent faire varier salaires et profits. Il groupe ainsi la population, les capitaux et ce qu'il appelle l'art de produire, c'est-à-dire l'état de la technique de la production à un moment donné. Il prévoit ensuite un certain nombre d'hypothèses, et dans chacune d'elles, supposant que l'un de ces éléments ou deux d'entre eux étant en progrès, le ou les autres restant stationnaires, il étudie la répercussion de ces progrès sur les profits et les salaires.

Lorsqu'il arrive au cas où les capitaux — c'est-à-dire la richesse nationale — augmentent seuls, la population et l'art de produire restant stationnaires, il constate, en vertu même de la loi des Wage Funds, que les salaires réels augmentent. Les profits, au contraire, diminuent, car les travailleurs n'étant pas plus nombreux et la puissance productive de leur travail étant la même qu'auparavant, il n'y a point accroissement de production et,

par conséquent, l'augmentation des salaires reste à la charge des entrepreneurs. Il fait ainsi l'application pure et simple de sa conception résiduelle du profit : celui-ci étant ce qui reste aux entrepreneurs une fois les ouvriers payés, si les salaires augmentent sans que la valeur totale de la production augmente en proportion, ce sont les profits qui pâtiennent de cette augmentation.

Mais il croit que l'élévation du salaire réel ne peut être durable, car l'accroissement de la population a vite fait de le faire baisser. De plus, il se range du côté de Ricardo et croit que la rente foncière faisant hausser le prix des subsistances, cette hausse du salaire réel ne peut être très forte. C'est pourquoi, lorsqu'il a fini d'étudier longuement tous les cas auxquels les progrès des capitaux, de l'art de produire ou de la population peuvent donner lieu, il conclut ainsi : « Les progrès économiques d'une société divisée en propriétaires, capitalistes et travailleurs tendent à enrichir toujours la classe des propriétaires, tandis que le coût de la subsistance du travailleur tend à s'élever et les profits à diminuer. Les perfectionnements de l'agriculture ralentissent ces deux derniers mouvements (en ralentissant le coût de production des denrées agricoles), mais si l'on peut concevoir un cas où le coût de la subsistance du travailleur ne s'élèverait pas pendant quelque temps, il doit s'élever en définitive sous l'influence de ces améliorations, et l'accroissement de la population tend à

faire profiter les propriétaires, seuls, des avantages des perfectionnements agricoles. »

2^o *De la tendance des profits à descendre à un minimum.* — Si, d'après Stuart Mill, les salaires ne profitent que bien peu du progrès de la richesse nationale, les profits en souffrent beaucoup et Stuart Mill estime, après les autres économistes libéraux, que la baisse des profits est la conséquence normale du progrès de la société.

a) Il reproche à Smith d'avoir fait découler cette baisse des profits de la concurrence des capitaux, mais les raisons qu'il en donne sont très voisines de cette explication. Il félicite M. Wakefield de l'avoir expliquée (dans son commentaire d'Adam Smith et dans ses écrits importants sur la colonisation) en montrant que la production générale est limitée, non seulement par la concurrence des capitaux et du travail, mais aussi par l'étendue du champ d'emploi, ce champ d'emploi comprenant la terre du pays et la capacité des marchés étrangers à recevoir ses produits manufacturés. Mais Wakefield n'apporte en ce disant rien de véritablement nouveau. Il est bien entendu qu'à un certain moment la terre et l'industrie d'un pays déterminé ne peuvent plus fournir d'emplois productifs aux capitaux, que leur faculté d'absorption se trouve épuisée ou que, si l'on préfère, le champ d'emploi se trouve fermé dans ce pays. C'est là une expression heureuse, mais la notion même de champ d'emploi n'est pas très précise et il n'est pas besoin de cher-

cher longtemps pour trouver que, en dehors de l'agriculture et de l'industrie du pays où les capitaux prennent naissance, ces capitaux peuvent trouver un emploi, ne serait-ce que dans les placements à l'étranger dont Stuart Mill lui-même a étudié le rôle. On ne gagnerait donc rien en précision à substituer cette explication de la baisse des profits en période de progrès de la richesse nationale, à celle de Smith dont le caractère vague a au moins l'avantage de lui conserver une grande souplesse.

b) Stuart Mill est plus heureux lorsqu'il essaye d'expliquer lui-même cette tendance des profits à descendre à un minimum dans une société en progrès. Plus exactement, il veut déterminer quel est le minimum vers lequel tend cette baisse. Il remarque qu'à chaque époque et à chaque lieu, il existe un certain taux des profits qui est le plus bas auquel les habitants de ce lieu et, si nous osons dire, de ce temps, consentent à économiser et à donner à leurs épargnes un emploi productif. Ce minimum varie suivant les circonstances et dépend de deux éléments : d'une part, la force ou le désir effectif d'accumuler des capitaux, c'est-à-dire la possibilité et le goût de l'épargne des habitants du pays envisagé ; d'autre part, la disposition plus ou moins grande qu'ils ont à employer productivement cette épargne (penchant à la dépense, sécurité qu'offrent les placements des capitaux).

Stuart Mill complète ainsi très heureusement les développements de Smith sur la concurrence des capitaux. Ce dernier est extrêmement imprécis sur ce point, aussi bien sur la façon dont s'accumulent les capitaux, qu'encore et surtout sur celle dont ces capitaux vont, en s'engageant dans la production, contribuer à faire baisser les profits. Stuart Mill est plus scrupuleux que lui et étudie à la fois les raisons psychologiques et les circonstances de fait qui influent sur la naissance des capitaux et sur leur emploi dans des entreprises productives. Il montre, en outre, qu'il y a, dans un pays et à une époque déterminés, un taux des profits au-dessous duquel on ne peut tomber, car, à ce taux-là, les gens qui vivent dans ce pays et à cette époque préfèrent, plutôt que d'employer productivement leurs capitaux, n'en pas créer ou en profiter immédiatement en les dilapidant. C'est vers ce minimum que, lorsque la société progresse, tend le taux des profits ; mais c'est bien la concurrence des capitaux qui le fait tendre à ce minimum. Les explications de Stuart Mill donnent une limite à cette baisse, expliquent la formation et l'emploi de ces capitaux dans la production, mais ne vont pas contre le principe que c'est leur concurrence qui fait baisser les profits. Ce principe, qui est celui de Smith, ne se trouve donc pas détruit par Stuart Mill, mais, au contraire, très heureusement complété. Stuart Mill ayant très bien montré comment les capitaux

s'employaient à la production, il faut conclure que dans un pays en progrès, les profits baissent par suite de la concurrence des capitaux que les habitants emploient à la production et qui ne sont pas forcément tous les capitaux disponibles.

Ainsi, les explications de Stuart Mill sont la suite naturelle des développements que nous envisageons au début de cet alinéa, et où il constate que les capitaux augmentant, population et art de produire restant stationnaires, les salaires augmentent et surtout les profits baissent.

Elles précèdent, enfin, non moins naturellement, les développements suivants dans lesquels Stuart Mill remarque que dans un pays riche les profits sont ordinairement rapprochés du minimum. Les circonstances qui entravent leur baisse dans ce pays, ajoute-t-il, sont principalement celles qui drainent les capitaux hors de la production du pays (spéculation destructive de capitaux, émigration de ces derniers, etc.).

PARAGRAPHE II

Leur attitude sociale.

Nous avons vu que les grands économistes libéraux arrivaient en gros, par des voies différentes, à une même conclusion : celle que les salaires étaient liés, au contraire des profits, plus ou moins étroitement suivant les auteurs, au progrès de la richesse nationale. Comme nous l'avons fait pour

Smith, il faut nous demander maintenant si, de cette constatation, ces auteurs ont tiré des conclusions pratiques et une attitude quelconque en vue d'une action sociale. Et nous verrons que l'unité de vue qui, malgré toutes les divergences apparentes, existe entre eux dans les études théoriques sur le salaire et le profit, disparaît ici pour faire part à une grande diversité. Aussi bien, ce ne sont pas toutes leurs appréciations à caractère doctrinal disséminées dans leur œuvre que nous allons rassembler ; nous allons simplement marquer ce qui, au sortir de leur lecture, peut indiquer ce que nous appelons, le plus modestement possible, une simple attitude sociale.

I. — Ricardo.

Ricardo ne se préoccupe guère des effets sociaux des lois économiques. Extrêmement fier de sa découverte du principe de la rente, il songe surtout à en tirer, avec la logique dans laquelle il excelle, des conclusions exemptes de toute sentimentalité sur la condition respective de ceux qui vivent de salaires, de profits ou de rente. Nous avons vu qu'il considère les propriétaires fonciers comme les seuls véritables bénéficiaires du progrès économique. Les profits pâtissent de ce progrès et les salaires réels ne s'élèvent guère, car la rente a pour effet d'accroître le prix des denrées. Il remarque bien que salaires et profits vont absolument en sens inverse, et qu'une diminution des profits ne

peut venir que d'une hausse des salaires. Mais, de même que Smith, il n'en conclut pas, qu'en faisant baisser artificiellement les profits, on fera hausser les salaires. Cette hausse a lieu tout naturellement par la hausse de la rente, principe souverain de la répartition, comme de la production, qui fait élever le taux du salaire nécessaire vers lequel tend constamment à se fixer le salaire courant. La rente joue chez lui, à ce point de vue, le même rôle que chez Smith la richesse nationale : c'est une cause commune qui fait varier salaires et profits, sans qu'il y ait entre les variations de ces deux éléments une relation quelconque de cause à effet. Les oscillations du salaire courant ne peuvent non plus résulter d'une action sur les profits, mais seulement des variations de l'offre et de la demande de main-d'œuvre.

*
* *

II. — J.-B. Say.

La position de Ricardo est aussi, à peu de chose près, celle de J.-B. Say. Ce dernier souligne également la tendance des salaires à revenir au nécessaire et, tout comme Smith, la position privilégiée occupée par le patron dans la fixation du salaire. Ce n'est certainement pas en essayant de faire baisser les profits que l'on fera monter les salaires. « L'inégalité, écrit Say, est une plaie de l'état social dont les bonnes institutions peuvent leur adoucir

(aux salariés) les souffrances sans pouvoir les détruire. » Cette phrase indique que Say est tout de même moins catégorique que Ricardo et laisse une certaine sphère d'action au législateur. Il est d'ailleurs naturel que, critiquant les économistes abstraits, il ne les suive pas jusqu'au bout de leurs rigoureuses conclusions. Mais ces législateurs doivent être extrêmement circonspects, car « une mauvaise loi tend, comme tout vice d'organisation sociale, à priver la société d'une partie de ses moyens d'existence, et les ouvriers mêmes en souffriraient ». Ces derniers doivent donc surveiller la législation, autant pour éviter qu'on ne les oublie, que pour empêcher des lois intempestives, et J.-B. Say estime, sans se rendre compte peut-être du penchant qu'ils peuvent avoir eux-mêmes à provoquer ces lois intempestives, que « quand les ouvriers s'inquiètent peu de la chose publique, ils décèlent par là une profonde ignorance de ce qui les touche le plus ».

Say a donc senti la nécessité et l'imminence d'un mouvement ouvrier. Il a prévu aussi l'importance qu'allait prendre le problème de la répartition dans les études économiques lorsqu'il conclut que : « La question du salaire est de nos jours le problème le plus important de l'économie politique pratique... et réclame le concours de l'économie politique et de la morale ».

*
* *

III. — Stuart Mill.

Cette formule de Say pourrait servir également à résumer l'attitude sociale de Stuart Mill.

Ce dernier, tout comme Ricardo, constate que les progrès économiques tendent surtout à enrichir la classe des propriétaires, tandis que le coût de la subsistance du travailleur (et par conséquent le salaire nécessaire) tend à s'élever et les profits à diminuer. Il démontre, avec encore plus de rigueur que Ricardo, grâce à sa notion du Wage Fund, qu'il n'y a pas d'espoir que le jeu des lois économiques permette une amélioration durable du sort des classes laborieuses.

Seulement, et là il creuse un véritable fossé qui le sépare du reste de l'école libérale, il n'admet pas que les lois de la répartition soient inviolables. Alors que les lois de la production, écrit-il, participent au caractère des lois physiques, et qu'il n'y a rien en elles de facultatif ou d'arbitraire, il n'en est pas de même de la distribution des richesses. Il soutient que, dans le domaine de la répartition, il n'y a que des lois faites par des hommes et qui peuvent être changées par eux. En conséquence, lorsqu'il traite de l'avenir probable des classes laborieuses, il expose rapidement tout un programme coopératif et socialiste-individualiste si l'on peut dire, qui a pour but d'améliorer cet

avenir et pour cela « d'unir le maximum de liberté individuelle dans l'action (donc en vue de la production) avec la communauté de possession des richesses naturelles du globe et une participation égale de tous aux produits du travail qui les met en œuvre », suivant les termes qu'il emploie en 1873 dans son autobiographie.

Nous ne pouvons ici ni exposer ni critiquer ce programme ; cela serait nous transporter hors de l'école classique au sein de laquelle nous entendons rester. Mais cela nous permet de voir la différence profonde qui existe entre le Stuart Mill théoricien, exposant avec science et minutie la façon dont se fait la répartition des richesses dans une société donnée, et le Stuart Mill doctrinaire, appréciant cette répartition et proposant de la modifier. Nous nous bornerons à souligner la nouveauté que l'attitude sociale de Stuart Mill apporte dans l'école libérale. Certes, beaucoup d'économistes, et non des moindres, avaient proposé de changer plus ou moins profondément le système de la répartition, mais ils combattaient l'école libérale. Bien avant lui, également, un ancien libéral, Sismondi, avait critiqué âprement ce système, mais il s'attaquait au principe même des lois naturelles et à celles de la production. Ce qu'il y a de nouveau en Stuart Mill, c'est qu'en reconnaissant la possibilité de modifier de fond en comble la répartition des richesses, et rien qu'elle, en proposant un programme pour cela et en entendant rester tout de même un libéral, il

a ouvert, dans les solides fortifications de l'école classique, une brèche par laquelle, nouveau cheval de Troie, il a introduit lui-même des doctrines qui n'ont pas peu contribué, par la suite, à mettre en péril l'unité de cette école.

CONCLUSION

Nous nous sommes efforcés d'arriver au terme de cette étude, suivant le plan, la méthode et l'esprit que nous avons indiqués à la fin de notre introduction. Il n'est pas inutile de rappeler que nous avons voulu, dans la première partie, examiner, en détail et d'une façon critique, les développements de Smith sur les salaires et les profits ; puis, à l'aide des principes que nous avons ainsi dégagés, étudier chez Smith la question des mouvements des salaires et des profits, par rapport aux divers emplois du travail et du capital et, surtout, par rapport à la richesse nationale, en le comparant sur ce point aux principaux auteurs classiques. Au risque de nous répéter, nous n'avons voulu envisager l'ensemble de ces variations, principal objet de notre thèse, qu'après avoir pris connaissance du détail de l'œuvre de Smith sur le salaire et le profit et de la façon dont il avait abordé le problème et trouvé ses principales solutions. En effet, la méthode employée par Smith et les classiques nous intéressait autant que les résultats auxquels ces derniers étaient parvenus. C'est pourquoi nous avons voulu, au

cours d'une progression un peu lente peut-être, arriver le plus naturellement possible, en élargissant et en schématisant de plus en plus nos développements, à l'étude des variations des salaires et des profits par rapport à la richesse nationale, chez Smith et chez les grands classiques. C'est là tout l'objet de notre thèse, plus vaste qu'il ne semble tout d'abord, puisqu'il s'agit en somme de savoir à qui profitent les progrès d'une société, quelles classes sont plus particulièrement solidaires de l'essor général. Lorsqu'on a envisagé avec cela la possibilité de modifier la position privilégiée ou pitoyable de telle ou telle classe, c'est tout le problème social que l'on s'est posé.

Aussi, pour conclure cette étude, il nous suffira de nous rappeler les conclusions auxquelles nous avons pu parvenir, en examinant, à la fin de notre travail, la position des grands classiques, leur méthode et la part que Smith a prise à celles-ci.

I

Position de l'école classique au sujet des variations respectives des salaires et des profits par rapport à la richesse nationale.

1^o Au point de vue théorique, bien que s'attachant souvent à des principes différents et arrivant, en conséquence, à cette conclusion par des voies extrêmement diverses, l'école classique admet dans sa généralité que les salaires bénéficient, peut-être à

un moindre degré que la rente, mais certainement plus que les profits, de l'essor de la richesse nationale. Nous n'avons pas voulu entreprendre la grande œuvre de discuter cette affirmation et de chercher à la vérifier : l'expérience des crises économiques de surproduction, dont seul Say paraît chez les classiques avoir eu une notion assez nette, semble bien nous avoir montré, au contraire, que salaires et profits sont solidaires de la richesse nationale, ou plus exactement des débouchés que peut trouver la production nationale ; en effet, chez la plupart des hommes, le producteur a pris le pas sur le consommateur. D'ailleurs, prenant pour exemple une période de fort accroissement de la richesse, période où les classiques pensent que salaires et profits augmentent ensemble, M. Gaëtan Pirou, dans son livre sur la crise du capitalisme, remarque que le taux d'accroissement des profits est bien supérieur à celui des salaires. L'exemple des Etats-Unis fourni par les statistiques du B.I.T., fait-il remarquer, montre en effet que dans ce pays, de 1925 à 1929, le volume global des salaires réels payés dans les manufactures n'a augmenté que de 5 %, tandis que les dividendes et intérêts se sont élevés de 86 %, et les nouvelles émissions de capitaux de 111 % (1). Si l'on envisage de plus longues périodes, le point de vue de l'école classique

(1) Gaëtan Pirou, *La crise du capitalisme*, Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1934, p. 16.

semble pourtant bien être confirmé par les faits : l'on ne peut nier en effet qu'au XIX^e siècle, où la richesse de presque tous les pays s'est accrue, les salaires réels ont subi une hausse à peu près constante ; et il n'est pas prouvé que les profits aient dans leur généralité subi une telle ascension (1).

Quoi qu'il en soit, le principe posé par les classiques et considéré par eux comme absolu en ce sens qu'il détermine le mouvement des salaires et des profits vers la baisse ou la hausse, n'empêche pas que dans la fixation effective du salaire, dans le débat qui s'engage pour elle entre l'ouvrier et l'entrepreneur, ce dernier n'occupe une situation privilégiée. Et l'école classique ne croit pas davantage, surtout en raison de son principe de la population, que l'accroissement de la richesse nationale puisse engendrer une amélioration importante et durable du sort des travailleurs (2).

2^o Ces limitations importantes à l'augmentation des salaires avec la richesse nationale, le sort à peu près éternellement médiocre auquel se trouvent ainsi voués les salariés entraînent les classiques à se demander s'il n'est pas possible de remédier à cette injustice et si les lois de la répartition sont

(1) Pour une étude récente et scientifique de ces mouvements, voir l'œuvre de François Simiand.

(2) Maurice Block a pourtant montré, dès 1892, qu'entre 1824 et 1883 les salaires réels ont notablement augmenté dans les principaux pays d'Europe. Cf. Maurice Block, *L'Europe politique et sociale*, chap. XI, « Prix et salaires », p. 310.

véritablement immuables. Ici la belle unité classique se défait, car la solution de cette question dépend beaucoup des tempéraments personnels et, suivant ces derniers, la pitié peut l'emporter sur la science, ou, au contraire, la théorie sur la doctrine. Toutefois, il est de l'essence même de cette école de ne pas s'illusionner sur le rôle de redresseur de torts du législateur et de croire à la toute-puissance des lois suivant lesquelles se fait la répartition. Aussi la plupart des remèdes qu'ils proposent consistent surtout, à part ceux qui procèdent de la plus élémentaire humanité, à rétablir au contraire le libre jeu de ces lois (autorisation des associations ouvrières prohibées alors que les associations patronales sont libres, etc.). Le respect des lois de la répartition diminue d'ailleurs à mesure qu'on s'éloigne de Smith, mais il faut arriver à Stuart Mill pour entendre proposer par un auteur classique une réforme profonde (1). Cet auteur produit ainsi, dans l'école libérale, une espèce de schisme à la vue duquel nous pouvons clore notre étude, car, après lui, on ne peut plus dire qu'il y ait, à proprement parler, une école clas-

(1) Cependant il soutient encore dans son livre V et dernier, traitant de l'influence du Gouvernement, que le « Laisser faire est la Règle générale », règle comportant il est vrai des exceptions considérables. Cf. *Principes d'Economie politique*, t. II, p. 524, § 7 et suiv.

Idem : *Autobiography*, chapter VII, « The Remainder of my Life », p. 133 et suiv.

sique, mais seulement une tendance libérale, des auteurs plus ou moins libéraux, en face d'autres écoles de plus en plus puissantes et nombreuses. C'est donc tout naturellement que nous nous sommes arrêtés au seuil de cet émiettement.

*
* *

Bien que le libéralisme ne soit pas mort et qu'il n'y ait pas lieu de faire son éloge funèbre, nous pouvons rappeler qu'en ce qui concerne la répartition, nous nous devons de souligner ici ce que notre étude nous a mis à même de remarquer :

a) Tout d'abord les classiques ont vu et senti, autant que tous autres, les inégalités et les injustices économiques. Ils en ont souffert également et s'ils étaient extrêmement circonspects dans les remèdes à envisager, c'était en vertu de leur croyance aux lois naturelles et de leur crainte d'en modifier sans bénéfice le jeu par des lois intempestives. Il faut avouer que dans notre période de législation à outrance, cette prudence ne serait sans doute pas toujours démodée, car l'on a souvent l'occasion de méditer sur la répercussion que peut avoir sur la production d'un pays, et par conséquent sur sa richesse, un abus de lois sociales.

b) Enfin, pour un corps de théories et de doctrines qui remonte à l'aurore même des temps économiques modernes, et qui, par conséquent, aurait bien pu être complètement dépassé par le

cours impétueux des événements économiques, l'école libérale n'a pas reçu, plus que ses concurrentes, le démenti des événements. Elle a même certaines excuses que ses concurrentes ne peuvent invoquer. Le milieu qu'elle réclame, celui de la liberté la plus grande, n'a jamais complètement existé. Il a été plus facile, au contraire, à certaines doctrines, de s'installer au pouvoir par l'intermédiaire d'un parti politique et d'être à même d'instaurer une économie dirigée. Dans ces conditions, les obstacles rencontrés et les leçons de modestie qu'ont reçues ces doctrines les ont plus frappées que ne l'a jamais été l'école libérale.

II

La méthode des économistes classiques.

Les grands économistes classiques, depuis Smith jusqu'au milieu du siècle dernier, ont donc donné au mouvement libéral une logique et une force dont, aujourd'hui encore, nous constatons la vitalité. Nous verrons, à propos des variations des salaires et des profits par rapport à la richesse nationale, à quel point les analyses faites par les classiques sont restées utiles à l'Economie politique moderne.

C'est là un point de vue extrêmement simplifié et une constatation volontairement très générale. Dans le cours de notre thèse, nous avons pu nous rendre compte, en entrant dans le détail de l'œuvre

des classiques, des divergences nombreuses qui séparent ces derniers des acquisitions les plus récentes de l'Economie politique. En ce qui concerne l'étude des mouvements des salaires et des profits, objet de notre étude, ces divergences se sont maintes fois manifestées. Les problèmes de la Répartition constituent, en effet, la partie la plus difficile et la plus changeante de l'Economie politique. MM. Barrault et Alfassa ont très justement souligné les raisons qui rendent son étude particulièrement ardue et ses solutions variables et incertaines.

Cela tient, écrivent-ils, à ce que, d'une part, les phénomènes de la répartition sont influencés par les phénomènes de la production et de l'échange ; d'autre part, au fait que c'est dans ce domaine que le rôle de la psychologie est le plus obscur : la volonté de l'homme y rencontre des obstacles difficiles à surmonter. De plus, cette volonté elle-même n'est pas mise en mouvement par les seuls sentiments économiques, mais est souvent modifiée par des sentiments moraux, sociaux, religieux et politiques qui prévalent suivant les cas, les époques et les civilisations (1).

Tous les changements qu'un siècle et demi de faits économiques, de travaux théoriques et doc-

(1) Barrault et Alfassa, Introduction à la traduction française de *l'Histoire des théories de la Production et de la Distribution en Angleterre de 1776 à 1848*, 1910, p. XXVIII et suiv.

trinaux ont pu apporter sont donc certainement plus sensibles en matière de Répartition qu'en toutes autres. Et cette constatation n'a pas été sans nous guider dans le choix de notre sujet. Il convient à présent de chercher s'il n'est pas possible, en considérant cette fois dans son ensemble l'œuvre de l'école classique, de trouver une explication générale de toutes ces modifications. C'est ainsi que nous abordons un élément dont nous avons déjà souligné l'importance et que les récents progrès de la science économique ont mis au tout premier rang : la méthode.

*
* *

MM. Barrault et Alfassa remarquent que l'on trouve actuellement « la différence fondamentale entre les classiques et les économistes modernes dans la différence de méthode employée, dans l'opposition entre la déduction classique et l'induction contemporaine ».

En conséquence, on tend à expliquer par cette différence de méthode tous les points sur lesquels les écrivains classiques ont été dépassés par leurs successeurs, cette différence consistant surtout dans l'emploi abusif de la déduction fait par les classiques. On fait ainsi de cet emploi de la déduction le centre même des discussions sur leur méthodologie.

MM. Barrault et Alfassa ont eux-mêmes, en expo-

sant avec une force particulière ce point de vue, souligné sa manifeste exagération. Certes, écrivent-ils, la méthode d'observation (et aussi les possibilités pratiques qui lui furent ouvertes) a fait accomplir à la science économique des progrès considérables, mais la *question* de la méthode n'a été posée que par les derniers classiques et a pris une tournure scolastique assez étrangère à eux. Ils ont ignoré « les querelles de méthode et se sont par suite indifféremment servis des deux méthodes qui après eux ont été fortement opposées, et s'il leur est arrivé de se tromper, c'est pour avoir employé l'une ou l'autre dans des conditions défectueuses et non parce qu'ils avaient à l'origine un parti-pris méthodologique contre l'une d'entre elles » (1).

On ne saurait mieux dire et durant toute l'élaboration de notre thèse, particulièrement de la première partie où nous avons suivi Smith pas à pas dans ses recherches, nous avons pu trouver de nombreuses illustrations de cette explication. En réalité, il va nous être facile d'établir que les classiques ont employé à la fois induction et déduction, mais qu'ils ont été surtout heureux dans le manie-
ment de cette dernière.

1^o *La déduction*. — Il ne sera pas nécessaire d'épiloguer longtemps sur l'usage de cette méthode par les auteurs libéraux, les économistes sont una-

(1) Barrault et Alfassa, *op. cit.*, p. V et VI.

nimes à célébrer la rigueur et la virtuosité avec lesquelles ils en ont usé.

Il nous suffira d'insister sur la base psychologique qu'ils lui ont donnée pour montrer qu'il y avait, à l'origine même de cette méthode, une part d'observation, sinon des faits eux-mêmes, du moins de l'homme pris comme entité économique. « Certes on a avant eux basé des raisonnements économiques sur la psychologie de l'homme, mais ils ont pourtant apporté quelque chose de nouveau sur ce terrain : à l'explication fragmentaire d'un phénomène déterminé par une tendance, une aspiration, un désir précis de l'homme, ils ont substitué une explication générale de tous les phénomènes et de tout l'ordre économique par une psychologie de l'homme économique, psychologie qu'il a tout d'abord fallu établir avant d'en étudier le jeu dans ses relations avec les faits » (1).

Ils ont ainsi suivi la route tracée par les philosophes du XVIII^e siècle et à l'origine même de leur œuvre ils ont pris parti dans une querelle philosophique de ce siècle. Hobbes avait en effet mis en lumière le jeu de l'intérêt personnel, et le déclarant différent de l'intérêt général, réclamait l'intervention de l'Etat pour atténuer ces divergences. L'école du Sens moral soutenait au contraire qu'il y avait entre ces intérêts un accord fondé sur la Raison. C'est pour elle que prirent parti Smith,

(1) Barrault et Alfassa, *op. cit.*, p. XIV.

lui-même philosophe et moraliste (1), et les classiques, en mettant à la base de leur œuvre le postulat de l'harmonie des intérêts. C'est donc surtout en s'appuyant sur ce postulat que les classiques ont fait œuvre déductive, sujette aux critiques que l'on adresse aujourd'hui à cette méthode. En effet, débarrassée de son annexe métaphysique de l'harmonie des intérêts, la base psychologique adoptée par eux — si elle n'a pas l'objectivité et la matérialité des faits — est à la fois simple et féconde : une fois découverte elle vaut pour tous les temps et tous les lieux, son action obéit à un principe uniforme et elle a une influence prépondérante. On peut même ajouter que, de nos jours, la méthode psychologique ne se confond plus tout à fait avec la méthode déductive. La psychologie, suivant une tendance générale des sciences, s'appuie sur une base de plus en plus étendue d'observations objectives qui la rapproche de plus en plus des sciences exactes. On peut donc concevoir, tout en continuant à employer la méthode psychologique, que les classiques ont généralisé un rajeunissement de cette méthode susceptible de la rapprocher notablement de l'induction.

2^o *L'induction.* — D'ailleurs, on ne peut pas rai-

(1) Cf. pour les circonstances spirituelles et historiques de l'œuvre de Smith : *Lectures on Justice, Police, Revenue and Arms* delivered in the University of Glasgow by Adam Smith. Reported by a student in 1763, and edited with Introduction and Notes by Edwin Cannan in 1896.

sonnablement prétendre que les auteurs classiques n'ont pas mis en pratique la méthode inductive. Il nous suffirait pour nous en rendre compte de nous reporter aux analyses de faits très minutieuses auxquelles ils se sont livrés dans le but de découvrir les lois des salaires et des profits (par exemple l'exposé théorique des variations respectives du salaire et des profits) (1). Le plus bouillant de nos théoriciens aurait pu difficilement faire mieux.

C'est en grande partie à cause du scrupule que la plupart d'entre eux ont mis dans l'examen des faits que leur étude nous est encore si profitable aujourd'hui. Il faut pourtant remarquer que le lien de filiation qui relie Smith aux économistes déductifs est, bien qu'également certain, moins étroit lorsqu'il s'agit des écoles inductives ou réalistes. Il y a quelque chose qui empêche ce lien d'être entièrement pur et c'est, d'après MM. Barraud et Alfassa, l'admission par les classiques, dans les conditions que nous avons déterminées, du postulat de l'harmonie des intérêts.

Certes, il y a là position d'un principe préalable qui semble bien incompatible avec l'élaboration d'une théorie économique, au sens moderne du terme. Mais notre étude a pu nous montrer justement qu'ils ne se contentaient pas de le mettre en tête de leur œuvre et d'en déduire aveuglément des conséquences. Smith, au contraire, après avoir

(1) Cf. ci-dessus, p. 105 et suiv.

étudié d'une façon extrêmement objective les mouvements du salaire et des profits, est allé jusqu'à mettre en opposition, d'une part les salaires et la richesse nationale et, d'autre part, les profits. Sur bien d'autres points les classiques ont, après de patientes recherches, abandonné l'application pure et simple de cette harmonie. Il faut arriver à Bastiat pour voir poser en exergue que « tous les intérêts sont harmoniques » et polémiquer contre ceux qui n'admettent pas cette harmonie (1).

Notre thèse nous a mis à même d'affirmer que les grands classiques avaient une notion assez nette des antagonismes sociaux, mais ils étaient persuadés dans leur ensemble que ces antagonismes étant dus à des causes naturelles, ils ne pouvaient être ni supprimés, ni même notablement réduits. Ils connaissaient le manque d'harmonie des intérêts économiques, mais ils ne croyaient pas possible de la rétablir sans risquer, au contraire, par une intervention maladroite, d'aggraver encore le désaccord.

Les écoles réalistes ont donc raison de reprocher aux classiques de s'être encombrés d'une inutile finalité philosophique. Celle-ci a bien eu son origine dans le désir de montrer que les intérêts étaient harmoniques, mais ces auteurs avaient trop

(1) *Harmonies économiques*. Dédicace à la jeunesse française, page 2. C'est d'ailleurs à cause de l'unité de ce thème et du caractère polémique de l'œuvre de Bastiat que nous l'avons négligée jusqu'ici.

la compréhension des faits économiques pour s'y tenir aveuglément. Ils se sont ralliés d'une façon générale et moins gênante au principe des lois naturelles. C'est pourquoi ils ne posent pas comme acquis l'existence de telle ou telle loi économique déterminée : ils recherchent ces lois grâce à des travaux dans lesquels ils sont, aussi bien pour les écoles déductives que pour les économistes réalistes, les plus précieux initiateurs. Mais, une fois ces lois établies, leur croyance métaphysique en un ordre naturel leur fait affirmer le danger qu'il y a le plus souvent à les modifier profondément. A nos yeux leur faiblesse n'est pas tant d'avoir défendu ce principe finaliste — car au fond la question reste entière — que, par la suite, et de plus en plus, lorsque les antagonismes sociaux ont révélé leur croissante acuité, d'avoir été entraînés dans cette défense à devenir les champions des institutions existantes.

Mais les fondateurs de l'Ecole libérale ne sont pas tous tombés dans cet écueil et Smith notamment évite la confusion entre le principe de la bonté des lois naturelles et la pseudo-perfection des institutions existantes qui sont souvent fort irrespectueuses de ces lois (1).

*
* *

L'on ne peut donc pas reprocher aux classiques

(1) Cf. ci-dessus la critique de Smith des lois sur les pauvres, de l'interdiction des coalitions ouvrières, etc.

de ne s'être pas servis de tous les instruments d'investigation que leur époque et l'état de la science mettaient en leur pouvoir. Bien au contraire les imperfections que l'on peut constater chez eux s'expliquent fort bien par des considérations historiques :

1^o Par l'origine indéniablement philosophique de leur œuvre, origine qui ne les a pas autant gênés qu'on a bien voulu le dire ;

2^o Par l'état primitif des sciences annexes (particulièrement de la statistique) qui ne leur a pas permis de vérifier plus sérieusement les lois qu'ils sont parvenus à dégager de l'examen des faits économiques ;

3^o Par les erreurs commises par eux dans l'application des méthodes que nous leur avons nous-mêmes reproché d'entremêler au détriment de la logique et de la clarté. Sur ce point on peut dire que ce n'est pas la science qui leur a manqué, mais que ces savants encore inexpérimentés ont parfois fait de fausses observations. Il faut à ce propos se souvenir que Bastiat lui-même convenait qu'ils avaient dû nécessairement commencer par là.

Cela est si vrai que les plus sévères censeurs des classiques l'ont reconnu. L'exemple d'Edwin Cannan est particulièrement probant : cet auteur estime que, au point de vue purement scientifique, les théories de Smith sur les salaires, les profits et la rente doivent être frappées d'une condamnation

presque sans appel (1). En étudiant les écrivains libéraux du début du XIX^e siècle, Cannan remarque que : « La division rudimentaire d'A. Smith des revenus en salaires du travail, profits du capital et rente de la terre était acceptée comme une chose évidente, aucune attention n'étant donnée à la division beaucoup plus importante en revenus dérivés de l'accomplissement du travail et en revenus dérivés de la possession de la propriété. » Il reproche à Smith de s'être borné à l'étude de ce qu'il nomme la pseudo-distribution (salaire par tête, profit pour cent et rente par acre) au détriment de la distribution proprement dite (grandeur relative et proportionnelle des salaires, profits et rente).

Pourtant Cannan reconnaît « que si on éprouve les théories classiques par la méthode historique, et si l'on recherche dans quelle mesure elles donnaient satisfaction aux besoins pratiques de leur temps, elles doivent bénéficier d'un verdict beaucoup plus favorable ».

En conséquence, il ne résulte plus de la condamnation sus-énoncée, outre une tendance exagérée à considérer les classiques plutôt comme des praticiens que comme des savants, que le reproche d'avoir élaboré leurs œuvres entre 1776 et 1848, ce à quoi les classiques ne peuvent rien.

(1) *Histoire des théories de la Production et de la Distribution en Angleterre de 1776 à 1848*, chap. IX.

*
* *

Il faut même aller plus loin et constater que le seul reproche que l'on puisse faire aux classiques, celui de s'être alourdi d'un principe finaliste, peut être fait également à toute œuvre de doctrines économiques.

Certes, le progrès de l'Economie politique a permis la formation et le développement d'une science économique « libérée de toutes préoccupations doctrinales, limitée à la recherche des régularités qui se cachent sous l'apparent chaos des faits économiques » (1). L'œuvre d'un Simiand ou d'un Pantaleoni a montré, par exemple, ainsi que celle d'une grande partie des économistes contemporains, qu'on pouvait « distinguer en matière économique la science et l'idéal, l'explication et le jugement de valeur » (2). C'est là le véritable progrès réalisé par l'Economie politique depuis les premiers écrivains libéraux. La connaissance et l'explication des phénomènes économiques en ont été considérablement améliorées. On peut même dire que les meilleures conditions scientifiques ainsi réalisées ont été également utiles aux doctrinaires. Ceux-ci mettent en effet inévitablement, à la base de leurs œuvres, certaines observations de

(1) Gaëtan Pirou, *Doctrines sociales et Science économique*, Préface, p. 7.

(2) Gaëtan Pirou, *op. cit.*, p. 179.

faits, et il est important que la science leur permette de s'y livrer avec plus d'exactitude, ou engage leurs contemporains à les vérifier de plus près.

Mais il ne faut pas trop s'exagérer le rôle de la science dans l'élaboration des doctrines. Malgré tous les scrupules, la bonne foi et les connaissances que l'on peut trouver chez les auteurs de ces doctrines, il y a tout de même quelque chose qui leur est particulier : un véritable acte de foi.

Même si l'on s'est livré à des études scientifiques très poussées, lorsque l'on veut passer de la perception des lois à l'appréciation de ces mêmes lois, lorsque l'on veut porter un jugement sur l'opportunité ou la possibilité de les modifier (objet propre de la doctrine), les désirs et les sentiments de l'homme entrent en jeu et viennent inévitablement peser sur les résolutions prises. C'est qu'une doctrine est surtout un état d'esprit et, inversement, son adoption dépend beaucoup de l'état d'esprit que l'on a au moment d'en choisir une.

Il y a là une sorte de « décalage » qui est inévitable et éternel, car il correspond à la diversité des sentiments humains. Il n'est même pas possible d'en envisager la fin, et le désir formulé par M. Pantaleoni de voir un jour, sous l'effet des progrès de la science, la fin des divergences doctrinales semble voué à rester chimérique.

On a pu voir un savant auteur de remarquables statistiques sur les salaires et les profits, M. Mau-

rice Block (1), formuler, lorsqu'il porte une appréciation doctrinale sur les rapports entre ouvriers et patrons, une doctrine de l'harmonie des intérêts plus puérile encore que celle de Bastiat (2).

Nous n'entendons pas prendre argument de ces erreurs pour condamner les efforts et les résultats de la science économique. Nous voulons simplement montrer comment on est mal venu à reprocher aux classiques d'avoir mis à la base de leur œuvre un principe finaliste. Il y a, et il y aura éternellement, un principe de ce genre à la base de toute doctrine ; bien mieux, le principe qui guide les classiques est plus rationnel que celui auquel s'appliquent des doctrinaires postérieurs à eux et dont les prétentions scientifiques sont bien connues, nous avons nommé les socialistes. Les classiques ont été conduits par le souci d'harmoniser la production et la répartition. Les socialistes, bien que se réclamant uniquement de considérations historiques, sont mus par la préoccupation de contester l'utilité du capital, de condamner la répartition dans la société moderne. Les classiques observent l'homme pour dégager, grâce à l'étude de sa psychologie, les lois naturelles de son activité économique. Les socialistes croient pouvoir remédier à l'injustice de ces lois, mais, lorsqu'ils

(1) M. Block, *L'Europe politique et sociale*, chap. XI, p. 310 et suiv.

(2) Maurice Block, *Petit Dictionnaire politique et social*, Salaire, p. 694.

cherchent ce remède, ils imaginent, comme l'a fort bien montré Bastiat, une société de fantaisie et ensuite un cœur humain assorti à cette société.

Entre la connaissance de l'homme avec, parfois, méconnaissance de certains faits, et l'étude de l'histoire avec le plus souvent une méconnaissance profonde des mobiles les plus éternels de l'activité humaine, notre choix est fait : il faut suivre les classiques et s'exposer plutôt à négliger certaines observations que risquer le ridicule de découvrir au ^{xx}^e siècle le rôle économique de l'intérêt personnel.

III

La place éminente de Smith.

La solidité de l'école classique a donc provoqué, malgré l'émiettement dont nous avons parlé, une tendance libérale extrêmement vivace et probablement éternelle, car elle correspond à un sentiment profond de l'homme.

Cette solidité de l'école classique, puis de la tendance libérale, c'est à Smith qu'il faut en donner la plus grande part de gloire. Nous avons vu, dans notre introduction, le fossé qui le sépare des physiocrates, en qui l'on voit souvent les fondateurs de l'Economie politique. Nous nous sommes également rendu compte, au cours de notre étude, que dans tous les problèmes que nous avons envisagés, Smith a montré aux grands écrivains

classiques la voie de solutions logiques, simples, humaines, basées sur des connaissances théoriques extrêmement fortes, aussi bien que sur une longue et compréhensive pratique des faits économiques. A l'heure actuelle c'est encore dans les cadres construits par lui que l'on apprend l'économie politique, et si son œuvre n'existait pas, son autorité nous ferait bien défaut. Bien plus, les paragraphes précédents nous ont montré que, lorsque les classiques marquent quelque infériorité sur leurs successeurs, on peut le plus souvent expliquer cette infériorité par des raisons historiques, notamment par l'ambiance philosophique du XVIII^e siècle. Smith est donc, en raison et de son rôle de fondateur et de l'époque pendant laquelle il a conçu son livre, le dernier que l'on puisse critiquer.

C'est pourquoi il nous est agréable de terminer notre thèse, comme nous l'avons commencée, en célébrant le rôle unique joué par Smith dans l'histoire de l'économie politique. Quel plus bel éloge final faire de lui que, rappelant notre début, souligner une dernière fois, à propos de la répartition, la distance qui le sépare de ses contemporains et de ses prédécesseurs immédiats, et les relations d'étroit voisinage qu'entretient avec lui l'économie politique moderne.

PRINCIPAUX OUVRAGES CITÉS ET CONSULTÉS

William AHSLEY, *L'évolution économique de l'Angleterre*. Traduction française de M. Henri Sée. Chez Marcel Giard, Paris, 1925.

Frédéric BASTIAT, œuvre complète en 8 volumes, tome 6^e, *Harmonies économiques*, 7^e édition.

Maurice BLOCK, *L'Europe politique et sociale*. 2^e édition. Librairie Hachette et Cie, Paris, 1892.

— *Petit Dictionnaire politique et social*, chez Perrin et Cie, Paris, 1896.

Edwin CANNAN, *Histoire des théories de la Production et de la Distribution en Angleterre de 1776 à 1848*. Traduction française de MM. Barrault et Alfassa, Paris, 1910.

Eugène DAIRE, *Les Physiocrates*. Collection des grands Economistes. Chez Guillaumin, Paris, 1846.

Charles GIDE et Charles RIST, *Histoire des doctrines économiques depuis les Physiocrates jusqu'à nos jours*. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1926.

René GONNARD, *Histoire des doctrines économiques*. Paris, Librairie Valois, 1928. Tome II : De Quesnay à Stuart Mill.

Gaëtan PIROU, *Doctrines sociales et Science économique*. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1929.

— *La crise du Capitalisme*. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1934.

RICARDO, *Principes de l'Economie politique et de l'Impôt*. Londres, 1817.

J.-B. SAY, *Cours d'Economie politique*. Paris, 1840. Particulièrement tome II, p. 1 à 51.

Adam SMITH, *An Inquiry in to the Nature and Causes of the Wealth of Nations*. London, 1929. Edition française de 1881 à Paris chez Guillaumin. Traduction de Germain Garnier, particulièrement le livre I, chapitres 8, 9 et 10.

John Stuart MILL, *Principes d'Economie politique*. Traduction de Courcelle-Seneuil. Paris, 1873. Particulièrement livre II, chapitre I et chapitre XI. Autobiography, London, 1873.

LE TROSNE, *De l'Intérêt social, par rapport à la Valeur, à la Circulation, à l'Industrie et au Commerce*. Paris, 1777.

Ch. TURGEON et Ch.-Henri TURGEON, *La Valeur d'après les Economistes anglais et français*. Particulièrement tome I, chapitre VIII.

WEULERSSE, *Le mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770*. Paris, 1910.

Vu :

Le Président,

G. PIROU

Vu :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Pages

I. <i>Smith est le véritable fondateur de l'Economie politique.</i>	3
II. <i>Comment Smith aborde l'étude de la répartition. —</i>	
<i>Plan de notre thèse.</i>	11

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Le Salaire.

SECTION I. — <i>Estime particulière de Smith à l'égard des salaires. — Comment il envisage le débat pour la fixation du salaire.</i>	21
Par. I. — Le patron prélève une part sur le produit du travail de l'ouvrier et ce prélèvement est la conséquence de l'appropriation des biens	21
Par. II. — Fixation léonine de ce prélèvement . . .	24
Par. III. — Fécondité des principes posés par Smith.	26
SECTION II. — <i>Le salaire nécessaire. — Comment Smith pose à son propos le principe des variations du salaire par rapport à celles de la richesse nationale</i>	30
Par. I. — Le principe du salaire nécessaire	30
Par. II. — Principe des variations du salaire par rapport à la richesse nationale.	37
1 ^o Explication du maintien durable, dans certains pays, du salaire fort au-dessus du nécessaire . .	38
A) La théorie de Smith	38

B) Conséquences extrêmes que certains économistes libéraux ont tirées de cette théorie . .	41	
2 ^o Principe des variations du salaire par rapport à la richesse nationale	44	
SECTION III. — <i>Smith applique ses principes du salaire nécessaire et de la population à la Grande-Bretagne.</i>		
— <i>Les constatations qu'il fait l'amènent à souhaiter des salaires relativement élevés. — Taux des salaires et prix de la vie</i>		50
Par. I. — L'état du salaire en Angleterre. — Considérations de fait sur salaires et prix	50	
Par. II. — Défense des hauts salaires	53	
Par. III. — Taux des salaires et prix de la vie . . .	58	
1 ^o En ce qui concerne l'influence des salaires sur les prix	58	
2 ^o En ce qui concerne l'influence du prix de la vie sur les salaires	59	

CHAPITRE II

Le Profit.

Par. I. — Définition du profit	67
Par. II. — La mesure des profits	70
Par. III. — Fixation du profit	73

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Des salaires et des profits dans les divers emplois du travail et du capital.

SECTION I. — <i>Inégalités qui procèdent de la nature même de l'emploi</i>	84
Par. I. — Les causes de variations.	84
A) Causes qui influent à la fois sur le taux des salaires et sur celui des profits	84

1 ^o Agrément ou désagrément de l'emploi. . . .	84
2 ^o Chances de succès.	85
B) Causes d'inégalité particulières aux salaires . .	89
1 ^o Facilité ou difficulté, bon marché ou cherté de l'apprentissage.	89
2 ^o Constance ou incertitude de l'occupation. . .	90
3 ^o Confiance plus ou moins grande qu'il faut accorder aux travailleurs.	91
Par. II. — Effets généraux de ces causes.	93
A) Principe de l'égalité des sommes totales des avantages et des inconvénients dans chacun des emplois du travail ou du capital.	93
B) Conditions de cette égalité.	94
1 ^o Les emplois doivent être également bien con- nus et exister depuis longtemps dans une loca- lité	95
2 ^o Les emplois doivent être dans leur état naturel.	95
3 ^o Les emplois doivent être la seule ou tout au moins la principale préoccupation de ceux qui les exercent.	95
SECTION II. — <i>Inégalités causées par la police de l'Eu- rope.</i>	96
Par. I. — Restriction de la concurrence par les privi- lèges des corporations	97
Par. II. — Augmentation artificielle de la concurrence dans certains emplois.	99
Par. III. — Entrave à la libre circulation du travail et du capital	100

CHAPITRE II

Variations respectives et comparées du salaire et du profit par rapport à la richesse nationale et au coût de la vie.

SECTION I. — <i>Les variations respectives du salaire et des profits chez Adam Smith</i>	105
--	-----

Par. I. — Exposé théorique de ces variations. . . .	105
1 ^o L'accroissement des capitaux et de la richesse nationale entraîne : hausse des salaires, baisse des profits	105
1) Constatations de fait qui ont conduit Smith à ce principe	105
2) Explication rationnelle de ces faits	107
2 ^o Action des salaires et des profits sur le coût de la vie	109
Par. II. — Conclusions sur la situation respective des ouvriers et des patrons. — Position doctrinale de Smith	111
SECTION II. — <i>Les variations respectives du salaire et du profit chez les représentants les plus éminents de l'école classique</i>	116
Par. I. — Tableau des variations des salaires et des profits par rapport à la richesse nationale	117
1 ^o Ricardo	117
2 ^o Jean-Baptiste Say	121
3 ^o Stuart Mill.	125
Par. II. — Leur attitude sociale.	131
1 ^o Ricardo	132
2 ^o J.-B. Say	133
3 ^o Stuart Mill.	135

CONCLUSION

I. <i>Position de l'Ecole classique au sujet des variations respectives des salaires et des profits par rapport à la richesse nationale</i>	140
II. <i>La méthode des Economistes classiques</i>	145
III. <i>La place éminente de Smith</i>	159

PRINCIPAUX OUVRAGES CITÉS . . .	161
---------------------------------	-----

Etablissements André BRULLIARD, Saint-Dizier (Haute-Marne). — 1935.
